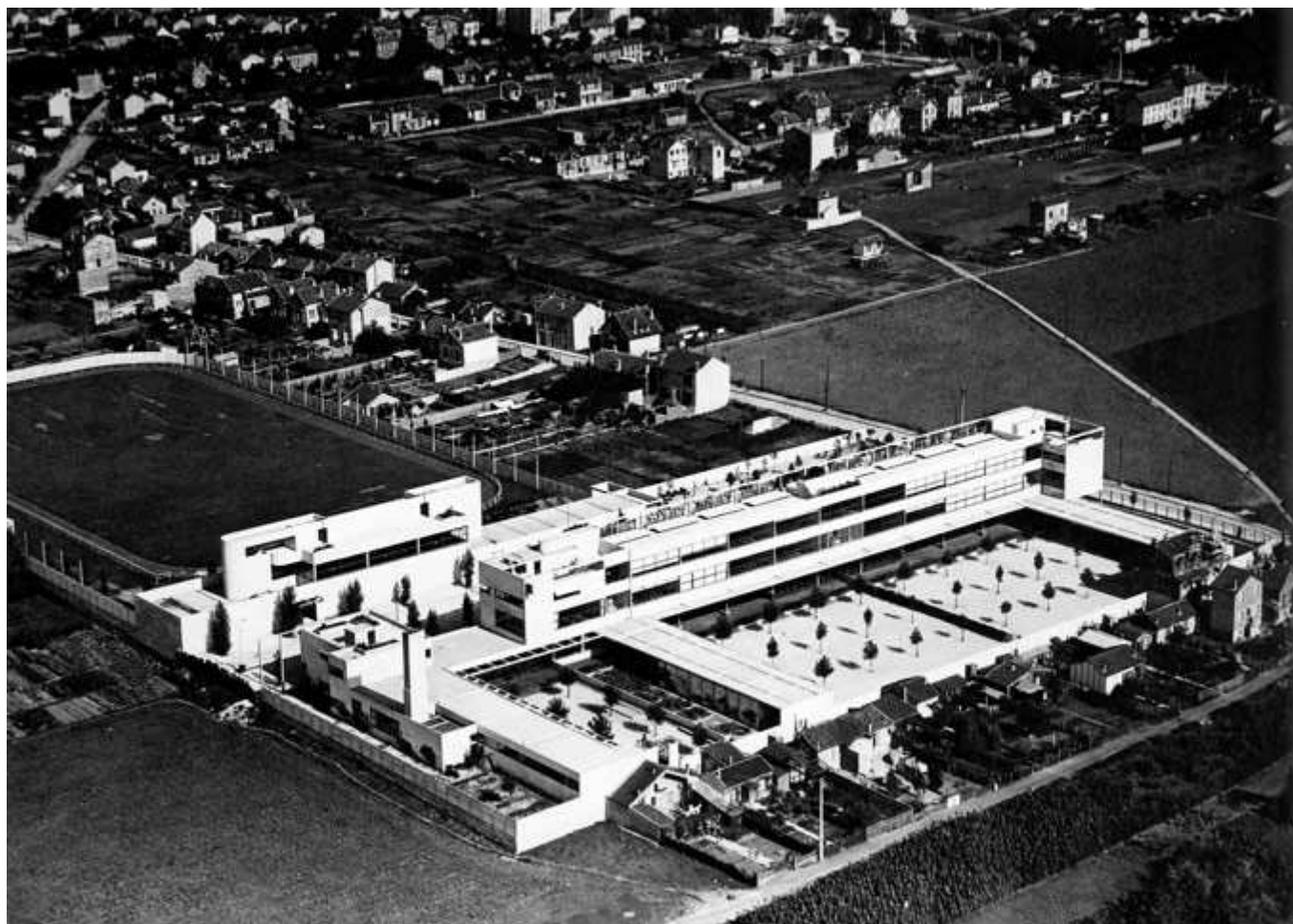


## X - VERS UNE « BANLIEUE ROUGE » !

L'industrie ne modifie pas seulement l'économie et les paysages de nos communes, elle en bouleverse aussi la vie sociale et politique. Toutes les transformations que nous venons d'évoquer induisent une évolution de la composition socioprofessionnelle de nos villes. La question ouvrière prend naissance et avec elle les actions syndicales et politiques qui l'accompagnent.

Mais le déclenchement du second conflit mondial bouleverse la vie de nos communes dont les élus communistes sont suspendus et remplacés par une *délégation spéciale* nommée par Vichy. Le centre pénitentiaire de Fresnes devient une prison allemande dans laquelle les résistants sont incarcérés.

L'histoire nationale se confond ici avec l'histoire locale. Une histoire inscrite dans les noms de rues de nos villes, du Dr Ténine mort à Châteaubriant à Victor Marquigny fusillé à 18 ans, en passant par la résistance organisée à l'hôpital de Bicêtre, la liste est longue des femmes et des hommes qui ont lutté pour leur dignité et dont l'héroïsme s'est terminé face à leurs bourreaux.



L'école Karl Marx à Villejuif construite en 1933 – archpaper.com - DR

## La vie politique et syndicale après la Grande guerre

En mars 1919, une grande vague de grèves déferle sur la France. Les mineurs de Lorraine entament une grève qui gagne le textile, les transports et la métallurgie. Certains se bercent de l'espérance d'une révolution possible. Le succès de la manifestation du 1er mai 1919 donne à l'action revendicative un nouveau souffle. Le mouvement ouvrier se renforce et la C.G.T. et la S.F.I.O. connaissent une forte croissance de leurs effectifs.

Pourtant, harcelée mais pas menacée, la bourgeoisie demeure maîtresse du terrain politique et idéologique. Georges Clemenceau rêve d'une révision constitutionnelle, mais la bourgeoisie demeure prudente. La lutte contre le « bolchevisme » est au centre de la campagne électorale de 1919. La droite serre les rangs alors que la gauche fait front en ordre dispersé. La bourgeoisie demeure sereine et sa victoire se transforme en triomphe. L'échec du parti socialiste est cuisant lors de ces législatives de 1919 où le Bloc national<sup>563</sup> dépasse largement les 50% à Gentilly comme à Arcueil-Cachan, Ivry et Vitry, communes à tradition ouvrière. Aucun candidat socialiste n'est élu dans le Val de Bièvre même si le candidat de la SFIO n'est évincé que de peu au Kremlin-Bicêtre. Sur le plan local, les élections municipales qui suivent les législatives, deux semaines plus tard, confirment la victoire de la droite. Gentilly qui, depuis Charles Calmus, un ouvrier corroyeur, perpétue une volonté socialiste, élit Auguste Gratien, un affairiste de droite, à la tête de la municipalité. À Villejuif, où les radicaux sont encore puissants, la droite conclut une alliance pour une élection plus aisée. Alors que les communistes rassemblent 41% des voix au premier tour, ils sont battus au second. Dominants avant-guerre, les radicaux ne deviennent qu'une force d'appoint en 1919. Les socialistes sont réélus au Kremlin-Bicêtre (Eugène Thomas<sup>564</sup>) et à Arcueil-Cachan (Louis Grégoire Veyssière). Ils sont battus à L'Hay<sup>565</sup>.

À la suite du mouvement de grèves qui touche plusieurs régions agricoles du Bassin parisien en 1919 et 1920, la population de la région parisienne se trouve momentanément plongée dans une grande gêne de ravitaillement. Le 22 décembre 1922, le conseil municipal du Kremlin-Bicêtre pense qu'il importe de prendre toutes les précautions qui s'imposent pour parer au retour d'une telle situation. Le maire, Georges Gérard qui, comme l'était son prédécesseur Eugène Thomas, est un fervent adepte de la coopération, pense que « *le meilleur moyen serait la création d'une boulangerie coopérative dont la production assurant aux habitants le pain qui leur est nécessaire, serait également un frein à toute tentative éventuelle pour les priver de cet aliment. Il convient donc par une aide effective d'aider les consommateurs dans leur organisation coopérative et de voter le principe d'une subvention pour être affectée à la création d'une boulangerie* »<sup>566</sup>. L'idée fait son chemin et une coopérative se crée. Reste à trouver un terrain, situé autant que possible près du centre-ville, pour mettre le projet à exécution. Une délibération du 26 février 1923 met à la disposition de la boulangerie coopérative un terrain communal situé au N°8 de la rue du Quatorze-Juillet, pour une durée de 18 ans, moyennant un loyer annuel de 10 francs. Il semble que le résultat ait été intéressant car, l'année suivante, la

---

<sup>563</sup> Le Bloc national (1919-1924) apparaît après la première guerre mondiale. Il était constitué de la majorité des droites de la Chambre dite « bleu horizon » issue des élections au scrutin de liste du 16 novembre 1919. Ebranlée par les dissensions intestines, par les difficultés économiques consécutives à la guerre, la majorité du Bloc national s'effondre aux élections de mai 1924 devant la coalition des gauches, dite aussi Bloc des gauches (1924-1926).

<sup>564</sup> Puis Georges Gérard (SFIO) après le décès d'Eugène Thomas pendant son mandat. Le 1<sup>er</sup> adjoint, Henri Rebersat, a assuré l'intérim entre les deux.

<sup>565</sup> *Histoire du Val-de-Marne* – opus cité – pages 236-237

<sup>566</sup> Délibération municipales

Société coopérative *La Kremlinoise*, décide la création d'une seconde boulangerie coopérative. Le 21 novembre 1924, le conseil municipal lui attribue une subvention de 50 000F, à charge pour *La Kremlinoise* de créer cette boulangerie.

Face aux grèves de 1920 (notamment celle des cheminots à Villeneuve-Saint-Georges<sup>567</sup>), le gouvernement durcit sa position et provoque un nouvel échec du mouvement ouvrier. La répression s'abat et les militants poursuivis sont obligés de se cacher.

Au moment où débute le congrès de Tours, en décembre 1920, un débat oppose les sections socialistes à propos de l'adhésion à la Troisième Internationale. Représentés par Marcel Cachin, les partisans de l'adhésion, les futurs « communistes », sont avant tout des hommes révoltés par la guerre, par la misère, par la répression patronale, ce sont le plus souvent des anciens combattants, des artisans, des libres-penseurs, des artistes. Les sections de ce qui deviendra le Val-de-Marne tranchent le débat en faveur de l'adhésion puisque d'après les résultats connus, 83% des suffrages vont à la motion Cachin. Sur les 153 conseillers municipaux socialistes élus en 1919, un tiers reste à la SFIO et deux tiers rejoignent le tout nouveau parti communiste. Les élus du Kremlin-Bicêtre appartiennent à ces derniers et Georges Gérard, le maire, avec d'autres conseillers, adhère au parti communiste.

Elu en 1919 sur un programme de la SFIO, l'adhésion de Georges Gérard au parti communiste pose problème, notamment à Henri Rebersat, architecte voyer et maire intérimaire durant dix mois. Très vite, il cesse d'assister aux réunions du conseil municipal. Au cours de la séance du 26 février 1923, le nouveau maire fait remarquer l'absence prolongée de son prédécesseur qui ne s'est pas présenté depuis le 16 janvier 1920. Quelque temps plus tôt, Georges Gérard l'avait engagé à revenir et M. Rebersat avait promis verbalement de collaborer à nouveau. Malgré cette promesse, six sessions avaient eu lieu sans lui. Aussi, ce 26 février 1923, le maire demande au préfet de la Seine de prononcer la démission d'office de M. Rebersat.

Le 19 avril suivant, Henri Rebersat se présente au conseil, mais le maire demande à ses conseillers de confirmer la délibération du 26 février. L'architecte justifie son absence prolongée par « *sa volonté de ne pas heurter le camarade désigné pour le remplacer dans les fonctions de maire* ». Le maire refuse de rediscuter d'une affaire qui a été longuement délibérée au sein du conseil et propose un scrutin secret. Par 13 voix contre 11, la démission d'office et le rejet des excuses de Henri Rebersat sont maintenus.

Cette motion Cachin, qui signe la naissance du parti communiste français, va aussi provoquer des remous à Arcueil-Cachan puisqu'elle sera l'argument décisif justifiant la séparation d'Arcueil d'avec Cachan, même si les dissensions sont plus anciennes. Tout avait commencé en 1903 lorsque le conseil général de la Seine accède à la demande des Cachanais et sépare Arcueil et Cachan en deux sections électorales, fixant la délimitation des deux sections par l'axe de l'avenue Carnot et la propriété de Provigny et l'axe de la rue de la Citadelle et du vieux chemin de Villejuif. En 1907, la délimitation est modifiée, reportant plus au nord la limite, approximativement la même que la séparation actuelle.

En 1911, une pétition de plus de 500 électeurs de Cachan demande à l'administration préfectorale d'ériger la section électorale en commune distincte

---

<sup>567</sup> Le 19 février 1920, les 1600 ouvriers du PLM cessent le travail à la suite de la mise à pied de deux jours infligée à Jean-Baptiste Campanaud, un responsable syndical. Le 25 février suivant, 95% des cheminots villeneuvois ont cessé le travail et le mouvement s'étend rapidement aux autres centres ferroviaires. Pour plus de détails sur ce qui va devenir « l'affaire Campanaud », voir *Histoire du Val-de-Marne* pages 240 à 242.

d'Arcueil. La commission syndicale élue le 29 septembre 1912 pour représenter Cachan dans l'enquête légale, dépose entre les mains du maire, le 26 mai 1913, un rapport favorable à la séparation projetée alors que le commissaire-enquêteur conclut en défaveur de la séparation. Le 11 octobre 1913, par une seule voix de majorité<sup>568</sup>, le conseil municipal se déclare d'avis « *de maintenir l'unité communale, nécessaire au développement de la commune, dont les besoins administratifs et sociaux croissent aussi vite sinon plus que les ressources.* »<sup>569</sup> La guerre de 1914-1918 laisse en sommeil le conflit qui rebondit en 1920. Les conseillers municipaux de Cachan demandent au préfet de la Seine de reprendre l'examen de ce projet, « *le temps écoulé ayant rendu plus sensibles et plus pressants les motifs de la scission* ».

Les principaux arguments avancés par les conseillers cachanais concernent l'antériorité de l'existence historique de Cachan par rapport à Arcueil, l'aspiration de la majorité des Cachanais à l'indépendance communale, l'inégalité de la répartition des travaux d'intérêt général et des équipements publics entre Arcueil et Cachan. Lors des élections municipales de 1919, des conseillers radicaux-socialistes et socialistes sont élus à Arcueil tandis que Cachan élit des conseillers du bloc national, donc des conseillers de droite. Louis Grégoire Veyssières, socialiste, est élu maire par les conseillers d'Arcueil, ceux de Cachan s'étant abstenus. Le bureau municipal démissionne et de nouvelles élections sont organisées en octobre 1920. Le résultat est sensiblement identique et c'est Victor Roure, un socialiste, qui est élu maire. Ce dernier, ainsi que plusieurs autres élus socialistes (dont Marius Sidobre) suivent la motion Cachin, majoritaire à Tours, et Victor Roure devient le premier maire communiste d'Arcueil.

C'en est trop pour les élus cachanais qui envoient un mémoire au préfet de la Seine, en octobre 1921, dans lequel ils stipulent que « *des raisons impérieuses, d'ordre politique, s'opposent (également) à l'union plus prolongée des deux sections de la commune actuelle* »<sup>570</sup>. Le 21 décembre 1921, la majorité de droite du conseil général de la Seine se prononce en faveur de la séparation mais le conseil d'arrondissement de Sceaux continue à repousser cette idée. Pourtant, un an plus tard, la séparation est consommée et le 26 décembre 1922, le président de la République, Alexandre Millerand, promulgue une loi entérinant la séparation d'Arcueil et de Cachan, aboutissement d'un conflit de vingt années. Arcueil est désormais une commune de 215 hectares et 8 412 habitants et Cachan une commune de 272 hectares où vivent 5 687 personnes. En attendant les élections municipales distinctes, le président de la République nomme deux délégations spéciales chargées d'administrer les deux communes.

Alors que le parti communiste semble s'implanter assez facilement et obtient de bons résultats dans l'actuel Val-de-Marne, il y enregistre deux échecs successifs dans le Val de Bièvre : en février 1923 à Cachan et au Kremlin-Bicêtre quelques mois plus tard. Lorsque les élections municipales sont organisées dans les deux nouvelles communes d'Arcueil et de Cachan, en février 1923, les électeurs ne reconduisent pas la municipalité dirigée par le communiste Victor Roure. C'est une liste Bloc national menée par Amédée Picard qui l'emporte à Cachan et une liste radicale-socialiste à Arcueil avec Pierre Templier.

Autre cas de figure au Kremlin-Bicêtre : Le maire Georges Gérard, suivi de la majorité du conseil municipal, quitte le parti communiste et adhère à l'Union

---

<sup>568</sup> 12 voix de conseillers d'Arcueil pour 11 voix de ceux de Cachan.

<sup>569</sup> Archives municipales d'Arcueil – Séparation d'Arcueil et de Cachan – 17/1

<sup>570</sup> idem

socialiste communiste, entraînant la démission de 14 conseillers municipaux, le 15 juin 1923. Des élections municipales ont lieu les 1er et 8 juillet. Les communistes sont réélus dans la section de Bicêtre tandis que les amis politiques de Georges Gérard l'emportent largement dans celle du Kremlin. Le 13 juillet, Georges Gérard est proclamé maire avec 16 voix sur 24.

Un an après les élections législatives de mai 1924 qui s'étaient traduites, au plan national, par la victoire du Cartel des gauches<sup>571</sup> avec une importante progression communiste dans la petite couronne, les élections municipales de 1925 apportent la surprise avec le succès du Bloc Ouvrier et Paysan dont les listes sont menées par les communistes qui n'appartiennent pas au cartel des gauches. C'est durant cette période que l'évolution politique de nos sept villes s'effectue et qu'elles entrent dans l'utopie sociale de la « banlieue rouge ». En 1925, l'Haÿ-les-Roses devient une municipalité SFIO tandis que Villejuif élit Xavier Guillemin, un communiste. Enfin, en 1935, l'implantation communiste se confirmera.

La cohabitation entre anciens et nouveaux élus ne va pas sans heurts. Ainsi, au Kremlin-Bicêtre, la dissension qui s'est installée entre les conseillers municipaux communistes et socialistes provoquent quelques incidents de séance. Parfois, le public admis dans la salle s'en mêle. Le 15 mars 1932, M. Lemonnier, élu communiste, s'étonne que la municipalité ne se soit pas associée « *au deuil laissé dans la classe ouvrière par la mort du citoyen Camélinat, ancien membre de la Commune de Paris* ». Le maire répond « *qu'il s'incline avec ses amis devant le disparu mais qu'ils se sont refusés à participer à la manifestation politique dont sa mort a été le prétexte* ».

À ce moment, dans la partie de la salle réservée au public, des bruits divers et des interpellations à l'adresse du maire se font entendre. Georges Gérard rappelle aux personnes présentes qu'il délibère avec le conseil municipal et que seul celui-ci doit prendre part à la discussion. Le bruit continuant, le maire invite ses conseillers à le suivre dans une autre salle pour délibérer calmement des autres questions inscrites à l'ordre du jour. Seuls les membres de sa majorité le suivent, tandis que les communistes se retirent et que le public manifeste son mécontentement<sup>572</sup>.

Le 31 octobre 1933, nouvel incident de séance. Les élus communistes, messieurs Lemonnier, Poitevin, Lavaud et Sterlingots, quittent la salle. Ils estiment en effet que les questions inscrites à l'ordre du jour font toutes partie du programme d'action qu'ils avaient présenté et, en partant, ils entendent protester contre ce qu'ils définissent comme « *l'ajournement des réalisations préconisées par eux* ». Le maire « *regrette que ces conseillers municipaux aient déserté la salle des délibérations sans même avoir entendu les explications et propositions qui ne peuvent apparaître dans le simple énoncé de l'ordre du jour. (...) Quant aux prétentions des élus communistes au sujet de leur plateforme électorale, je (le maire) rappelle que nous n'avons pas attendu l'arrivée des conseillers qui viennent de sortir pour nous pencher sur les questions intéressant le (quartier du) Plateau* »<sup>573</sup>. Ce genre d'incident de séance ne manque pas tout au long des années 1930 et, souvent, le public participe au chahut. Clochemerle au Kremlin-Bicêtre !

---

<sup>571</sup> Le Cartel des gauches associait 4 groupes : les radicaux indépendants (frange de droite des radicaux), les radicaux-socialistes, unifiés désormais, les républicains-socialistes, des socialistes indépendants (Paul Painlevé) et la SFIO. Les premiers députés communistes qui sont élus en 1924 siègent dans l'opposition.

<sup>572</sup> Archives municipales du Kremlin-Bicêtre – Délibérations 1897-1999 – 1DI-50

<sup>573</sup> Idem

## Les expériences de la modernité

Le contexte de la grande crise de l'entre-deux-guerres accentue la place des problèmes politiques, économiques et sociaux dans les communes du Val-de-Bievre. Les communes s'engagent alors dans des perspectives de politique sociale qui les mettent à la pointe de la « modernité ». Dans le programme du Bloc Ouvrier et Paysan (le BOP) lors des élections municipales de 1935, l'accent est mis sur les colonies de vacances, les écoles et l'hygiène publique, bien que certaines municipalités aient déjà engagé quelques aménagements.

À Gentilly, des bains-douches sont construits dès après le premier conflit mondial. En avril 1922, le conseil municipal acquiert un immeuble situé au n°10 de la rue du Parc (actuelle rue Victor Marquigny) afin de faire construire à son emplacement un établissement de lavoir-bains-douches. La construction de l'établissement fait l'objet d'un soin particulier. Choisi sur la présentation de ses plans et devis, Jules Bafoil, président fondateur de l'œuvre française d'hygiène, est chargé de la réalisation du projet qui doit se composer d'un lavoir municipal à 32 places, de 47 cabines de bains-douches et de 4 cabines-baignoires. Le lavoir est réalisé en ciment armé et, en 1923, sa maquette est exposée à l'exposition d'Hygiène de Strasbourg. Le bâtiment est achevé en 1925. Lorsque la première municipalité communiste est élue, en 1934, elle met l'enfance et la santé parmi ses priorités et un dispensaire municipal est inauguré en 1935.

Le dispensaire communal du Kremlin-Bicêtre avait été créé par un arrêté préfectoral depuis 1902, il était situé non loin de la zone militaire des anciennes fortifications, à 60 mètres d'altitude et loin de toute industrie insalubre. Il a été érigé selon les plans proposés par M. Rebersat, l'architecte communal qui a construit la mairie. Le directeur du dispensaire, le docteur Le Filliâtre, résume ainsi le fonctionnement de l'établissement : « *Le but principal de l'œuvre est de substituer au mode d'assistance en usage l'assistance à domicile et de grouper dans un même établissement les divers services exigés par le traitement complet des maladies relevant de l'assistance dans la famille, c'est-à-dire toutes les maladies aiguës, moins quelques rares maladies contagieuses.* » Désormais, les personnes peu fortunées peuvent être soignées au dispensaire si elles ont la capacité de se déplacer. Si elles sont dans l'impossibilité de sortir, elles sont prises en charge par le médecin du service à domicile. Toutes les consultations sont gratuites. Des opérations chirurgicales y sont pratiquées mais au-delà d'une hospitalisation de 4 jours, les malades ne peuvent y être admis. Le dispensaire est géré par la Commission administrative du service d'assistance présidée par le maire, Albert Thomas. Cet établissement, complété du côté de la rue Charles Leroy (actuelle rue Voltaire) par des bains communaux, constituait alors un établissement unique dans le département de la Seine.

À Villejuif, le domaine de la médecine préventive est développé en liaison avec l'hospice et l'institut Gustave Roussy.

Lorsque la loi Guizot de 1835 oblige les communes à entretenir une école primaire, Fresnes a déjà son école mais n'a pas les moyens d'appliquer la non-mixité. Mais les lois Jules Ferry de 1881-1882 obligent la ville à avoir une école publique de filles, une école publique de garçons et un asile pour les tout-petits<sup>574</sup>. Le premier instituteur qui y est affecté pour les garçons, Léon Barroy, arrive en 1891. Avec son fils, Auguste, il crée la première bibliothèque ainsi que des activités sportives et

---

<sup>574</sup>Ancêtre de nos écoles maternelles.

culturelles<sup>575</sup>. La classe des filles est tenue par une religieuse, sœur Bernard, jusqu'en 1899, date à laquelle elle est remplacée par une institutrice<sup>576</sup>.

Un demi-siècle plus tard, à partir de 1955, écoles, groupes scolaires et collèges ouvriront leurs portes au fur et à mesure de l'urbanisation de la ville. Les équipements sportifs et socio-culturels suivent avec, notamment, une piscine en 1967 et, la même année, la maison des jeunes et de la culture<sup>577</sup>.

A l'Haÿ-les-Roses, où, en 1853, 25 garçons et 25 filles fréquentent le local servant d'école, une école de fille est ouverte (à l'emplacement de l'actuel bâtiment de la sécurité sociale) pour répondre aux lois Jules-Ferry. En 1929, avec la construction des lotissements, les écoles de garçons et de filles comptent chacune plus de 250 élèves et, en 1956, onze classes mixtes sont ouvertes aux Blondeaux.

Au Kremlin-Bicêtre, la construction du premier groupe scolaire est réalisée entre 1876 et 1878, alors que Bicêtre est encore un quartier de Gentilly. Lorsque Bicêtre acquiert son autonomie, en 1896, la municipalité installe les bureaux de la mairie dans le sous-sol des écoles. Le 7 septembre 1900, l'édification d'une véritable mairie est à l'ordre du jour et des terrains, dans le prolongement du groupe scolaire, sont acquis. Le 14 mai 1901, l'architecte voyer de la mairie, Monsieur Rébersat, présente au conseil municipal et à Eugène Thomas, maire du Kremlin-Bicêtre, les plans et devis pour l'édification d'un hôtel de ville.

La réalisation du projet entraîne des travaux de réfection du quartier, le percement de voies et la construction d'une nouvelle école. Le conseil municipal décide, en 1905, la création d'une école de filles en remplacement de l'ancienne qui serait annexée à celle des garçons. En 1909, la nouvelle école des filles est inaugurée et la voie qui la dessert est nommée, tout naturellement, rue des Ecoles, actuelle rue Pierre-Brossolette.

Du point de vue de son architecture, la nouvelle école, probablement conçue par M. Rébersat l'architecte municipal, se situe entre les anciens édifices en pierre (telle l'école Jean-Zay) et les bâtiments modernes. Depuis que l'Etat vise à l'extension d'un système éducatif égalitaire et uniforme, un modèle-type de construction, inspiré par des pédagogues, des hygiénistes et des architectes, est diffusé sur tout le territoire. Il sert de référence pour la construction d'une école qui se doit de répondre à ses normes. L'originalité de la nouvelle école kremlinoise est l'utilisation, en façade, de la brique dont l'architecte exploite la polychromie et le jeu du relief, constituant un décor inspiré de l'architecture industrielle. Aujourd'hui, l'ancienne école de filles est un lycée professionnel.

Désormais, centre de l'intérêt des réformateurs sociaux, la banlieue devient l'un des bancs d'essai de la modernité du premier XX<sup>e</sup> siècle. La banlieue rouge n'est pas qu'un mythe politique, c'est aussi le monde « *des formes urbaines prises par l'installation autour de Paris des classes populaires de la seconde industrialisation, de ses formes de vie sociale et politique, de ses symboles et de ses représentations* », écrit Annie Fourcaut dans le prologue de *Banlieue rouge 1920-1960*<sup>578</sup>.

Les expériences de la modernité les plus visibles sont de type architectural avec les cités-jardins (Cachan et Arcueil) mais aussi avec des bâtiments plus monumentaux comme l'hôtel de ville et le groupe scolaire de Cachan, construits par Jean-Baptiste

---

<sup>575</sup> Les Amis de l'écomusée de Fresnes – opus cité – page 84.

<sup>576</sup> idem

<sup>577</sup> Les années 60 à Fresnes – opus cité – page 7

<sup>578</sup> *Banlieue rouge 1920-1960* – autrement – Série Mémoires – sous la direction d'Annie Fourcaut -octobre 1992 – page 13.

Mathon<sup>579</sup>, grand prix de Rome, afin de remplacer les baraquements qui, depuis 1924, abritaient les enfants de la cité-jardin, ou le groupe scolaire et le complexe sportif construits par André Lurçat à Villejuif.

Associé à l'école Karl-Marx, la construction du gymnase et du stade de Lurçat à Villejuif s'inscrit dans la perspective d'un nouveau quartier périphérique de la ville dont l'ouverture de l'avenue Karl-Marx constitue l'axe principal, répartissant les écoles d'un côté, les équipements sportifs de l'autre. Un passage souterrain relie les écoles au stade.

Au-delà de la nécessité de construire des groupes scolaires pour accueillir les enfants de l'entre-deux-guerres, l'architecture de l'école est aussi le reflet d'une société. A cet égard, l'école Karl Marx et son architecture novatrice place Villejuif dans la perspective de rôle phare de la modernité alors revendiqué par les villes communistes. La modernité de l'école Karl-Marx, construite en 1933, n'est pas seulement une affaire d'architecture : elle est l'image d'une nouvelle conception de l'enseignement. « *La nouvelle école de Villejuif ne trouvera sa pleine utilisation que dans le régime socialiste qui, seul, pourra donner aux maîtres les programmes correspondant aux buts qu'elle a voulu poursuivre* » écrit Paul-Vaillant-Couturier dans la plaquette, éditée par la municipalité dont il est alors le maire, pour l'inauguration du groupe scolaire<sup>580</sup>. Lurçat avait gagné le concours lancé par la municipalité de Villejuif en 1930. L'école Karl-Marx est l'un des premiers projets d'architecture moderne dont le maître d'ouvrage est une municipalité ouvrière de la banlieue parisienne. André Lurçat, en tant qu'artiste adhérent au parti communiste, professe une pensée théorique révolutionnaire. Pour lui, la pratique de l'architecture doit être totalement remise en question afin de s'accorder aux conditions sociales et techniques de la vie moderne. Lurçat revendique une architecture porteuse d'inspiration sociale, la forme traduisant le contenu idéologique<sup>581</sup>.

### **Une culture nouvelle où se croisent vie associative et goût de la fête**

Les liens étroits qui se tissent dans la banlieue des années trente entre culture et politique donnent naissance à une culture nouvelle. La création de nombreuses associations, sportives et culturelles, proches du parti communiste, contribue à combler le vide culturel de la banlieue mais aussi, par effet de boomerang, à conforter l'implantation du parti communiste. La création d'associations culturelles par le parti communiste permet à celui-ci de toucher de nouvelles catégories de population. C'est ainsi que la Chorale ouvrière de la région de Villejuif-Ivry voit le jour en 1927 et, deux ans plus tard, la compagnie théâtrale L'Eglantine, à Villejuif également.

Au début des années vingt, Arcueil reste encore marquée par une vie de village animée par des associations telle *la Muse*, une société de la cité-jardins qui interprète des pièces de théâtre. Une des plus anciennes associations d'Arcueil-Cachan, la Fantasia, regroupe une cinquantaine de membres actifs spécialisés dans le répertoire pour trompettes : chaque 1<sup>er</sup> janvier, dès 6 heures du matin, ils parcourent les rues de la ville. Quant à *l'Harmonie d'Arcueil-Cachan*, elle ne comporte que des bois et interprète des fantaisies d'opéra comique.

---

<sup>579</sup>En collaboration avec Joannès Chollet, René Chaussat et Yves Chaussat.

<sup>580</sup>Cité dans *Le style international* - Actualité des arts plastiques n°74 – CNDP - 1987

<sup>581</sup>*Architectures du sport - Val de Marne – Hauts de Seine – Cahiers de l'inventaire* -n°23 1991 -127 pages – page 80.



Le sport est à l'origine d'une intense vie associative dont l'essor est facilité par la loi de 1901 concernant le droit associatif. La pratique de la bicyclette comme à Arcueil où l'un des vainqueurs du Vélo-Club d'Arcueil, Camille Foucaux, sera champion de France de cyclo-cross en 1929<sup>582</sup>, du football, de la gymnastique ou de la boxe (Gentilly) se répand. À L'Haÿ-les-Roses, le premier club sportif, *l'Eclair Sportif Chevilly-L'Haÿ*, est créé en 1920. C'est un club de football. Après s'être appelé, de 1929 à 1935, la *Jeunesse sportive de L'Haÿ*, puis, la *Prolétarienne Sportive de L'Haÿ* de 1936 à 1939, le club de football devient, en 1940, le *Club Athlétique de L'Haÿ-Chevilly*. Sous ce dernier nom, il sert de couverture, pendant l'occupation, au Mouvement de Libération Nationale. Depuis 1955, il se nomme le *Club Athlétique de L'Haÿ-les-Roses*. À Arcueil, les sportifs se regroupent au sein de *l'Etoile Sportive Ouvrière* ou du *Vélo-Club d'Arcueil-Cachan*.

Au sein des associations sportives, la tactique « classe contre classe » est appliquée. Les noms même de la *Prolétarienne de L'Haÿ* ou *Etoile Sportive Ouvrière* d'Arcueil en témoignent. Lorsque *l'Etoile sportive de Gentilly* est créée, en 1930, elle appelle à rejoindre ses rangs en précisant que : « *La bourgeoisie utilise le sport pour embrigader militairement les jeunes ouvriers et leur inculquer l'esprit chauvin. Le sport neutre n'existe pas. Vous ! Jeunes travailleurs, n'avez rien à faire dans ces formations de défense capitaliste. Seul votre développement corporel et moral de classe vous intéresse. Partout où vous vous trouvez, vous ne devez jamais oublier que vous êtes des ouvriers. C'est pourquoi, pour votre intérêt particulier, et dans l'intérêt de l'ensemble des travailleurs de Gentilly, vous viendrez nombreux à notre club.* »<sup>583</sup>.

Il en va de même avec les colonies de vacances, apparues avec l'obligation scolaire, et pour lesquelles les municipalités ouvrières insistent sur le caractère politique de leur organisation. L'opposition de droite saisit l'occasion pour faire « *des colonies de vacances le symbole de la banlieue rouge à abattre et les vacances organisées de l'enfance banlieusarde sont donc l'enjeu de luttes politiques très vives* » écrit Sylvie Rab<sup>584</sup>. Toutefois, la majorité des colonies de vacances étaient déjà créées avant la guerre de 1914-1918 : 1909 à Villejuif, 1914 à Gentilly et Arcueil, 1918 au Kremlin-Bicêtre, 1923 à Cachan, 1927 à Fresnes mais 1932 à L'Haÿ-les-Roses<sup>585</sup>. Elles l'avaient été dans un but social et sanitaire : le spectre de la tuberculose hantait la banlieue ouvrière et rappelons que, entre les deux guerres, Arcueil et Gentilly appartiennent aux villes de banlieue où le taux de mortalité par tuberculose est le plus élevé<sup>586</sup>. La colonie, moment de rupture avec le milieu familial et le taudis, constitue une mesure de prévention sociale et morale ! « *Éloigné des miasmes de la ville industrielle, l'enfant découvre les bienfaits de l'air, de l'eau et du soleil, par un séjour de trois à quatre semaines sur le littoral, à la campagne ou à la montagne, encadré par les nouveaux espaces socialisés de la colonie* », écrit Bernard Toulhier<sup>587</sup>. Pour celles et ceux, enfants et adultes, qui ne partent pas en vacances, la fête annuelle reste un moment privilégié de l'été. Les premières fêtes annuelles

<sup>582</sup>Camille Foucaux a été champion de France de cyclo-cross en 1929, 1930, 1931 et 1932 ; 3e du critérium international de cyclo-cross en 1930 et 2e en 1931.

<sup>583</sup>Archives de l'office municipal du sport.

<sup>584</sup>*Culture et loisirs, l'encadrement des prolétaires* in *Banlieue rouge 1920-1960* – opus cité – page 96.

<sup>585</sup>Source : Corinne Hubert – *Demain on part en colo... Les premières colonies de vacances de l'actuel Val-de-Marne sous la IIIe République* - mémoire de maîtrise - Université de Paris VIII – sous la direction de Pierre Sorlin - 1986

<sup>586</sup>Sur la situation de l'habitat voir la partie 8 de ce travail : *Métamorphose du paysage urbain – L'état du logement dans nos communes*.

<sup>587</sup>Bernard Toulhier – *Les colonies de vacances en France, quelle architecture ?* - In Situ – Revue des patrimoines n°9 - 2008

villageoises remontent à fort longtemps. Mises à l'origine sous l'égide du saint patronal, elles se laïcisent progressivement. Ainsi, les premières fêtes patronales de Gentilly se réclament de saint Saturnin sous le patronage duquel est placée la paroisse.

Le mot Kermesse vient du néerlandais *Kerkmisse* « fête paroissiale », « messe festive ». Les kermesses présentent, à l'origine, un caractère essentiellement spirituel. La *Kerkmisse* était célébrée chaque année pour commémorer la consécration de l'église. Ce jour-là, les fidèles affluent pour gagner des indulgences et profitent de l'occasion pour se divertir. De fête patronale, la fête annuelle évolue vers une fête communale. Nous ignorons la date exacte, mais il n'est pas impossible que cette transformation intervienne après 1905, date de la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Toutefois, l'une n'empêche pas l'autre et les deux coexistent.

L'organisation de fêtes municipales, les « kermesses », a une double fonction : vérifier l'enracinement politique local et démonstration de sa force dans l'opinion. La fête est parfois l'occasion d'une bataille toute pacifique avec d'autres forces politiques locales ou avec la paroisse. La victoire festive symbolise alors une victoire politique.

La kermesse, à L'Haÿ-les-Roses se tient lors de la fête de l'Assomption. Un ancien de L'Haÿ se souvient de ce jour d'été de 1911 où « *les soirées de ce mois d'août étaient restées très actives en prévision des fêtes de l'Assomption ; il avait régné une agitation fervente autour de l'église dont les fidèles avaient largement décoré et embelli l'intérieur de l'édifice. La municipalité voulant rivaliser avec la paroisse avait planté de grands mats enrubannés de tricolore au sommet desquels flottaient des oriflammes républicaines* »<sup>588</sup>.

Le goût de la fête s'exprime aussi dans le cadre communal autour de fondations locales. Les multiples fanfares, harmonies ou orphéons (le Kremlin-Bicêtre, Gentilly, L'Haÿ-les-Roses) voire les chorales (Arcueil) ou les fêtes des vendanges (Villejuif) fleurissent un peu partout. Parfois, les musiciens appartiennent à la fanfare municipale et à celle de la paroisse qui jouent lors des mêmes fêtes. Ainsi à L'Haÿ-les-Roses, où « entre l'orchestre et le public, une petite estrade carrée au tapis rouge supportait le fanion de la Fanfare (municipale) et au sommet d'un mat en bois peint flottait la bannière, l'emblème de la Société Musicale »<sup>589</sup>.

A Gentilly, la kermesse est programmée en mai, en fonction de la date de l'Ascension, et se tient sur deux dimanches et la semaine intermédiaire. La kermesse débute par une distribution extraordinaire aux indigents, puis des jeux pour les garçons et des jeux pour « les fillettes » sont organisés, garçons et filles n'étant pas mélangés ! Une grande matinée enfantine, offerte par la caisse des écoles, présente aux petits un spectacle de prestidigitation et de Guignol.

Pour ce qui concerne les adultes, un concert instrumental est proposé par la fanfare *L'Amicale de Gentilly*. Enfin, les festivités se terminent par un grand bal de nuit au rythme de l'orchestre *La Symphonie de Gentilly*, le tout accompagné d'attractions foraines de toutes sortes, de manèges de chevaux de bois et d'illuminations. Illuminations qui exigent une autorisation préfectorale les premières années d'après guerre du fait des restrictions en matière de dépenses d'électricité. La communication se fait très largement par le biais d'affiches placardées dans les gares des communes voisines et celles du chemin de fer de ceinture.

---

<sup>588</sup> Témoignage d'Emmanuel Blanche – Bulletin des Amis du Vieux L'Haÿ – N°8 – 1<sup>er</sup> semestre 1999 – pages 14 et 15.

<sup>589</sup> Idem

À partir de 1930, les festivités proposées par la kermesse gentillienne évoluent et se complexifient. Le programme laisse rêveur avec, notamment, au milieu d'une course cycliste interclubs et une retraite aux flambeaux, un concours de bébés de moins de deux ans, une exposition de beauté de chiens de toutes races et une démonstration de chiens de défense et de police... A cette date, la pratique sportive qui avait commencé à prendre une réelle importance à Gentilly se ressent dans les manifestations festives avec, outre la course cycliste, une démonstration de gymnastique et une séance de boxe. La musique n'est pas oubliée puisqu'un festival est organisé avec un grand défilé dans les rues de la ville ouvert par la fanfare locale suivie de celles des villes voisines. La fête se termine avec un opéra-comique donné le dernier soir dans la salle des fêtes de la mairie. En 1930, la représentation des *Cloches de Corneville* emporte un fameux succès. La Seconde Guerre mondiale interrompt les kermesses. Après la Libération, les festivités reprennent et la « Kermesse de la Renaissance française » bat son plein dès 1945. Dans les années 1960, elle perdra un peu de son faste mais renaîtra plus brillante que jamais au début des années 80.

A Villejuif, il existe deux fêtes locales : celle du haut Villejuif et la fête des vendanges. Bals, orchestres et manèges agrémentent ces rencontres annuels. A partir de 1933, les défilés de chars sont porteurs de messages politiques locaux comme le char du petit commerce, le char contre les Uniprix, le char contre la fiscalité ou celui contre les mauvaises odeurs des porcheries<sup>590</sup> !

La fête des Fleurs de Fresnes, issue de la tradition de la fête des Rosières, se tient chaque année. Le défilé des jeunes filles à vélo est maintenu lors de la fête de l'été, après la seconde guerre, agrémenté de la présence de chars fleuris défilant dans les rues de la ville.

La gymnastique récolte dans l'entre-deux-guerres les fruits de l'activisme des nombreuses sociétés locales nées avant la première guerre. L'éducation physique, obligatoire dans les écoles depuis 1880, incarne alors aux yeux des élus la pratique hygiéniste par excellence. Tout maire, sensible au bien-être de ses administrés, se doit de donner à ceux-ci les moyens de la pratiquer, d'autant que ce type d'équipement a des exigences et des coûts modestes comparé à la réalisation et à l'entretien d'une piscine. Gymnases et stades fleurissent dans toutes nos villes.

### **La crise économique et l'explosion du chômage**

La crise économique des années 1930 affecte durement la région parisienne. Alors qu'elle regroupe 20% de la population active française, elle compte la moitié du total des chômeurs. Au Kremlin-Bicêtre, il y a 574 personnes au chômage (413 hommes et 161 femmes) pour une population (totale) de 17453 habitants, soit près de 4% de la population. À Villejuif, le nombre de « sans-travail » quintuple entre 1931 et 1936, passant de 280 à 1400. Les catégories les plus touchées sont les manœuvres, les ouvriers du bâtiment, ceux des cuirs et peaux et ceux de la métallurgie<sup>591</sup>. Le problème devient aigu dans toutes nos communes<sup>592</sup>.

En mars 1931, le département se voit obligé de venir en aide aux communes qui portent seules le poids de l'aide aux chômeurs. Le conseil général décide de contribuer aux dépenses engagées par les municipalités pour l'attribution

---

<sup>590</sup> *Du Moyen âge à nos jours, une histoire des quartiers nord de Villejuif* – opus cité – page 35.

<sup>591</sup> Carlos Escoda – *Les années 36 : Villejuif et le Front populaire* – Service municipal de l'information de Villejuif – 1996 – 44 pages – page 11.

<sup>592</sup> Voir le tableau Evolution du nombre de chômeurs dans nos communes page 191.

d'allocations servant à indemniser les exploitants de meublés qui logent des chômeurs secourus. La contribution départementale est calculée de manière à ce que le pourcentage de la dépense restant définitivement à la charge de la commune ne dépasse pas ce qui lui incombe habituellement dans l'attribution des secours réglementaires de chômage subventionnés par l'Etat.

Toutefois, pour que le logeur bénéficie de l'indemnisation, il devra justifier, grâce à son registre de police, qu'il logeait déjà son locataire chômeur un mois avant son inscription au secours de chômage. Lors de la séance du conseil municipal du Kremlin-Bicêtre du 31 mars 1931, le maire propose d'adhérer à cette formule et en plus de voter une subvention spéciale supplémentaire pour l'aide aux chômeurs.

À Gentilly, il existait un fond de chômage depuis 1926. Mais, face à l'augmentation des chômeurs, la commune ne peut plus assurer les dépenses occasionnées par les secours qui leur sont distribués. Le 6 janvier 1932, le conseil municipal décide de créer un Comité d'aide aux chômeurs composé de commerçants et d'industriels de la ville qui serait chargé de faire appel à la population afin de recueillir des fonds de secours. À cette date, il y a environ 500 chômeurs gentilléens. Le Comité décide que l'appel à la population se fera par voie d'affiches et par circulaires.

La première réunion du comité se tient le 15 janvier suivant et sa première décision consiste en la proposition d'une enquête afin de vérifier la véritable situation des chômeurs et « signaler les abus qui pourraient être commis ». Le président du comité, M. Gratien, alors maire de la ville, propose également que cette commission d'enquête soit composée de cinq commerçants ou industriels, trois membres du conseil municipal et cinq chômeurs. C'est Gratien qui, après désignation des premiers, désignera les chômeurs.

L'aide aux chômeurs de la municipalité se fait en espèces alors que l'aide du Comité se fait exclusivement en nature. Ce que le chômeur recevra sera pour son usage exclusif (ou pour sa famille) : « *Tout chômeur surpris à vendre ou à échanger contre d'autres denrées les secours qui lui auront été délivrés en nature sera impitoyablement rayé de la liste des bénéficiaires des secours de chômage. La ou les personnes qui auront racheté les secours feront l'objet de poursuites judiciaires* »<sup>593</sup>. Au cours de cette même réunion, la proposition est faite de créer une soupe populaire : il est en effet peu efficace pour un chômeur vivant en garni de recevoir un morceau de pot au feu qu'il ne pourra pas faire cuire.

Les réunions du comité sont parfois l'occasion de propositions farfelues. Ainsi, le 22 janvier 1932, Monsieur le curé, membre du Comité, estime que l'on pourrait peu à peu exclure de la liste des secourus les chômeurs les moins chargés de famille. Initiative refusée. Lors de la même réunion, il est aussi proposé d'établir une sélection parmi les chômeurs pour la distribution de pot au feu. L'un des membres du comité propose de séparer les chômeurs en trois catégories afin de répartir les secours communaux d'une manière plus judicieuse : électeurs au chômage ; chômeurs non électeurs ; chômeurs étrangers. Le maire accepte le principe de cette proposition et demande à ce qu'une enquête sérieuse soit effectuée par Monsieur Henon, membre du comité, accompagné de deux chômeurs dignes de confiance : les deux chômeurs pressentis refusent d'acquiescer cette tâche et la proposition est finalement abandonnée.

L'appel à la population ne reste pas sans effet et Monsieur Huard, charcutier rue de Montrouge (Paul-Vaillant-Couturier), offre cent kilogrammes de boudin pour les chômeurs. Chez le coiffeur de la même rue, on rase gratis, ou presque, puisqu'il propose des prix spéciaux pour les chômeurs qui désirent se faire raser ou couper

---

<sup>593</sup> Archives municipales de Gentilly – Registre des délibérations municipales – D 10 Ab

les cheveux. Le boulanger du 30 avenue Jean-Jaurès fournit gratuitement du pain aux ouvriers en grève. À la crise se mêle la malchance et, en janvier 1932, la Société anonyme des Tanneries de Gentilly, sise 39bis rue d'Arcueil, est ravagée par un incendie. Ses 54 ouvriers viennent grossir le rang des chômeurs gentilléens. Une usine située à Montrouge est également détruite par un incendie. Certains de ses ouvriers étant de Gentilly, la liste des secourus s'allonge.

Le Comité d'aide aux chômeurs ne peut faire face et, un mois après sa création, il fait la déclaration suivante : « *Par suite de l'extension à tous les chômeurs sans exception de distribution en nature qui ne s'imposait que pour un certain nombre, de l'insuffisance des moyens de contrôle (certains chômeurs se sont révélés être des chiffonniers ou des personnes ayant toujours eu des situations instables et qui s'étaient fait inscrire sur les listes afin de bénéficier des secours) et, au demeurant s'ils existaient, de leur difficulté, sinon de leur impossibilité actuelle d'application, le Comité de chômage, après délibération définitive et mûre réflexion, estime qu'il lui est impossible, dans l'état actuel, de continuer. Il se contente donc, avant de se dissoudre, de remettre à la mairie les fonds qu'ils ont pu recueillir en regrettant de n'avoir pas été consulté à l'origine ; il aurait sans doute pu en toute objectivité et en toute justice à ce moment faire œuvre utile, mais actuellement sa tâche lui paraît impossible.* »<sup>594</sup>

#### EVOLUTION DU NOMBRE DES CHOMEURS<sup>595</sup>

Dates	Gentilly	Arcueil	Cachan	Le Kremlin-		
				Bicêtre	Villejuif	Seine banlieue
Population totale recensement 1931	15 623	16 200	12 790	17 453	25 192	
Chômeurs au						
31-10-1933	582	529		372	1 131	52 668
31-12-1934	931	951	577	604	1 570	81 984
31-12-1935	1 080	1 044		701	1 812	95 275
31-12-1936	920	994		675	1 599	91 032
31-12-1938	906			714	1 755	101 501

Au début de l'année 1935, les chômeurs gentilléens continuent d'augmenter. Le nombre des secourus et celui des personnes à charge est énorme pour la commune. Il atteint 2 413 personnes<sup>596</sup>, c'est-à-dire le sixième de la population. Les secteurs les plus atteints sont la métallurgie, le bâtiment et la manutention. L'Etat verse une contribution aux communes afin de les aider à secourir leurs chômeurs. À Gentilly, cette subvention tourne régulièrement autour de 80% des charges que représentent les secours.

À Villejuif, dès avril 1929, la commune avait organisé une distribution de soupe populaire pour les familles privées de ressources par le chômage. 350 familles en bénéficiaient. Les secours distribués nominativement aux chômeurs passent de 20 personnes en octobre 1930 à 1084 au 30 mars 1931. Les plus touchés par la crise

<sup>594</sup> Idem

<sup>595</sup> Sources diverses : Annuaire statistiques de Paris et de la Seine – Rapporté par Jean Bastié – page 337 et archives municipales d'Arcueil et de Villejuif. Les communes manquantes et les cases vides le sont par manque d'information.

<sup>596</sup> 931 chômeurs au 31 décembre 1934 auxquels s'ajoutent les personnes à leur charge.

sont les manœuvres et les journaliers. Viennent ensuite les professions du bâtiment et de la métallurgie, enfin les travailleurs du livre, des cuirs et peaux. Les jeunes représentent 35% des chômeurs secourus et les femmes 15%<sup>597</sup>.

À partir d'octobre 1931, le fond municipal d'aide aux chômeurs ne cesse d'augmenter ses secours. L'opposition accuse la municipalité de porter secours à trop de fraudeurs, ce à quoi elle réplique<sup>598</sup> que « *le véritable scandale n'est pas dans l'excès de chômeurs secourus, il est dans le nombre important des véritables victimes de la crise économique que les règlements de la préfecture et du ministère rejettent du bénéfice des secours* » que sont les chômeurs partiels, les moins de 16 ans, les résidents dans la Seine depuis moins de six mois, les artisans non inscrits, le chômeur malade ne pouvant pas aller pointer, la veuve dont le mari vient de mourir si elle ne peut fournir un certificat de travail... La Ville apporte à ses chômeurs des secours supplémentaires en espèces mais aussi en bons de charbon, cantine gratuite pour les enfants, médecin et médicaments gratuits, vêtements aux enfants, bains-douches gratuits, etc. Ces aides représentent de lourdes charges pour les municipalités et, en 1934, Villejuif dont la population est presque essentiellement ouvrière est l'une des communes de la Seine où le chômage est le plus élevé.

L'incendie des établissements Soudée<sup>599</sup>, dû au non respect des règles de sécurité, provoque une forte réaction chez les ouvriers qui imaginent la création d'une section syndicale. Le 8 octobre 1933, 600 chômeurs villejuifois participent à une manifestation pour le droit au travail. Le 10 mars 1936, le Comité des chômeurs convoque l'ensemble des organisations et les personnalités de Villejuif afin de créer un Comité d'entr'aide. Monsieur Lalanne, curé de Villejuif, y déclare qu'il « *apportera et fera tous les efforts nécessaires, ainsi que les Jeunesses ouvrières chrétiennes, pour être parmi les plus actifs dans le Comité d'entr'aide* »<sup>600</sup>. Le 4 avril suivant, une réunion présidée par Paul Vaillant-Couturier, élu maire depuis 1929 et réélu en 1935, rassemble 500 chômeurs. Le lendemain de ce meeting, une grande collecte est organisée sur la commune au nom de la solidarité ouvrière.

Le 10 février 1936, une collecte de grande envergure est organisée à Arcueil avec le maire, les adjoints, les conseillers municipaux, des membres du parti communiste, des membres du parti socialiste, des adhérents des organisations laïcs et catholiques d'Arcueil, des collecteurs et collectrices de toute opinion. Ce Comité d'entr'aide aux chômeurs et leurs familles collecte plus de 10 000 francs, des vêtements et des vivres<sup>601</sup>.

Dans le domaine de l'aide aux chômeurs, les paroisses ne restent pas inactives. Pierre Lhande<sup>602</sup> mentionne la création de nombreuses œuvres sociales comme les Fourneaux économiques, les Caisses de famille, destinées à des avances d'argent en cas de maladie, les dispensaires, des Secrétariats du peuple, sortes d'écrivains publics, des Caisses de prévoyance militaire pour le temps que les jeunes garçons passent à l'armée, les vestiaires, les ouvroirs et, bien entendu, les écoles et les colonies de vacances. Il est vrai que, durant l'entre-deux-guerres, l'Eglise entreprend de rechristianiser la banlieue rouge. C'est ainsi que Pierre Lhande écrit que « *Là où il y a un comité rouge, un « soviét », une « cellule », un groupe de jeunesse*

<sup>597</sup> Archives municipales de Villejuif – Bulletin municipal de mai 1931.

<sup>598</sup> Idem – Bulletin municipal de 1933.

<sup>599</sup> Entreprise qui se trouvait à l'emplacement de l'actuel Casino, avenue de Paris, précise Carlos Escoda – opus cité – page 14

<sup>600</sup> *Front Rouge* – 14 mars 1936 – Fonds de l'Ecomusée du Val de Bièvre.

<sup>601</sup> *Front Rouge* du 22 février 1936.

<sup>602</sup> Pierre Lhande – *Le Christ dans la banlieue, enquête sur la vie religieuse dans les milieux ouvriers de la banlieue de Paris* – Paris – Librairie Plon – 1927 – 280 pages – page 89

communiste, on est sûr qu'il existe aussi une Union paroissiale, une ligue de persévérance, des patronages, souvent des écoles et des ouvriers catholiques. Certaines paroisses de création récente comme Pavillons-sous-Bois, Kremlin-Bicêtre (...) ont si puissamment développé leurs œuvres de toutes sortes qu'elles sont devenues, en peu d'années, de véritables forteresses spirituelles et rivalisent aujourd'hui d'activités avec les bonnes paroisses de Paris. »<sup>603</sup> C'est d'ailleurs de la même époque que datent les « chantiers du cardinal »<sup>604</sup> initiés par le cardinal Verdier en 1931 et qui seront à l'origine de la construction de nombreuses églises en banlieue comme l'église de la Sainte-Famille<sup>605</sup> au Kremlin-Bicêtre ou Saint-Jean Baptiste à Cachan, la centième (sur 110 entre 1931 et 1963) à être édifiée.<sup>606</sup> Pendant ce temps, le syndicat patronal des blanchisseurs d'Arcueil-Cachan modifie ses statuts lors de son Assemblée générale du 23 juillet 1937 qui se tient en mairie de Cachan. Ceux-ci prévoient que, désormais, le syndicat » ne comprend que des blanchisseurs traitant le blanchissage du linge pour autrui et la location du linge »<sup>607</sup>. Il y a, à cette date, 33 membres adhérents. Le bureau du syndicat est constitué de Monsieur Bertin, de L'Hay-les-Roses, et de Messieurs Lainé, vice-président, Scheffer, secrétaire, et Lesueur, trésorier, tous trois de Cachan.

### Vers le Front populaire

Après avoir vu la fin des blanchisseries, le début du XX<sup>e</sup> siècle marque la disparition des carriers tandis que l'industrie du cuir perdure. Durant la période de l'entre-deux-guerres, les créations d'établissements industriels sont relativement peu nombreuses et l'industrie textile a les plus grandes difficultés à se maintenir. Les habitants travaillent davantage à Paris que dans leur commune d'habitation. Les lieux de travail demeurent très concentrés dans la capitale et les déplacements pendulaires et le brassage des populations s'intensifient. À la veille de la Seconde Guerre mondiale, en plus de l'amélioration des transports, on assiste à une augmentation de la circulation automobile. Le long des routes sortant de Paris, les pompes à essence se multiplient et deviennent un nouvel élément du paysage de la banlieue.

Avec la disparition des blanchisseries, à Gentilly, Arcueil et Cachan, la population active est désormais à dominante masculine. Il ressort de l'étude menée par le conseil général<sup>608</sup>, que dans la répartition socioprofessionnelle du Val-de-Marne à la sortie de la première guerre mondiale, la population ouvrière est majoritaire et les quatre secteurs les plus représentés sont : les cuirs et peaux, la métallurgie, l'alimentation et le bâtiment. Immédiatement après arrive le secteur des transports. Il y a encore une forte minorité d'employés, très peu de professions libérales, mais de nombreuses petites entreprises restent groupées autour de la Bièvre.

Au début des années 1930, l'industrialisation, même modeste, prend le pas sur les terres cultivées et les maraîchers disparaissent progressivement durant l'entre-deux-

---

<sup>603</sup> Idem – page 20

<sup>604</sup> Le cardinal Verdier, archevêque de Paris, décide en 1931 de créer l'œuvre des Chantiers du Cardinal pour tenter de remédier aux difficultés rencontrées par l'Eglise dans un Paris en partie déchristianisé et, surtout, une banlieue souvent laissée à l'abandon par l'Eglise alors qu'elle est en pleine expansion démographique. « *Il faut construire des églises en banlieue, où il n'y en a pas, et donc évangéliser la classe ouvrière* », explique-t-il. Cette action du cardinal Verdier répondait, notamment, à l'enquête effectuée par le père Lhande.

<sup>605</sup> L'église de la Sainte-Famille actuelle date de 1970.

<sup>606</sup> La première vague de construction des églises du chantier du cardinal s'étend jusqu'en 1963, mais les constructions reprendront ensuite et continuent encore aujourd'hui. L'église Notre-Dame-de-la-Merci, à Fresnes, appartient à la fin de la première vague et a été inaugurée en 1960.

<sup>607</sup> *Les chroniques du Val de Bièvre* – 2012 – n°74 – Marcel Breillot : *Les blanchisseurs et la guerre de 1939/1945*

<sup>608</sup> *Connaissance du Val de Marne – de patrimoine en patrimoine* – numéro spécial – 1980 – pages 68 à 75.

guerres. À Gentilly, il reste onze exploitants en maraîchage en 1931. En 1932, on y cultive sur 20,55 ha : des haricots, des pois, des pommes de terre, des topinambours, des fruits (fraises, framboises et groseilles) ; les vergers produisent des abricots, des cerises, des pommes et des poires à cidre, des pommes et des poires à couteau. Il y a encore 61 chevaux, toujours des vaches (51) et 4 porcs. L'année suivante, 3 hectares de cultures maraîchères ont disparu (17,97 ha), mais, en 1935, elles se maintiennent avec 18,67 ha et 17,42 ha en 1937<sup>609</sup>.

Villejuif perd sa vocation viticole au profit du maraîchage. L'enquête agricole de 1929 montre que 96% des 830 exploitations de la ville se consacrent aux cultures maraîchères et ne dépassent pas un hectare<sup>610</sup>. L'exiguïté du parcellaire s'explique probablement par l'héritage des parcelles de vignes qui, par le biais des héritages, n'excèdent plus un hectare dans la plupart des cas, dès le début du XX<sup>e</sup> siècle. Toutefois, Villejuif conserve toujours quelques emplois dans ses briqueteries, telle la briqueterie Richard, ses fonderies de graisse et ses porcheries<sup>611</sup>, l'entreprise de produits chimiques Soudée, la verrerie de la rue Pasteur et les ateliers de l'imprimerie Navarre, rue Vérollot. Sur le plateau, la menuiserie Alpha, la capsulerie Sainte-Marie Dupré, avenue de la République, et les carrières Bervialle. Villejuif possède également à cette époque un grand chantier de construction, l'Avenir de la Zone, route de Fontainebleau, sur lequel on construit des logements pour reloger les habitants de la zone qui avaient été expulsés<sup>612 613</sup>. Ces emplois demeurent très inférieurs à la population active de la ville car Villejuif, bien qu'ayant une population essentiellement ouvrière, n'a jamais été très industrialisée. Le grand pourvoyeur d'emplois de cette ville est l'Institut Gustave Roussy, créé par Gustave Roussy en 1926 et inauguré en 1934.

La crise qui, en France, commence en 1931 affecte tout particulièrement, Gentilly et le Kremlin-Bicêtre qui, seules peuvent être considérées comme industrialisées. Dès 1932, de nombreuses faillites et des fermetures d'établissements se produisent. On assiste à un rétrécissement de l'activité, à une augmentation massive du chômage, une baisse de la natalité, une diminution du trafic des voyageurs, la présence de logements vacants car les locataires ne peuvent plus payer leur loyer, etc<sup>614</sup>.

Pendant ce temps, les mouvements fascistes se développent. Depuis 1922, Mussolini est au pouvoir en Italie. Avec la crise, le mouvement s'étend et, en 1937, la plupart des pays d'Europe centrale et méditerranéenne seront sous sa domination.

En France, comme dans toute l'Europe, le fascisme a le vent en poupe et la crise économique se transforme rapidement en crise politique. Le 6 février 1934, la manifestation organisée par les ligues d'extrême droite provoque une réaction immédiate des partis de gauche qui ripostent le soir même place de la Concorde. Une grande manifestation unitaire est organisée trois jours plus tard, le 9 février, où plusieurs ouvriers sont tués. Le lundi 12, la grève générale réunit en une énorme manifestation au cours de Vincennes les syndicats, le parti communiste et le parti socialiste qui défilent aux cris de : « Le fascisme ne passera pas ». C'est le début de l'unité de la classe ouvrière et des partis de gauche.

Pourtant, l'unité n'a pas été faite dans toutes les communes du Val de Bièvre et il est clair que ce sont les personnalités qui ont fait la différence. Un article paru dans

---

<sup>609</sup> Statistiques agricoles – Archives municipales de Gentilly – F39Ca Recensement des exploitations – Statistiques.

<sup>610</sup> *Histoire du Val de Marne* – page 262.

<sup>611</sup> Le dernier « cochonnier » ne partira qu'en 1980 - *Histoire des quartiers nord de Villejuif* – page 31.

<sup>612</sup> Voir partie 5 : L'émergence de la banlieue le chapitre *Des fortifs au péric : de limites en frontières*

<sup>613</sup> Carlos Escoda – opus cité – page 24

<sup>614</sup> Jean Bastié – page 336.



*Front Rouge*<sup>615</sup> sous la plume de René Legrand<sup>616</sup>, relate les dissensions entre les communes. Le 11 février au matin, la Commission exécutive de l'Union des sections socialistes du canton de Villejuif se réunissent à la mairie du Kremlin-Bicêtre afin de préparer la journée du 12. Une délégation du rayon communiste de Villejuif demande une entrevue qui lui est accordée. Afin d'établir un front unique, les communistes proposent le renforcement des comités antifascistes, un meeting en commun le lendemain matin, jour de la manifestation, la formation de piquets de grève en commun et un départ commun pour Vincennes. Georges Gérard, maire SFIO du Kremlin-Bicêtre et René Jousse, adjoint au maire également SFIO, répondent par la négative. Selon *Front Rouge*, malgré l'accueil favorable fait à ces propositions par les militants socialistes présents, les deux élus déclarent « *qu'ils rejetaient le front unique, qu'ils voulaient l'unité de parti à parti, qu'ils ne voulaient pas rentrer dans les comités antifascistes, qu'ils ne pouvaient pas tenir un meeting en commun, ni accepter de partir à Vincennes avec nous, car, déclara Marcilloux<sup>617</sup>, nous risquerions de ne pas y arriver. Même réponse (négative) sur la question des piquets de grève* ». René Legrand rapporte qu'ensuite, les délégués du rayon de Villejuif se sont rendu à L'Haÿ-les-Roses à la rencontre de la section socialiste. Réaction différente : « *La discussion fraternelle aboutit sur tous les points précis de la journée du 12 à un accord : manifestation en commun dans L'Haÿ, départ en commun et en groupe à Vincennes, acceptation à ce que les camarade de Villejuif se joignent se joignent au cortège à son passage dans la ville. Ceci fut réalisé.* » Malgré et contre les décisions de leurs dirigeants, des ouvriers socialistes ont fait, à Bicêtre, les piquets de grève en commun.

Des échauffourées ont éclaté à Villejuif lorsque les élus communistes se sont rassemblés pour se rendre au meeting commun prévu à L'Haÿ-les-Roses<sup>618</sup>. Des bandes armées de policiers et de membres des Croix de Feu (dont une cellule était installée dans l'actuelle rue Ambroise Croizat) défilent dans les rues, agressent des passants, brisent des vitrines et mettent en joue des élus communistes.

La lutte contre les ligues fascistes mais aussi la lutte contre « les affaires », notamment au niveau municipal comme à Gentilly où le conseil municipal est dissout en décembre 1933, le maire, Auguste Gratien, responsable de détournements de fonds, est remplacé, le 18 février 1934, par Georges Beaugrand, un communiste, deviennent les objectifs majeurs pour les communistes.

En juin 1934, Georges Marrane<sup>619</sup> publie dans *Le Travailleur* un article dans lequel il explique le sens de l'union préconisée par les communistes : « *Que tous, travailleurs communistes, socialistes, unitaires, confédérés, chrétiens sans parti, réalisent l'unité d'action contre le danger fasciste.* »<sup>620</sup> Le processus de front populaire trouve ses premiers échos dès juillet 1934, à Cachan où se tient un meeting unitaire.

Sur le thème « le pain, la paix, la liberté », la population laborieuse se rassemble, mais, sur le plan local, l'alliance entre communistes et socialistes n'est pas toujours simple. À Villejuif, le rayon communiste ne cesse, depuis 1933, d'appeler la section

<sup>615</sup> *Front Rouge* du 24 février 1934 – Fonds du Centre de ressources d'Ecomusée du Val de Bièvre.

<sup>616</sup> René Legrand (1911- ?), militant communiste et syndicaliste de Villejuif, volontaire en Espagne républicaine.

<sup>617</sup> Antoine Marcilloux (1882-1948), militant socialiste de Cachan. Architecte de plusieurs municipalités socialistes, dont L'Haÿ-les-Roses, Marcilloux était, en 1932, président du groupe des architectes socialistes. Il avait été candidat malheureux aux élections législatives de 1932.

<sup>618</sup> *Les années 36 à Villejuif* – page 8.

<sup>619</sup> Georges Marrane (1888-1976) a été le maire d'Ivry de 1925 à 1965, à l'exception de la durée de la seconde guerre. Membre du bureau politique du parti communiste, résistant, organisateur du Front national en zone sud, vice-président du comité parisien de Libération, conseiller de la République, ministre de la Population et de la Santé en 1946, député (1956-1958), sénateur (1946-1956).

<sup>620</sup> Cité par Lionel Le Bruhec in *Histoire du Val-de-Marne* – page 265.

socialiste à l'unité d'action. *Front Rouge* du 8 avril 1933<sup>621</sup>, publie un appel « *Aux travailleurs socialistes, à la section socialiste de Villejuif* », signé André Heussler<sup>622</sup>, secrétaire du sous-rayon du parti communiste de Villejuif, dans lequel on peut lire : « *Camarades socialistes, À différentes reprises, nous, parti communiste sous-rayon de Villejuif, nous vous avons adressé des propositions de lutte commune sur des points précis et déterminés, telle la préparation du Congrès Mondial contre la guerre, tenu à Amsterdam, pour ne citer que celle-ci. Nous avons toujours pensé qu'il était possible de nous entendre pour lutter contre notre bourgeoisie et les maux qu'elle engendre. (...) Aujourd'hui, la bourgeoisie durement touchée par la crise dont elle est entièrement responsable est obligée pour se maintenir au pouvoir d'avoir recours à des méthodes plus violentes pour la classe ouvrière. La montée du fascisme à l'échelle mondiale, son arrivée au pouvoir en Allemagne, les contradictions du capitalisme, sa volonté de trouver dans la guerre l'issue à la crise nous montre la nécessité de renforcer la lutte contre la guerre impérialiste. (...) Pour que le 1<sup>er</sup> mai soit une grande journée de lute, nous vous proposons pendant tout le mois d'avril, l'organisation de réunion de quartiers, et à la porte des usines de Villejuif (asile, hospice, etc), pour aboutir à une large manifestation le 1<sup>er</sup> mai à Villejuif. (...)* ».

Face aux refus répétés des socialistes, le rayon communiste de Villejuif met en place dans les quartiers des Comités de Front Populaire réunissant partis et associations de la ville. « *On y discutait, on y dansait aussi, dans les salles de café ou sur les terrasses, devant le café « Au repos de la Côte » par exemple. L'ouvrier proche de la C.G.T. y côtoyait celui qui se rangeait derrière la C.G.T.U. et le communiste y pressait le socialiste de renforcer l'unité des travailleurs. Dolly<sup>623</sup> et Christophe<sup>624</sup> menaient les négociations pour leurs partis respectifs* » écrit Carlos Escoda<sup>625</sup>.

La persistance du parti socialiste à refuser l'unité au niveau local va le desservir lors des élections municipales de 1935. Les progrès du rassemblement populaire profite de manière quasi exclusive au parti communiste qui emporte quatorze communes contre cinq aux élections précédentes. Dans certaines communes du Val de Bièvre la liste du Bloc ouvrier et paysan gagne les élections avec plus de 50% des suffrages exprimés. C'est le cas pour Marius Sidobre à Arcueil, Paul Vaillant-Couturier à Villejuif, Georges Beaugrand à Gentilly, et Raymond Baudin à l'Haÿ-les-Roses. En revanche, Fresnes élit un maire socialiste, Arthur Tellier, mais après dissolution du conseil municipal, en 1937, il est remplacé par un communiste, Maurice Catinat. À Cachan, Léon Eyrolles, le fondateur de l'ESTP et élu depuis 1929 (apparenté socialiste), est confirmé (il restera maire jusqu'en 1944). Au Kremlin-Bicêtre, Georges Gérard (SFIO) est réélu maire. Ces victoires préfigurent les élections qui, l'année suivante, amènera le Front populaire au pouvoir.

De nombreuses communes créent des comités locaux de Front populaire afin d'affirmer la nécessité de barrer la route au fascisme. Au Kremlin-Bicêtre, le Comité d'unité d'action antifasciste local décide de se transformer en Comité de Front Populaire. Onze organisations ouvrières répondent à l'appel et, le 16 janvier 1936, ce

---

<sup>621</sup> Fonds Ecomusée du Val de Bièvre

<sup>622</sup> André Heussler (1909-1942), militant communiste, membre des Brigades internationales, soupçonné d'être responsable de l'arrestation, en 1941, d'Emile Dutilleul (député communiste de la Seine élu en 1936), il est assassiné le 12 août 1942 par un groupe d'hommes dont le colonel Fabien, son ancien compagnon de la guerre d'Espagne.

<sup>623</sup> Louis Dolly (1905-1993), militant communiste, résistant, maire-adjoint de Villejuif de 1935 à 1940, puis maire de 1944 à 1977.

<sup>624</sup> Roger Christophe (1897-1969), militant du comité de la III<sup>e</sup> Internationale, militant communiste, puis trotskiste à Villejuif.

<sup>625</sup> *Villejuif notre ville* – Mensuel d'information municipal – Juin 1986 – N°65 – Numéro spécial : *Il y a 50 ans le Front populaire* – page 14.

dernier est constitué. Au cours de la première réunion, une longue discussion a lieu à propos de la présence des radicaux dans le Front populaire. Les socialistes formulent des réserves à leur encontre tandis que les communistes répliquent que le Front populaire ne peut se limiter aux seuls Parti communiste et Parti socialiste car il s'agirait alors d'une unité d'action et non pas d'un front populaire. Puis, l'on discute sur l'aspect « révolutionnaire » du programme du Front populaire mais l'on se met rapidement d'accord sur le fait qu'il s'agit là encore d'un programme de front populaire et non d'un programme de parti. Toutefois, tous les délégués présents sont unanimes sur l'importance de mener une action intensive autour de ce programme et dans l'organisation qu'il représente pour développer l'influence du Front populaire. Enfin, on se sépare en décidant de mener sur Bicêtre une campagne en faveur de l'adhésion à *Radio-Liberté* dont l'objet est de rassembler, sous l'égide du Front populaire, « *tous les auditeurs de T.S.F. partisans de la liberté du micro* »<sup>626</sup>.

Le Front populaire n'est pas du goût de tous dans cette commune et des incidents ont lieu chez Bizouard, entreprise de distillation et de livraison du Calvados du Père Magloire, où le patron fait pression sur ses livreurs pour qu'ils assistent à une réunion présidée par La Rocque, le 21 février. Idem à Villejuif où Monsieur de Sainte-Marie, le patron de la capsulerie de l'avenue de la République ainsi que le directeur de son usine ne cachent pas leur appartenance aux Croix de Feu. De plus, certains des produits fabriqués avenue de la République partent pour l'Italie afin d'équiper l'armée qui se trouve sur le front de l'Abyssinie (actuelle Ethiopie)<sup>627</sup>.

Louis Dolly<sup>628</sup>, conseiller municipal à Villejuif en 1936, se souvient que « *les Croix de Feu avaient loué un local dans le bas de Villejuif, là où se trouve aujourd'hui la poste, et y avaient organisé une soupe populaire pour les chômeurs. Nous avons décidé d'y aller pour protester, réclamer, revendiquer et expliquer comment, par l'intermédiaire de ces soupes populaires, le fascisme français avait l'intention de dresser, comme en Allemagne, les chômeurs contre les travailleurs. Les Croix de Feu ont tenté alors de nous faire partir ; jour après jour, la soupe est devenue plus mauvaise ; ils ont fait venir des malfrats et puis lassés de voir cette initiative se retourner contre eux, un jour, ils ont mis la clé sous la porte* »<sup>629</sup>. Les journaux *Regards* et *Front Rouge* rendent compte des agressions régulières des Croix de Feu à Villejuif, mais aussi à l'hôpital de Bicêtre, à Ivry ou Créteil.

Après des mois de négociations, l'unité syndicale est réalisée au niveau national lors du Congrès de réunification CGT-CGTU, du 2 au 5 mars 1936. Sur le terrain, l'unité était déjà concrète. Le jeudi 20 février 1936 se tient à Villejuif un grand meeting de l'unité où « *tour à tour y prirent la parole Nadaud, du comité des chômeurs, Thibert, du Secours rouge international, Bloch, au nom de l'A.R.A.C. (Association Républicaine des Anciens Combattants), Chailloux, pour le Comité inter-syndical, Mallarte, pour le parti socialiste, Le Bigot, pour la municipalité de Villejuif, Tabanou, radical-socialiste et, enfin, Vaillant-Couturier pour le parti communiste* » rapporte Carlos Escoda dans ses articles sur *Villejuif dans les années 36*<sup>630</sup>. « *Le meeting se termina dans l'enthousiasme* », écrit le rédacteur de *Front Rouge* qui rend compte de ce rassemblement.

Un mois plus tard, le meeting organisé à la mairie du Kremlin-Bicêtre, en mars 1936, par le Comité du Front populaire obtient lui aussi un succès certain. Plus de 800 personnes se pressent dans la grande salle de la mairie, les couloirs et le hall.

<sup>626</sup> *Front Rouge* du 25 janvier 1936 – Organe bi-mensuel du rayon de Villejuif – 1935-1939 – AD94 35J44

<sup>627</sup> Carlos Escoda – page 25

<sup>628</sup> devenu maire honoraire de Villejuif.

<sup>629</sup> Propos recueillis par Carlos Escoda et reproduits dans *Les années 36 à Villejuif*, page 29.

<sup>630</sup> Carlos Escoda - *Les années 36 à Villejuif* - page 25

Georges Gérard, qui préside la réunion, fait une courte allocution pour appeler les travailleurs à soutenir le Front populaire. Après les représentants de neuf associations syndicales qui condamnent, tour à tour, « le fascisme fauteur de guerre », Paul Vaillant-Couturier fait un discours très remarqué. La campagne électorale pour les législatives commence.

Paul Vaillant-Couturier est le candidat du canton et les réunions publiques se succèdent. Le 2 mai 1936, il obtient la majorité absolue dans toutes les communes du canton (jusqu'à 70% des suffrages à Villejuif, dont il est le maire, et 54% au Kremlin-Bicêtre<sup>631</sup>) et est élu député de l'arrondissement de Sceaux pour la troisième fois (après 1919 et 1924)<sup>632</sup> et député de la Seine où il bat Auguste Gratiën, l'ancien maire de Gentilly, par 14180 voix contre 2647 pour son adversaire<sup>633</sup>. Les élections législatives ont amplifié le résultat des élections municipales. Le 4 juin 1936, la Chambre née du scrutin de mai entre en fonction. Le Président Lebrun appelle Léon Blum à l'Élysée. Celui-ci présente son gouvernement, une heure après sa nomination, un gouvernement qui comprend 16 socialistes (SFIO) et 9 radicaux, les communistes ayant refusé de participer au cabinet Blum.

Le mouvement de grève qui suit la victoire du Front populaire commence à Paris mais sera massif dans les usines de la banlieue parisienne. Le 26 mai, les usines Sautter-Harlé de Paris, Hotchkiss de Levallois, Lavalette de Saint-Ouen, Créte de Corbeil cessent le travail. Le mouvement s'étend rapidement. Le 4 juin 1936, lorsque la Chambre élue en 1932 se retire pour laisser la place à la nouvelle, la courbe des grèves s'infléchit mais le mouvement est loin de se résorber.

À Villejuif, où cette année là la kermesse municipale se tient les samedi 20 et dimanche 21 juin 1936, la fête est l'occasion d'un grand moment de mobilisation. Le cinéma de la ville, Ciné-Liberté, y donne *La vie est à nous*, provoquant un élan de ferveur générale<sup>634</sup>.

Le patronat, qui avait misé sur la lassitude et les fêtes de la Pentecôte pour hâter un retour à la normale, déchanté. Hormis chez Gnome-et-Rhône et Renault qui ont signé des accords le 30 mai, le travail ne reprend nulle part. Nul n'a jamais donné de consigne de grève et les organisations syndicales ne sont pas toujours à l'origine des arrêts de travail.

Au Kremlin-Bicêtre, une grève avec occupation d'usine éclate à la briqueterie de la Société Richard située 3 avenue Eugène Thomas. À Villejuif, les 300 ouvriers du chantier de « l'Avenir de la Zone » débraient et occupent le chantier. Les ouvriers briquetiers du Comptoir industriel et commercial des Matériaux de Villejuif se réunissent afin de prendre une décision unitaire avec les autres briqueteries. Selon *Front Rouge* du 23 mai 1936<sup>635</sup>, la plus grande effervescence règne dans les verreries de Villejuif rue de Paris et rue Pasteur, chez Soudée, rue de Paris, à la cartonnerie de la Seine, rue Jean-Jaurès où le personnel est composé de très jeunes gens et jeunes filles. Le ravitaillement des grévistes occupant d'usine est assuré par la municipalité. Des cartes de solidarité sont éditées et, en une journée, pas moins de 1500 francs sont collectés<sup>636</sup>. Les commis charbonniers de Villejuif obtiennent

---

<sup>631</sup> *Front Rouge* du samedi 2 mai 1936.

<sup>632</sup> Paul Vaillant-Couturier totalisa 14 180 suffrages contre 2 586 pour Auguste Gratiën, l'ancien maire de Gentilly et député sortant : *Figures militantes en Val-de-Marne 1870-1970* – Le Maitron sous la direction de Claude Pennetier – Les Editions de l'Atelier – 2009 – page 333.

<sup>633</sup> Source : [http://www.assemblee-nationale.fr/sycomore/fiche.asp?num\\_dept=3558](http://www.assemblee-nationale.fr/sycomore/fiche.asp?num_dept=3558)

<sup>634</sup> Cf. Carlos Escoda – opus cité – page 21

<sup>635</sup> Cité par Carlos Escoda – opus cité – page 23.

<sup>636</sup> Idem – page 22

rapidement satisfaction avec la signature par les patrons d'un contrat collectif et la suppression du travail du dimanche.

Plus le mouvement prend d'ampleur et plus il gagne les secteurs faiblement syndicalisés, là où la combativité était jusque là pratiquement inexistante. C'est le cas des grands magasins, à Paris, et de Géo, au Kremlin-Bicêtre.

Alors que les conflits ont pris fin dans presque toutes les corporations, les salariés de chez Géo continuent la lutte après trois semaines de grève. Bien qu'ils aient obtenu de la direction l'engagement qu'aucune sanction ne serait retenue contre les grévistes et que d'importantes augmentations de salaires étaient acquises, quelques points restent à régler. Le différend réside dans la fixation de salaire de deux catégories du personnel, les manœuvres hommes et femmes, et dans l'application d'une prime aux ouvriers occupés aux chambres frigorifiques et autres catégories insalubres.

En 1936, Géo emploie 700 ouvriers. Chaque matin, ce sont plus de 600 grévistes qui participent aux assemblées générales. Le moral est au beau fixe et, après 18 jours de lutte, les grévistes se rendent en groupe à la kermesse de Villejuif. Une section syndicale de la CGT de près de 300 adhérents se constitue au cours de la grève. Si la résistance des ouvriers a été possible aussi longtemps, c'est grâce à l'aide apportée par les municipalités de Villejuif et du Kremlin-Bicêtre qui ont assuré, à tour de rôle, le ravitaillement des grévistes.

D'autres grèves victorieuses ont lieu au Kremlin-Bicêtre. Chez Escoffier, rue Emile-Zola, les ouvriers reprennent le travail après cinq jours de grève sur le tas et la signature du cahier de revendications par le patron et l'assurance du respect du contrat collectif de la métallurgie. Comme chez Géo, une forte section syndicale s'est créée à l'occasion de cette grève. Chez Levet, rue Elisée-Reclus, fabrique de chaussures, il ne faut que six jours de grève aux ouvriers pour obtenir la satisfaction de leurs revendications, la reconnaissance des délégués et l'application du contrat collectif. Idem chez Driguet, où le travail reprend après la signature du cahier de revendications et l'application du contrat collectif. Une section syndicale est constituée<sup>637</sup>. Ces victoires s'accompagnent d'un fort développement du syndicalisme et les adhésions à la CGT s'accroissent chaque jour. Ce syndicat enregistre plusieurs dizaines d'adhésions dans les hôpitaux de Villejuif.

Les accords de Matignon, signés le 7 juin 1936, accordent aux travailleurs des satisfactions allant au-delà du programme du Front populaire : augmentation des salaires (certains triplent), semaine de 40 heures, deux semaines de congés payés, généralisation des conventions collectives, élection de délégués du personnel. « À minuit 15, notre camarade Roger Salengro, ministre de l'Intérieur, a annoncé que l'accord entre les représentants de la Confédération Générale de la production française et ceux de la Confédération Générale du Travail était conclu. (...) Les délégués patronaux ont souligné n'avoir accepté l'accord que sur intervention décisive du gouvernement » peut-on lire dans *Le Populaire de Paris* daté du 8 juin 1936<sup>638</sup> qui titre à sa une : « Victoire de la classe ouvrière ! ».

À Arcueil, les salaires sont augmentés de 10% à l'usine de camions Bernard, et ceux de la biscuiterie Fosse obtiennent 8 jours de congés payés ; augmentation des salaires également pour les salariés de chez GEO, au Kremlin-Bicêtre, BYLA (produits biologiques) à Gentilly ou dans les verreries et les briqueteries de Villejuif. La reprise du travail n'est pas immédiate dans les usines et le parti communiste s'active auprès des délégués syndicaux pour une reprise rapide : « Il faut savoir

<sup>637</sup> *Front Rouge* du 27 juin 1936 –AD94 35J44

<sup>638</sup> Organe central du parti socialiste (SFIO) - Fonds du Centre de ressources de l'Ecomusée du Val de Bièvre.

*arrêter une grève dès que satisfaction est obtenue* », déclare Maurice Thorez<sup>639</sup>.

Fin juin, la grève sort des usines, mais atteint le monde rural. Les ouvriers agricoles affiliés à la Fédération de la CGT réunifiée s'emploient à demander la limitation du temps de travail à 9 heures par jour (en moyenne), un réajustement des salaires, la reconnaissance du droit syndical, les congés payés. En août 1936, ils se dotent d'un journal, *Le Paysan*<sup>640</sup>, et surtout se battent pour obtenir des conventions collectives ; ouvriers viticoles du Midi, bûcherons du Centre et moissonneurs du Bassin parisien se mettent alors en grève. La création de l'Office National Interprofessionnel du Blé<sup>641</sup>, créé le 15 août 1936, permet d'assurer un meilleur revenu aux agriculteurs durement touchés par la crise.

De 1937 à 1939, lors de ses Assemblées générales, le syndicat patronal des blanchisseurs d'Arcueil-Cachan se préoccupe essentiellement « *des revendications ouvrières telles que les demandes d'augmentation de salaires des ouvriers ou les modifications de la convention collective et comment y faire face* »<sup>642</sup>.

### **La solidarité avec le peuple espagnol**

L'allégresse provoquée par la signature des accords de Matignon, est rapidement ternie par de sombres nouvelles arrivant du Sud : l'Espagne. Là aussi le Front populaire est au pouvoir, mais, le 18 juillet 1936, une partie de l'armée dirigée par un général factieux, le général Franco, se rebelle. C'est la guerre civile. Hitler et Mussolini soutiennent directement Franco tandis que la France prend position pour la non-intervention. Il y aura un million de morts. Les collectes pour l'Espagne se multiplient tandis que des dizaines de volontaires de nos villes partent pour l'Espagne, notamment des Villejuifois et des Gentilléens<sup>643</sup>.

Le premier comité de soutien français à l'Espagne est créé à Villejuif et présidé par le maire de la ville, Paul Vaillant-Couturier. À l'initiative du docteur Strozecka qui revient de mission en Espagne en 1937, Villejuif accueille un grand nombre d'enfants espagnols.

Des Kremlinoïses s'émeuvent et le Comité antifasciste décide d'organiser un meeting de « *propagande et de solidarité pour nos frères espagnols en lutte contre le fascisme* ». À deux reprises, ils demandent au maire, Georges Gérard de leur prêter une salle à cet effet. Deux fois, elle leur est refusée. Le Comité envoie une lettre au maire dans laquelle ils expriment leur étonnement : « *Nous pensons qu'en tant que socialiste tu ne peux que souscrire à toute initiative prise en faveur des combattants républicains espagnols, c'est pourquoi nous voulons encore espérer que ce refus n'est que la suite d'un malentendu* ». Cette réclamation restera une fois de plus lettre morte.

La section antifasciste Amsterdam-Pleyel<sup>644</sup> de Bicêtre s'insurge contre la non-intervention et lance un appel pour partir en Espagne vaincre le fascisme : « *La section antifasciste Amsterdam-Pleyel, réunie le 18 novembre 1936 au nombre de*

<sup>639</sup> *La France des années 30* - Serge Berstein Armand Collin - collection Cursus - 2003 - page 121

<sup>640</sup> C'est en janvier 1937 que le journal *La Terre* sera créée par Waldeck Rochet.

<sup>641</sup> Actuel Office national interprofessionnel des grandes cultures.

<sup>642</sup> *Les chroniques du Val de Bièvre* – 2012 – n°74 – Marcel Breillot : *Les blanchisseurs et la guerre de 1939/1945*

<sup>643</sup> *La seconde guerre mondiale à travers les archives du Val-de-Marne* - Serge Wolikow avec la collaboration de Mariane Zuzula – Le Cherche Midi – 2004 – 2 Tomes de 310 pages chacun – Tome 1 page 39.

<sup>644</sup> À partir de 1930, le débat intellectuel tourne autour de la guerre et l'enjeu devient : défense de la démocratie ou fascisme. Paul Vaillant-Couturier, en 1930, contribue à former l'*Association des écrivains et artistes révolutionnaires* et, en 1932, la lutte des intellectuels se cristallise dans la convocation, sous la haute autorité de Romain Rolland et d'Henri Barbusse, d'un congrès mondial contre la guerre. Cette réunion, qui donne naissance à un vaste mouvement d'intellectuels en faveur de la paix, prend le nom d'*Amsterdam-Pleyel*.

16, représentant la pensée des hospitaliers de Bicêtre, décide, après l'exposé du camarade Crépin et de l'intervention du camarade Mérinville (conseiller municipal) d'intensifier la lutte contre le fascisme et demande à ce que la France ne soit pas dupe du pacte de non-intervention qui permet au fascisme de s'implanter en Espagne en assassinant des enfants, des femmes et menaçant la sécurité française : exige immédiatement la révision de ce pacte et le libre commerce avec le gouvernement républicain légal espagnol.

Fait appel à tous les camarades pour grossir la section, pour diffuser "Paix et Liberté", et demande des volontaires pour aller en Espagne pour vaincre et écraser le fascisme à jamais, qui engendre la servitude et la guerre »<sup>645</sup>.

À l'occasion des fêtes de Noël, les partis socialiste et communiste organisent au niveau national une grande collecte pour l'envoi en Espagne de trois bateaux remplis de vêtements, conserves, produits pharmaceutiques, etc. Cela ne va pas sans difficulté car un arrêté préfectoral interdit le collectage dans les rues (permis seulement à domicile). Afin de contourner l'interdiction préfectorale, communistes et socialistes du Kremlin-Bicêtre s'allient pour demander au maire l'autorisation de collecter. Celui-ci refuse en disant « qu'il est contre toute forme de mendicité et que c'était toujours les prolétaires qui étaient tapés et qu'on ne tapait pas ceux qui roulaient en auto » (sic).

En dépit de cette interdiction, la solidarité s'organise, tant au niveau individuel qu'au niveau professionnel comme à la blanchisserie de Bicêtre où, chaque quinzaine, le jour de la paye, une collecte est organisée pour les Espagnols et « la vaillante colonne internationale ». Le journal *Front Rouge* remercie dans ses colonnes ceux qui ont bien voulu participer : « Le Parti communiste remercie, au nom de nos frères d'Espagne, la population du Kremlin-Bicêtre et les petits commerçants du marché. Nous avons remarqué que des personnes de toutes conditions ont donné, même des agents de police qui, après, ont été obligés de nous interdire le collectage »<sup>646</sup>.

La solidarité s'organise aussi à l'hôpital de Bicêtre où chaque quinzaine, jour de paye, une collecte est organisée pour les espagnols et la « colonne internationale ». Au cours des deux quinzaines de janvier 1937, 389 francs ont été versés pour l'achat d'ambulance<sup>647</sup>. Le journal communiste *Front Rouge, journal bi-mensuel du rayon de Villejuif*, rend compte régulièrement de ces différentes collectes et incite ses lecteurs à participer : « Pour battre le fascisme et Franco, donnez votre obole qui sera la victoire de nos camarades espagnols et de nos frères français qui luttent dans les rangs de la glorieuse colonne internationale. Soutenir nos camarades est le seul moyen d'empêcher la guerre. »<sup>648</sup>

Le conseil municipal de Gentilly, dans sa séance du 11 août 1936 décide d'apporter son appui à la souscription pour l'aide au peuple espagnol. De plus, le conseil municipal, « soucieux de l'intérêt de tous les travailleurs de notre pays, salue la lutte de nos camarades espagnols qui défendent la liberté et la paix internationales. Considérant que l'instauration du fascisme en Espagne serait une menace directe contre notre pays. Voulant à tout prix, sauver la paix, décide d'apporter tout son soutien moral et matériel à nos camarades espagnols. Mandate notre bureau municipal afin de faire le maximum du pont de vue sanitaire, vivres, etc... »

À Arcueil, la municipalité affirme sa solidarité avec les Républicains espagnols ainsi qu'aux brigades internationales : « Le conseil municipal salue la vaillante colonne

<sup>645</sup> *Front Rouge* du 27 décembre 1936 – AD94 -35 J 44

<sup>646</sup> *Front Rouge* du 9 janvier 1937 - AD94 – 35 J 44

<sup>647</sup> *Front Rouge* du 6 février 1937 – AD94 – 35 J 44

<sup>648</sup> Idem

*internationale faite de volontaires antifascistes de tous pays dans laquelle nous avons plusieurs camarades d'Arcueil qui nous demandent par tous les moyens de les aider à la lutte antifasciste. Vive l'Espagne républicaine. À bas le fascisme international.* »<sup>649</sup> La municipalité organise conjointement avec le parti communiste, la CGT, les organisations de jeunesse, les mouvements politiques de gauche de la ville, des collectes de vêtements, de boîtes de lait et autres denrées non périssables possibles à envoyer. Le 25 janvier 1939, le conseil municipal s'élève contre l'offensive italienne en Catalogne et montre du doigt la responsabilité française du fait de sa politique de non-intervention.

1939 annonce la défaite du peuple espagnol et, dès janvier, les premiers convois d'enfants arrivent en France. Des milliers d'Espagnols, des Républicains pour la plupart, partent en exil et se réfugient aux frontières de la France qui les accueille dans des conditions peu dignes. C'est aussi par centaines, puis par milliers que des enfants sont envoyés en France et des camps sont improvisés pour les recevoir. Certains sont restés célèbres comme la colonie d'Orly<sup>650</sup>. Chaque progression des troupes franquistes, chaque bombardement de la population civile entraînent un nouvel afflux de petits réfugiés.

Au Kremlin-Bicêtre, un comité d'accueil provisoire aux réfugiés d'Espagne se crée. Il est composé de gens de tout bord, commerçants, médecins et chirurgiens de Bicêtre, hommes politiques et syndicalistes, syndicat des locataires, enseignants, particuliers, etc. Le Comité rédige un appel qu'il envoie à la presse avec un prière d'insérer. L'appel paraît dans le journal *Front Rouge* du 18 février 1939 : « *Près des frontières des Pyrénées, sur notre sol, des dizaines de milliers d'enfants, de femmes, de vieillards, de blessés et d'hommes exténués de fatigue sont sans pain, sans gîte et sans soin. Par dizaines, ils meurent de maladies, de privations et de leurs blessures.*

*Sans l'hospitalité et l'aide la plus généreuse du peuple français, ces gens sont voués à la mort la plus atroce. Il n'est pas possible que la population du Kremlin-Bicêtre reste insensible devant ce drame immense. Il n'est pas possible qu'il y ait dans notre population des gens assez froids pour ne pas, si minime soit-elle, apporter une aide à ces pauvres gens.*

*Dans tout le pays se rassemblent ceux et celles qui, répondant au sentiment sacré de l'entraide humaine, veulent éviter la mort à des êtres qui souffrent et qui sont sans défense. La population de Bicêtre ne peut faillir à cette noble tâche. Des enfants, des femmes, des vieillards, des hommes, vous tendent les mains avec confiance.*

*Gens de cœur, accueillez-les généreusement. »*

Le comité demande d'envoyer des dons en argent et en nature et, dans la mesure du possible, d'héberger des enfants. Cet appel est entendu. A l'école des filles, une collecte rapporte 588 francs et des paquets de vêtements sont déposés<sup>651</sup>.

Le 23 mars suivant, une réunion du Comité a lieu au café *Le Fontainebleau*, près de la porte d'Italie, sous la présidence de Raymond Guyot, député de Villejuif en remplacement de Paul Vaillant-Couturier décédé le 10 octobre 1937. Au cours de cette réunion, les membres du Comité décident de parrainer un camp de réfugiés d'une région la plus proche de la commune et d'apporter aux enfants qui y sont

<sup>649</sup> Archives municipales – Registres des délibérations

<sup>650</sup> La « colonie d'Orly » a fait l'objet d'un article élogieux dans le numéro 9 (du 15 octobre au 1<sup>er</sup> novembre 1937) de *L'Espagne socialiste*, organe franco-espagnol illustré du Comité d'Action Socialiste pour l'Espagne (CASPE). Elle y est décrite comme une « école modèle où la joie de vivre règne »

<sup>651</sup> *Front Rouge* du 18 février 1939



placés l'aide matérielle la plus large possible : vêtements chauds, vivres, objets de première nécessité, toilette, douceurs, livres, fournitures scolaires, etc. Pour mener à bien cette œuvre le bureau lance « *un vibrant appel aux personnes de cœur, aux commerçants, aux organisations ouvrières et à la population laborieuse du Kremlin* ». C'est le camp de Mézilles, dans l'Yonne, qui reçoit le parrainage du Kremlin-Bicêtre. Plusieurs membres du Comité se rendent sur place, le 16 avril, afin de mieux connaître la situation exacte des réfugiés et leurs besoins immédiats. *Front Rouge* du 27 mai 1939 rend compte de la visite:

*« Les réfugiés du camp de Mézilles sont logés individuellement dans des locaux abandonnés. Ces locaux exigus contiennent autant de lits qu'ils peuvent matériellement en contenir. Dans chaque lit couchent le plus souvent plusieurs personnes. C'est ainsi que des pièces ne mesurant pas plus de 4 mètres sur 3 abritent 7 personnes. Certaines pièces n'ont pas de porte de dégagement extérieur et toutes sont éclairées au pétrole.*

*Les enfants y sont en majorité. Or, l'alimentation, assez abondante, ne convient pas à des jeunes estomacs fatigués par une trop longue période de sous-alimentation. Il faudrait du lait et des farines lactées. La gale est dans le camp. Il n'y a pas assez de pommade soufrée, les médicaments fournis par une administration parcimonieuse sont insuffisants et trop souvent sans utilité immédiate.*

*Des femmes ont cousu dans de vieux vêtements, un vêtement pour chacun ; mais il n'y a pas assez de linge de corps et les chaussures font défaut. Il faudrait de l'argent pour acheter fil, aiguilles, savon, mille petits objets indispensables et pour l'achat desquels malheureusement rien n'est prévu.*

*Constitué spontanément dans un but humanitaire par des hommes et des femmes d'idées parfois fort différentes, frappés lors de cette visite par la grande détresse de femmes et d'enfants, le Comité d'accueil adresse un appel à la population du Kremlin-Bicêtre sans distinction d'opinions ou de conditions sociales. Il faudrait que le camp de Mézilles, attaché au nom de la ville du Kremlin-Bicêtre, connaisse enfin un peu de quiétude.*

*Des enfants sont malades, des mères pleurent ! Nous vous demandons de nous aider à secourir tant de misère. (...) »*

Le Comité regrette, à ce propos, la discrétion de la municipalité : « *on ne comprend pas pourquoi la municipalité a cru devoir faire œuvre à part* ». La solidarité porte ses fruits et, quelque temps plus tard, le secrétaire de la Ligue des Droits de l'Homme qui s'occupe du camp de Mézilles envoie au Comité d'accueil du Kremlin-Bicêtre une lettre de remerciements dont voici un extrait :

*« Nous vous remercions bien vivement de tous vos envois : vêtements, produits médicaux, biscottes, etc. (...) Les biscottes notamment nous ont rendu le plus grand service, le pain ordinaire ne réussit pas à certains enfants. Nous avons reçu aussi par votre intermédiaire des produits des laboratoires Drouet et Plet, 37 rue de Marly, qui nous rendent de grands services pour les personnes faibles et anémiées. J'ai fait mon possible pour organiser un service de recherche sommaire. J'ai réussi à retrouver de la sorte six maris et un papa à nos réfugiés. (...) ».*<sup>652</sup>

Cent quarante quatre espagnols, des femmes et des enfants pour la plupart, sont accueillis à Villers-sur-Mer, la colonie de vacances ouverte depuis 1937 par Arcueil. Une délégation menée par Marius Sidobre se rend sur place et les réfugiés témoignent de leur reconnaissance « *à la municipalité et à la population d'Arcueil qui les a accueillis si fraternellement* »<sup>653</sup>. Comme en témoignent les délibérations

<sup>652</sup> *Front Rouge* du 3 juin 1939. AD94

<sup>653</sup> Archives municipales d'Arcueil – Registre des délibérations municipales -

municipales, toutes nos villes participent aux collectes et accueillent des enfants espagnols durant cette période. Manifestations solidaires auxquelles s'ajoute le départ de dizaines de volontaires partant combattre dans les rangs des Républicains espagnols et l'action de Georges Gosnat<sup>654</sup> qui, à la tête de la compagnie France-Navigation, achemine des armes et des denrées de toutes sortes vers l'Espagne.

La misère liée aux conséquences de la guerre d'Espagne n'est pas le seul problème qui agite la vie politique française. Depuis 1938, le chômage recommence à grimper dangereusement et le gouvernement évolue de plus en plus vers la droite. Paul Reynaud, alors ministre des Finances, rend publics, les 12 et 13 novembre 1938, une série de décrets-lois qui parachèvent cette évolution à droite : tous les impôts sont augmentés, les crédits affectés aux grands travaux sont réduits au profit des seules dépenses d'armement, un Comité supérieur dit « Comité de la Hache », doit supprimer des postes budgétaires dans les services publics, une nouvelle convention est passée entre l'Etat et la Banque de France, le contrôle des prix est assoupli, le traitement des fonctionnaires, des retraites et des allocations familiales augmentés, les 40 heures sont supprimées : sur simple préavis à l'inspection du Travail, le temps de travail pourra être porté à 50 heures et à 60 heures pour les usines travaillant pour la défense nationale.

En avril 1939, le Comité local de Front populaire du Kremlin-Bicêtre lance un appel à la population. Il pense que « *la politique des décrets-lois du gouvernement Daladier-Reynaud va à l'encontre des intérêts de la nation, car c'est le chômage qui va s'amplifier par la semaine de 45 heures et par les licenciements massifs dans les services publics. C'est la restrictions des ressources des petits commerçants; c'est aussi la voie ouverte à la suppression des libertés, tandis que rien n'est prévu pour juguler le capital profiteur de guerre (...)* »<sup>655</sup>. Les décrets-lois sont effectifs dès le 6 mai 1939.

À l'hôpital de Bicêtre, le « Comité de la hache » fait des ravages : licenciements et mises à la retraite d'office se multiplient dès la promulgation des décrets. Au mois de juin, le comité de réorganisation désorganise tous les services. Pendant trois semaines, le personnel est déplacé « au petit bonheur » sans se préoccuper de la place et de l'importance de chacun au sein des services. Trois cents employés des services de l'hospice vont grossir l'armée des sans-travail. La compression est générale dans tous les services. En médecine comme en chirurgie, on met un garçon de salle et une infirmière pour deux salles. Une note de service stipule que, désormais, toutes les « plaques »<sup>656</sup> seront lavées dans les services, alors qu'ils ne possèdent pas le matériel nécessaire, ce qui permet la suppression du garçon de plonge à la cuisine. Enfin, à la loge, une série de notes relatives au passage à 45 heures sont affichées dont « *personne ne peut les comprendre tant elles sont complexes* ».<sup>657</sup>

Début juin, les chômeurs du Kremlin-Bicêtre s'assemblent dans une salle de la mairie et votent une résolution contre les fameux décrets-lois de MM. Daladier, Reynaud et Pomaret, supprimant l'allocation aux vieux travailleurs, ainsi que le secours de

---

<sup>654</sup> Georges Gosnat est le fils de Venise Gosnat (1887-1970) qui avait été maire-adjoint à Ivry de 1935 à 1965.

<sup>655</sup> *Front Rouge* du 17 juin 1939 – AD94 – 35J44

<sup>656</sup> Une « plaque 96 puits » est une plaque de plastique contenant des puits (alignés en 8 rangées x 12 colonnes) utilisée dans les laboratoires pour l'étude d'échantillons. Des instruments, dits lecteurs de plaques, servent à effectuer la lecture automatisée du résultat des échantillons dans les différents puits de la plaque. Bien que la plupart du temps les plaques soient d'usage unique, il existe des machines pour nettoyer les plaques afin de pouvoir s'en resservir. On peut aussi s'efforcer de les laver à la main.

<sup>657</sup> *Front Rouge* du 8 juillet 1939 - AD94 – 35J44

chômage les dimanches et jours fériés. Un grand rassemblement est organisé le 15 juin suivant au stade Karl Marx à Villejuif.

À l'entreprise Géo, une lutte syndicale oppose la direction à ses salariés. Contrairement aux grèves de juin 1936 où la CGT s'était battue seule, une action commune est menée, en mars/avril 1939, avec la section syndicale chrétienne. Une série de revendications, soumises à l'ensemble du personnel, avaient obtenu l'approbation de 423 voix sur 478 votants, 36 s'étaient prononcés contre et 18 bulletins avaient été annulés. Le personnel administratif n'avait pas pris part au vote. A l'issue de la lutte de 1939, les revendications qui avaient pour but la consolidation des acquis de juin 1936 aboutissent, redonnant confiance au personnel. Un courant se développe dans l'usine, à la fin du mois de mai, afin de demander l'augmentation des salaires diminués par les hausses successives du coût de la vie et par l'application récente des décrets-lois. Les sections CGT et Chrétienne réalisent conjointement un journal d'entreprise dans lequel elles exposent leurs revendications.

Pendant ce temps, la municipalité, comme si tous ces problèmes ne la concernait qu'au second degré, continue d'expédier les affaires courantes. Des travaux sont envisagés pour élargir la rue du Fort. L'opération fait l'objet de deux projets : l'un pour la partie extérieure à la zone du fort de Bicêtre, l'autre, pour la partie située dans la zone du fort proprement dite. On ne trouve aucun vœu émit par le bureau municipal concernant les aspects de la vie politique dont nous venons de parler. Les Kremlinois, quant à eux, attendent pour la fin du mois de juin ou le début du mois de juillet, la projection de la version intégrale du film de Pierre Renoir, *La Marseillaise*, qui doit être présentée au Kremlin-Palace, avenue de Fontainebleau. Cette soirée cinématographique précède de peu la grande kermesse populaire qui doit prendre cette année là un éclat particulier car elle s'intègre aux diverses manifestations locales organisées pour le 150<sup>e</sup> anniversaire de la Révolution française.

L'extrême droite refait parler d'elle dans nos villes. Les ligues, dissoutes en juin 1936, se reconstituent rapidement. Depuis la « fusillade de Clichy », le parti communiste réclamait la dissolution du Parti Social Français (PSF ex Croix de Feu) fondé par le Colonel François de La Rocque<sup>658</sup> En mars 1937, le PSF avait décidé de tenir un meeting à Clichy. Une telle initiative dans une municipalité socialiste dont le député était communiste était apparu comme une provocation. Le Comité local du Front populaire avait demandé au ministre de l'Intérieur d'interdire le meeting mais celui-ci avait refusé, sous prétexte de la liberté de réunion. À l'appel des élus socialistes et communistes de Clichy, une contre-manifestation était organisée. Elle se heurta au service d'ordre du PSF puis aux forces de l'ordre qui frappèrent et tirèrent. Bilan : 5 morts et 500 blessés. Certains parlèrent d'un coup monté par la Cagoule<sup>659</sup> qui aurait disposé d'hommes dans les deux camps et aurait été à l'origine des premiers coups de feu. Hypothèse probable qui n'enlève rien au fait que la police du Front populaire avait tiré sur la foule venue combattre son plus farouche adversaire : l'extrême-droite. «*Huit milliards pour l'emprunt. Cinq morts à Clichy.*

---

<sup>658</sup> François de La Rocque (1885-1946) adhère en 1929 aux Croix-de-Feu dont il devient président en 1931. Il fait de cette association d'anciens combattants une ligue nationaliste forte. Après la dissolution des ligues en 1936, de La Rocque fonde le Parti social français (PSF) et acquiert le *Petit Journal*. Rallié en 1940 au maréchal Pétain, il refuse la collaboration. Le PSF est dissous en 1942, de La Rocque arrêté l'année suivante et déporté. Après la guerre, il est arrêté par la police française et assigné à résidence comme ancien pétainiste.

<sup>659</sup> La Cagoule : nom donné par la presse et l'opinion publique au Comité secret d'action révolutionnaire. Cette organisation, soutenue par certains groupes économiques et militaires, réunit entre 1932 et 1940 plusieurs réseaux d'action directe. La Cagoule porta, entre autre, la responsabilité de l'assassinat des frères Roselli, célèbres anti-fascistes italiens (1935).

*L'argent de la bourgeoisie se fait avec le sang des ouvriers*» titre l'organe des Jeunesses socialistes que le Gouvernement fait saisir.

En 1939, le gouvernement Daladier qui continue sa contre-offensive envers le Front populaire, refuse l'amnistie des délits de grève, supprime les causeries radiodiffusées de la CGT et fait preuve, dans le même temps, de la plus grande indulgence envers les forces de droite : 34 non-lieux sont prononcés dans l'affaire de la Cagoule dont l'un concerne Joseph Darnand, futur chef de la milice, et, bien qu'un jugement ait reconnu sa filiation avec les Croix de feu, le PSF n'est pas dissous. Aussi ce dernier continue ses méfaits en toute impunité.

Au Kremlin-Bicêtre, les factieux locaux sont très actifs et menacent la sécurité dans la ville. Au cours de l'hiver 1938/1939, deux vendeurs du journal socialiste *Le Populaire* sont agressés, dont l'un assez grièvement, par des gens du PSF. Puis, plusieurs provocations sont organisées au cours de petites fêtes de quartier.

En fait, les militants du PSF du canton se rassemblent dans un café de la rue Pierre Curie. C'est de là qu'ils organisent « *les expéditions provocatrices de guerre civile dirigées contre les travailleurs et contre leurs meilleurs militants* »<sup>660</sup>.

A cette occasion, le secrétaire de la section du parti communiste du Kremlin-Bicêtre, Fernand Jean, lance aux socialistes un appel à l'union :

«*Chers camarades,*

«*Au nom des travailleurs du Kremlin-Bicêtre, pour la défense du pain, de la paix et de la liberté compromise par l'application d'une politique non conforme à la volonté du suffrage universel qui s'est exprimé en avril et mai 1935, nous vous proposons d'organiser de toute urgence :*

*Le soutien des chômeurs qui luttent contre les décrets-lois qui veulent les priver de leur allocation de chômage les dimanches et jours de fête.*

*L'action de tous les travailleurs contre la hausse du coût de la vie. Pour la gratuité des masques à gaz, pour la retraite aux vieux, pour que notre ville soit épurée de la présence et de l'activité des factieux du PSF, traîtres au pays.*

*En faisant appel à votre esprit et à vos devoirs de militants ouvriers et de combattants anti-fascistes, nous sommes sûrs de répondre à votre souci de vouloir défendre la paix, la liberté et le travail, formulés dans les armes de notre ville.*

*C'est pourquoi nous sommes à votre entière disposition pour commencer toute action définie plus haut et vous demandons de nous écrire au siège de notre section pour nous faire part de ce que vous pensez des propositions contenues dans cette lettre. »*<sup>661</sup>

Le 17 juin, le PSF provoque 300 travailleurs du quartier du Plateau réunit pour une fête, créant de nombreux désordres dont ils accusent trois familles du quartier de porter la responsabilité et contre lesquelles ils portent plainte. Le PC réitère ses appels au parti socialiste et propose « *une réunion des délégués des deux sections pour discuter de l'action à mener contre les décrets-lois, contre les factieux locaux du PSF, pour la défense des trois familles ouvrières menacées de la correctionnel, et contre la guerre* »<sup>662</sup>.

Mais nous sommes en juillet 1939 et l'union entre les socialistes et les communistes kremlinois n'aura pas le temps de se faire. Le 3 septembre, la France et l'Angleterre déclarent la guerre à l'Allemagne nazie.

---

<sup>660</sup> *Front Rouge* du 10 juillet 1939

<sup>661</sup> *Idem*

<sup>662</sup> *Idem*

## XI – LES ANNEES NOIRES

Après la défaite du Front populaire espagnol, la seconde guerre mondiale éclate à l'été 1939. Tandis que la France vit sous la botte ennemie, la lutte clandestine s'organise dans tout le Val de Bièvre. Répondant à l'appel du 18 juin du général de Gaulle, à l'origine de la Résistance extérieure, ou à l'appel du parti communiste français, le 10 juillet suivant, qui incite à la lutte intérieure, des femmes et des hommes luttent pour la libération de leur pays. Après quatre années d'occupation par les troupes allemande, la France est enfin libérée.



Une barricade sur la N7 au Kremlin-Bicêtre, devant le pavillon de l'octroi, pour la Libération – coll particulière -DR

### **La Seconde Guerre mondiale et l'occupation allemande**

1939, c'est aussi la drôle de guerre. Cette expression dont on attribue la paternité à Roland Dorgelès résume assez bien la situation : à la fin de septembre 1939, le conseil de guerre décide d'adopter une « attitude stratégique défensive ». L'armée française évacue les quelques arpents conquis. Sur le front, les canons se taisent et la guerre feutrée des R.A.S., « Rien à signaler », commence. L'armée ne se bat plus que contre « le général ennui » et les soldats cherchent à « tuer le temps » à coup de parties de belotte et de « petites bouffes ». Jean-Paul Sartre, alors soldat sur le front, écrit dans ses *Carnets* : « *La guerre n'a jamais été plus insaisissable que ces jours-ci. Elle me manque car, enfin, si elle n'existe pas, qu'est-ce que je fous ici ?* »

La France et l'Allemagne se font face, les premiers sur la ligne Maginot, les seconds sur la ligne Siegfried. Dans un premier temps, les Français se bornent à assister sans réagir au désastre de la Pologne. Varsovie tombe le 26 septembre. Les mois suivants sont toujours marqués par l'inaction. Le moral des troupes baisse et aucun plan décisif ne se dessine. Pendant ce temps, les chars allemands affluent aux frontières et, le 10 mai 1940, ils foncent sur la Belgique et les Pays-Bas. La Luftwaffe montre sa supériorité et le désastre de Dunkerque se profile. C'est la débâcle pour la France qui capitule le 22 juin 1940.

Trois semaines après la déclaration de Guerre, le parti communiste est dissous et un décret autorise le gouvernement de suspendre les maires et les conseillers municipaux appartenant à ce parti. Une délégation spéciale est mise en place pour remplacer les maires destitués. À Gentilly, le maire Georges Beaugrand ayant été mobilisé, c'est Charles Frérot son premier adjoint, communiste lui aussi, qui le remplace. Le 6 octobre, Charles Frérot est relevé de ses fonctions. Une délégation spéciale remplace le conseil municipal avec à sa tête Théodore Valette. À Fresnes, Maurice Catinat est également révoqué et remplacé par Louis Guillaud, contremaître à la prison. Marius Sidobre subit le même sort à Arcueil, remplacé par Louis Mafrand ainsi qu'à Villejuif où Georges Le Bigot, maire depuis le décès de Paul Vaillant-Couturier en 1937, est remplacé par Léon Bley. À L'Haÿ-les-Roses, Raymond Baudin est mobilisé, puis révoqué, et remplacé par Joseph Ismaël Boisseau, maire adjoint, en rupture avec le PC par dépit de ne pas avoir été élu maire. À Cachan Léon Eyrolles reste en place, mais malgré l'ordre qui a été donné aux fonctionnaires de demeurer à leur place, 23 Cachanais employés municipaux abandonnent leur poste<sup>663</sup> dès que les premiers Allemands arrivent.

La première mesure de la Délégation spéciale de Fresnes consiste, comme dans beaucoup d'autres communes, à supprimer les nouveaux noms donnés à certaines rues de Fresnes par le conseil municipal communiste démis pour leur redonner l'ancien, y compris et peut-être a fortiori l'avenue Paul-Vaillant-Couturier qui redevient la rue de Versailles<sup>664</sup>. De février à avril 1940, la Délégation spéciale procède à la déchéance de tous les responsables communistes des commissions de la ville, comme Maurice Ténine, relevé de ses fonctions de président de la commission Hygiène, travaux, lotissements et groupes scolaires ainsi que de sa fonction de médecin de l'état civil le 26 mars 1940, alors qu'il est mobilisé depuis septembre 1939<sup>665666</sup>, et à la révocation de tous les employés municipaux communistes, comme Léon Conord, ancien conseiller municipal, membre du parti communiste et qui est radié, le 24 février 1940, des Sapeurs pompiers<sup>667</sup>.

Au Kremlin-Bicêtre, Georges Gérard qui avait gardé de son court passage au parti communiste une véritable haine contre celui-ci, souscrit à l'interdiction du parti communiste et, plus grave, prête allégeance au maréchal Pétain. Aussi, le régime de Vichy le maintient-il dans ses fonctions de maire. En 1942, il est nommé, toujours par le régime de Vichy, conseiller départemental, l'équivalent de conseiller général.

---

<sup>663</sup> Serge Wolikow – Tome 1 - page 147.

<sup>664</sup> *Fresnes dans la tourmente 1939-1944* – Françoise Wasserman – Juliette Spire – Henri Israël – Ecomusée de Fresnes – 1995 – 135 pages – page 15

<sup>665</sup> mobilisé de septembre 1939 à juillet 1940 (source le *Maitron*)

<sup>666</sup> « (...) Considérant que le Dr Ténine, par suite de la déchéance de son mandat municipal qu'il a encouru en vertu de la loi du 20 janvier 1940, n'offre aucune garantie du point de vue civique et n'est pas digne de remplir la fonction de médecin du Bureau de Bienfaisance et du service d'assistance ; considérant d'autre part que le Dr Ténine n'habite plus la commune de Fresnes (sic) (...) » Délibération du conseil municipal du 26 mars 1940 – AM 1D3<sup>9</sup> – *Fresnes dans la tourmente* – opus cité – page 19.

<sup>667</sup> Idem page 19

Durant toute la guerre, si l'on en croit les délibérations municipales, il règle normalement les affaires courantes de la municipalité, sans autre forme de procès. La cessez-le-feu signé le 25 juin 1940 avait coupé la France en deux parties de part et d'autre de la ligne de démarcation. Au Nord, c'est l'occupation ; au Sud la zone libre. Le gouvernement français légal, officiellement reconnu par l'ennemi, s'installe en zone libre<sup>668</sup>, à Vichy, et donne les pleins pouvoirs à Pétain. Peu de Français discernent alors l'engrenage qui se met en place : collaboration tous azimuts avec l'occupant. Celui que l'on nomme « le vainqueur de Verdun »<sup>669</sup> apparaît comme l'homme providentiel. Il rassemble autour de lui toutes les droites. Colères et rancœurs accumulées contre le Front populaire explosent au grand jour. Le terrain privilégié de cette collaboration d'Etat se cristallise autour de la répression anticommuniste. La ronde des enquêtes, arrestations, internements commence effectués par la police française en vertu de lois françaises. Dès juillet 1940, l'Etat français met en place sa propre politique d'exclusion et de persécution des juifs, fondée sur une définition strictement raciale.

Le 21 août 1940, le préfet de la Seine prévient les maires que les communes de la Seine sont désormais réparties en trois groupes, placés chacun sous l'autorité d'une Orstkommandantur. Celles du canton de Villejuif dépendent de l'Orstkommandantur de Montrouge. Le 16 novembre 1941, le président de la Délégation spéciale de Villejuif reçoit un courrier de Montrouge indiquant les mesures à prendre concernant le camouflage, les signes distinctifs devant être apposés aux devantures des entreprises juives et la responsabilité personnelle du maire à l'exécution de ces ordres : « (...) *Les signes distinctifs des entreprises juive ne doivent pas être suspendus avec la publicité, mais d'une manière telle qu'elle tombe aussitôt sous la vue de l'acheteur dès son entrée dans la boutique. (...) Pour mener à bonne fin cet ordre, je vous prie d'avertir les juifs détenteurs d'un commerce que la pancarte, en gros caractères, doit être mise sur la porte d'entrée, à une place visible. La pancarte doit être isolée de toute publicité afin que tout acheteur puisse la voir aussitôt* »<sup>670</sup>

Les rumeurs les plus folles courent sur l'occupant et la panique s'empare des Parisiens et des banlieusards. Les pères et les maris sont prisonniers. Les femmes s'inquiètent et sont prêtes à tout pour protéger leurs enfants. C'est le départ pour l'exode ! Des Fresnois quittent la ville et se lancent sur les routes, emportant ce qu'ils peuvent sauver de leurs biens sur des véhicules de fortune. « *Quand on est parti en exode, mon père était encore mobilisé. Le départ du « 162 »<sup>671</sup> ça a été quelque chose !* », se souvient Roger Albert<sup>672</sup>. Partout, les départs se font dans la panique, qui avec une voiture, qui avec une charrette tirée par des chevaux ou tirée à bras d'hommes. La banlieue se jette sur les routes pour tenter de rejoindre la zone libre. La majorité d'entre eux regagneront leur domicile quelques jours ou quelques semaines plus tard, après avoir essuyé la mitraille. Huit millions de réfugiés engorgent les routes, cortège incessant de voiture, obligées parfois de stopper sur le bas-côté de la route faute d'essence, des charrettes bondées, des enfants apeurés et des vieillards épuisés, parfois portés dans les bras de fils ou d'amis compatissants. La panique est à son comble quand les appareils de la Luftwaffe mitraillent les convois. Certains Fresnois ont trouvé la mort sur les routes sous ces attaques en rase-mottes. Ceux qui n'ont pas de famille en province pouvant les

<sup>668</sup> Le 11 novembre 1942, la Wehrmacht envahira également la zone sud.

<sup>669</sup> Un autre surnom moins glorieux lui est resté de la Première Guerre mondiale : « le fusilleur de 17 ». Lors des grandes mutineries de soldats, en 1917, Pétain fit fusiller, pour l'exemple, plusieurs milliers de soldats français.

<sup>670</sup> Serge Wolikow – Tome 1 page 192.

<sup>671</sup> 162 rue Gabriel-Péri à Gentilly

<sup>672</sup> Propos recueillis en 2005

accueillir rentrent à Paris. Commencent alors les années d'occupation et une vie quotidienne rythmée par la faim et les bombardements.

Durant l'occupation, la population passe le plus clair de son temps à chercher de quoi faire bouillir la marmite ou alimenter son poêle. À tout moment, la guerre est présente : le savon ne lave pas, le café ressemble à de l'eau chaude, les rutabagas s'invitent trop souvent aux menus et la moindre crevaison d'un pneu de vélo prend des allures de drame. Les privations touchent inégalement les Français pour qui la vie est plus pénible à la ville qu'à la campagne. Et puis, l'attente des nouvelles du front et surtout des prisonniers de guerre mine les familles. Certains seront libérés pendant l'occupation, d'autres ne retrouveront leurs foyers qu'en 1945.

La mobilisation des hommes pose problème aux familles, mais aussi aux entreprises. Le 23 décembre 1939, le conseil d'administration du syndicat des blanchisseurs d'Arcueil-Cachan constate qu'une vingtaine de ses adhérents ont été mobilisés. Quelques établissements ont dû fermer, pour les autres ce sont « *les femmes (qui) continuent l'exploitation de leur commerce malgré toutes sortes de difficultés* »<sup>673</sup>. En conséquence, le conseil d'administration décide de ne pas réclamer les cotisations aux femmes des membres mobilisés. Enfin, en avril 1940, « *devant le nombre importants de blanchisseurs rappelés sous les drapeaux, l'assemblée décide de surseoir à tout envoi afin de ne pas créer des difficultés de trésorerie* »<sup>674</sup>.

Le rationnement et la valse des tickets que l'on découpe dans la carte d'alimentation occupent l'énergie de tous. Tous les mois, les habitants doivent aller chercher leurs tickets à la mairie : il y en a pour tout, le sucre, le pain, le charbon, les chaussures... Les fruits et légumes demeurent les seules denrées en vente libre. Les maraîchers d'Arcueil-Cachan sont présents sur les marchés alentour et là, pas besoin de tickets, mais à quel prix ! Il faut acheter le journal régulièrement car les distributions de produits autres qu'alimentaires y sont annoncées. Le syndicat des blanchisseurs d'Arcueil-Cachan constate, dans son A.G. du 15 novembre 1942, que la collecte des tickets de savon des clients devient de plus en plus difficile. Ces tickets donnent seulement droit au blanchissage de 3,5 kg de linge à blanchir par mois et par personne alors qu'il faudrait environ 20 kg, selon les blanchisseurs<sup>675</sup>. Monsieur Bertin, le président du syndicat, rappelle aux adhérents « *qu'en aucun cas, ils ne doivent augmenter leurs prix, même sous forme de frais de transport, sous peine de sanctions très sévères* »<sup>676</sup>.

Si une opportunité se présente, il faut la saisir et ne pas rechigner devant les kilomètres : « *Un jour, on a su que des maraîchers avaient des pommes de terre à Rungis, raconte Madame Meunier-Cottance*<sup>677</sup>, *On a pris l'autobus 186 pour aller du « 162 » jusqu'à Thirard, à L'Haÿ-les-Roses, et après on a suivi la Vanne jusqu'à Rungis. À cette époque, c'était un petit sentier* ». Parfois, l'imagination et la débrouillardise remplacent les denrées manquantes. Il n'y a plus de café, alors l'été pendant leurs vacances, les enfants vont glaner de l'orge. Grillée dans un poêle et additionnée d'eau, l'orge remplace le café.

Les enfants sont probablement les plus atteints par la pénurie alimentaire. Ce qui marque le plus la mémoire de ces enfants, devenus aujourd'hui des adultes, c'est la faim ! « *J'ai pleuré de faim* », se souvient Madame Meunier-Cottance.

---

<sup>673</sup> *Les chroniques du Val de Bièvre – 2012 – n°74 – Marcel Breillot : Les blanchisseurs et la guerre de 1939/1945*

<sup>674</sup> idem

<sup>675</sup> Idem

<sup>676</sup> Idem

<sup>677</sup> Une Gentillienne rencontrée en 2005 lors de réalisation de *Guerre, Résistance et Libération à Gentilly – Madeleine Leveau-Fernandez – SHG – 2005 – 48 pages*



« L'occupation, c'était faire la queue, parfois des heures pour rien parce que, quand on arrivait, il n'y avait plus rien », raconte Roger Albert<sup>678</sup>. Heureusement, lorsque les cantines scolaires recommencent à fonctionner, les enfants profitent au moins de ce repas quotidien auquel s'ajoutent les gâteaux vitaminés que le Secours populaire livre dans les écoles.

À Fresnes, le souvenir de l'abbé Renard, le vicaire de l'église Saint-Eloi, demeure dans les mémoires de ceux qui ont vécu cette époque difficile. Celui-ci organise, sur le modèle des jardins ouvriers<sup>679</sup>, un système de jardins familiaux où les Fresnois cultivent légumes et pommes de terre. Il organise une soupe populaire pour les plus démunis malgré, parfois, l'opposition des autorités municipales<sup>680</sup>. L'abbé Renard développe le patronage Saint-Eloi et les activités de loisirs pour les enfants mais aussi pour les adultes, comme avec le cinéma *Le Familial*, aménagé dans un ancien hangar à locomotives de l'Arpajonnais<sup>681</sup>. Il crée une petite école privée pour les garçons tout en continuant d'assurer la vie paroissiale.

Certaines communes anticipent et, dès la déclaration de la guerre, organisent le départ des enfants. À Fresnes, une première évacuation d'enfants, encadrés par les instituteurs de l'école primaire, se fait en septembre 1939 sous l'égide de la paroisse Saint-Eloi et par la ville. Une vingtaine d'enfants qui étaient partis durant l'été précédent à la colonie de vacances paroissiale de Kersah, en Bretagne, y étaient restés sous la surveillance de l'abbé Renard<sup>682</sup>. À l'approche des troupes allemandes, une seconde évacuation des enfants se prépare.

À Gentilly, les parents qui le souhaitent, peuvent faire inscrire leurs enfants pour un départ imminent dès le mois d'août. Le 29 août 1939, les enfants de Pierre-Curie, maternelle, école des filles et celle des garçons, sont réunis dans la cour à 6 heures du matin. Un autocar les transporte en Normandie, à Isigny et à Bayeux, où ils sont hébergés une année. Les filles de l'école Lamartine sont installées à Balleroy, à quelques kilomètres de là, en Basse-Normandie.

La loi du 3 octobre 1940 portant sur le statut des juifs est remplacée par celle du 2 juin 1941 encore plus répressive, puis l'ordonnance du 29 mai 1942 oblige au port de l'étoile jaune. Depuis avril 1942, Laval permet à la Gestapo de combattre la Résistance et d'arrêter les communistes et les juifs qui iront grossir les camps d'internement français, puis partiront vers les camps de concentration pour les uns et les centres d'extermination pour les autres. Certains réussissent à s'y soustraire, mais dans quelles conditions ! Ainsi, cette institutrice de l'école Lamartine, à Gentilly, dont le mari était juif, et qui a caché son époux durant toute la guerre dans une petite pièce, sans fenêtre, dont la porte était occultée par une armoire. Il n'a jamais été trouvé ! D'autres sont dénoncé par leurs voisins, comme ce Gentilléen, Jacques M.<sup>683</sup>, qui habitait rue Pascal. Arrêté le 22 août 1941 et interné au camp de Drancy. Après plusieurs tentatives d'évasion, il réussit à s'infiltrer parmi des mourants réexpédiés chez eux pour y mourir. Il rentre enfin chez lui après six mois et demi de

---

<sup>678</sup> Un Gentilléen - idem

<sup>679</sup> Les jardins ouvriers ont été créés en 1896 par l'abbé Lemire, député du Nord, sous le nom de Ligue du Coin de Terre et du Foyer. C'est l'une des rares associations de cette époque encore en activité actuellement. Ces jardins avaient été conçus pour « *lutter contre l'alcoolisme des classes laborieuses* ».

<sup>680</sup> *Fresnes dans la tourmente* – opus cité – page 84

<sup>681</sup> Il fonctionnera par intermittence, avec des utilisations diverses, jusqu'à sa fermeture définitive en 1959. Le bâtiment a été détruit en août 1980. *Fresnes – Les Amis de l'Ecomusée* – page 37 (avec photo)

<sup>682</sup> *Fresnes dans la tourmente* – opus cité – page 23 – note 7.

<sup>683</sup> C'est la découverte de son dossier dans les archives municipales de Gentilly qui a permis la reconstitution de ce qu'il a vécu. N'ayant pas retrouvé sa trace et, donc, n'ayant pas son autorisation, nous avons choisi de ne pas révéler son patronyme. Pour plus de détails sur son histoire voir : *Guerre, Résistance, Libération à Gentilly* – opus cité – pages 14 et 15.

cauchemar. Mais la Gestapo retrouve sa trace. Traqué, il quitte la France en signant un contrat comme garçon de café à Vienne, en Autriche. Il y intègre un réseau de résistance. Peu à peu le réseau s'agrandit et organise le rapatriement de prisonniers français à qui sont fournis de faux papiers et des vêtements civils. L'organisation fonctionne jusqu'en 1944, date à laquelle elle est découverte par la Gestapo. Jacques M. est arrêté, torturé, envoyé dans un premier camps à Landsendorf, puis à Mauthausen, Flossenburg, Zwichau. Enfin, le 8 juin 1945, c'est le retour en France, les formalités militaires, l'hôtel Lutétia, les félicitations, les renseignements que l'on donne aux familles des camarades disparus. Là, Jacques M. reçoit, comme tous les autres, les papiers qui lui sont nécessaires pour se réintégrer, sa feuille de déporté politique pour sauvegarder ses droits et un dédommagement de 7 350 francs, sorte de secours immédiat attribué à chaque déporté. Puis, c'est le retour chez lui. Là, c'est à nouveau la stupéfaction : les mêmes voisins qui l'avaient dénoncé comme juif en 1941, déposent une plainte pour escroquerie à cause du pécule qu'il a reçu au centre du Lutétia. Les gendarmes de Gentilly l'arrêtent et le conduisent au dépôt, quai de l'Horloge, d'où il est transféré à la Santé. Il lui faudra attendre deux mois pour que, finalement, le 22 août 1945, le juge d'instruction rende une ordonnance de non-lieu.

Heureusement, à l'inverse, des « justes » étaient aussi présents dans le Val de Bièvre. Ainsi à Fresnes où Robert et Germaine Hémery, habitant boulevard Pasteur, ont hébergé et sauvé du génocide Louise et Philippe Langa, respectivement âgés de neuf et trois ans. Ils vivaient à Paris avec leurs parents. Le père, conscient des risques qu'encouraient ses enfants avec les rafles à répétition, les confie à la concierge de l'immeuble. Celle-ci, Madame Moreau, les remet à Madame Hémery, à Fresnes. Monsieur Langa est raflé à Paris, le 28 juillet 1943, et envoyé à Auschwitz dans le convoi n°58, tandis que les enfants passaient le reste de la guerre à Fresnes sous la protection de la famille Hémery<sup>684</sup>.

### **Le Val de Bièvre dans la Résistance**

Au Kremlin-Bicêtre, bien que le maire, Georges Gérard, ait, semble-t-il, permis à plusieurs jeunes de la commune d'échapper au service du travail obligatoire en Allemagne (STO), un incident grave va, peu de temps avant la Libération, le déconsidérer définitivement aux yeux de nombreux Kremlinois. Nous sommes au mois d'août 1944. La salle du cinéma le Kremlin-Palace est comble et les Kremlinois de sortie ce soir là regardent les actualités de la semaine, projetées avant le grand film de la soirée. Quelle n'est pas leur surprise lorsque, rapportant une cérémonie qui s'était tenue la veille à l'Hôtel Matignon, la bande des actualités montre une réunion de maires de la banlieue parisienne venus rendre hommage à Pierre Laval. Au premier plan, Georges Gérard, en tant que président de l'association des maires de la banlieue de Paris, offre, au nom de tous ses collègues, une médaille à titre de souvenir. Monsieur T., présent dans la salle ce soir là, se souvient du chahut qui s'en suivit. Les Kremlinois, furieux, sifflent, surtout au moment crucial de la poignée de main. Certains menacent de tout casser dans la salle. La police doit intervenir pour faire évacuer le cinéma. Cet excès de zèle ne lui sera pas pardonné !

L'émotion est d'autant plus grande que des réseaux de résistance fonctionnent sur la ville depuis le début de la guerre. Dès novembre 1940, la lutte s'organise à l'hôpital de Bicêtre. Après l'interdiction de la CGT, les premiers syndicats illégaux jettent leurs bases, les comités populaires commencent à intervenir en distribuant des tracts

---

<sup>684</sup> *Fresnes dans la tourmente* – pages 43 et 44

clandestins. Monsieur Thuilland, membre du Front national<sup>685</sup> de Libération à Bicêtre se souvient : « On peut considérer que la Résistance à l'Assistance publique commence à Bicêtre. Les premiers contacts avec des clandestins, du moins des militants de la CGT dissoute, s'étaient réunis à Bicêtre avec Lucien Français, qui était alors surveillant hospitalier, en novembre 1940. Mathurin Lemoulac et Jacques Paquot, notamment, militants bien connus de l'ex-CGT à l'Assistance publique, sont aussi du tout début. Dans les mois qui ont suivi, ça s'est structuré peu à peu, des contacts ont été établis dans les différents services, puis le mouvement s'est élargi au corps médical. Ce sont ces gens là qui sont à l'origine de la Résistance à l'A.P. Lucien Français a été arrêté en 1941 et interné au camp de Compiègne. À la Libération, il est devenu le maire de Vitry.

Les médecins, dans leur grande majorité, étaient des sympathisants, pour éviter aux jeunes de partir pour le Service du travail obligatoire en Allemagne (le STO), ou au moins pour retarder leur départ, ils les hospitalisaient et leur faisaient de faux certificats. Ça a d'ailleurs été mon cas.

La Résistance à l'hôpital a touché beaucoup de monde, y compris le directeur, Marcel Lebrigand. Sous couvert du syndicat de Vichy, on reprenait les mots d'ordre de la CGT clandestine. Après la dissolution de la CGT, un syndicat s'est constitué, dirigé par un renégat nommé Marjoly. Il avait abandonné la CGT pour monter ce syndicat aux ordres du gouvernement. On y était adhérent et on s'en servait pour faire passer les mots d'ordre de la CGT qui étaient un peu les mêmes dans toutes les entreprises. Ils n'étaient pas dupes, ils s'en doutaient bien un peu mais ils ne pouvaient pas le prouver.

Un jour, un cahier de revendications est déposé auprès du bureau du directeur. Un quart d'heure après, une voiture de police arrive et s'arrête devant son bureau. Marcel Lebrigand les voit, sort et ne les laisse pas entrer. Les flics l'interpellent : « Mr le directeur, vous avez reçu une délégation d'agents du personnel avec un cahier de revendications. Nous voulons avoir le contenu de ce cahier et le nom de ceux qui sont venus le déposer. » Il leur a répondu : « Messieurs, je vous prie de sortir. Je suis le directeur de cet établissement et ce qui s'y passe ne regarde que moi ». C'était courageux car il risquait gros. Ils n'ont pas insisté et sont repartis.

Les contacts avec la CGT s'établissaient d'abord au sommet, puis redescendaient à la base. Ils éditaient des tracts avec des mots d'ordre contre l'occupant. On les jetait, en vélo, sur les gens du marché de Bicêtre.

Il n'y avait pas que les syndicalistes qui résistaient, il existait aussi des groupes de francs tireurs et de partisans (FTP)<sup>686</sup> au sein de l'hôpital et beaucoup d'entre eux ont été arrêtés et fusillés. Il y avait par exemple, Georges Bouzerait, un ouvrier jardinier, qui était chef de groupe. Des femmes aussi, comme Alphonsine Seibert, morte en déportation, ou Denise Roucayrol, une infirmière qui était chargée du ramassage et de la planque des revolvers. Comme les FTP ne recevaient pas d'armes, quand on avait l'occasion d'en récupérer on leur donnait. Il y avait des jeunes aussi, comme Léon Brugniaux et André Brier<sup>687</sup>, arrêtés avec trois jeunes de Montrouge dans un café de l'avenue d'Italie. Et tellement d'autres...

---

<sup>685</sup> En 1941, le Parti communiste décide de rassembler tous les patriotes en un front national de lutte pour la liberté et l'indépendance de la France. S'il est à l'initiative du P.C., le Front national (à ne pas confondre avec une autre organisation, récente, ayant usurpé cette appellation) regroupe des résistants de toutes opinions et de toutes idéologies.

<sup>686</sup> Dans un premier temps, le Parti communiste crée une organisation dite Organisation spéciale (l'OS) qui se transformera par la suite en FTP.

<sup>687</sup> Voir page 453

*La lutte consistait pour nous à récupérer de l'argent, des vivres, des tickets de pain et du matériel divers pour ceux qui étaient dans la clandestinité, et puis bien sûr des armes. Quant aux médecins et aux chirurgiens, ils ont été maintes fois appelés à soigner des blessés clandestins. Mais ce n'était pas seulement à Bicêtre, les mêmes choses se sont passées dans tous les établissements de l'A.P. »<sup>688</sup>*

L'hôpital de Bicêtre n'est pas le seul endroit où la lutte s'organise, même s'il a probablement payé un lourd tribut. Comme beaucoup d'autres régions de France, le Val de Bièvre s'éveille au combat. Venu de tous les horizons politiques ou religieux, des femmes et des hommes vont se battre et, certains, mourir pour l'honneur de la France. Très certainement, ces quelques lignes fauteront involontairement par omission, mais cet hommage les concerne tous. Parmi ceux-ci, Emile Jean-Marie Bastard un Gentilléen qui venait de la cité Jeanne d'Arc dans le XIII<sup>e</sup> arrondissement. La cité Jeanne d'Arc était l'un des plus célèbres taudis de la capitale. Construite dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle pour loger une population ouvrière, la cité était très vite devenue insalubre. Il quitte ce taudis pour un autre et s'installe dans une baraque sur la zone de Gentilly. Il est, pour le Kremlin-Bicêtre et pour Gentilly, le symbole même du travail clandestin de la Résistance. Tandis que les bottes ennemies frappent le pavé parisien, Emile Bastard imprime, dans sa baraque, *l'Humanité* clandestine et des tracts. Hélène Edeline (1919-2004), résistante qui deviendra maire de Gentilly en 1962<sup>689</sup> (à la mort de Charles Frérot) se souvient de lui : « *J'avais une planque, à Denfert Rochereau, une petite chambre où je tapais les tracts à la machine. Je passais mon temps à tirer la chasse d'eau pour que les voisins ne remarquent pas trop le bruit de la machine. Pour les choses importantes qui devaient être ronéotées, on faisait ça chez Bastard. Il y avait entre Gentilly et la porte d'Italie des baraques, dont certaines étaient de vraies petites maisonnettes, c'était la zone. La Résistance a beaucoup utilisé ces coins là et d'ailleurs les Allemands ont démolis beaucoup de cités de la zone autour de Paris à cause de cela. Bastard habitait une de ces maisons. Au mois de novembre 1940, la grande manifestation des étudiants du 11 novembre provoque une recrudescence des poursuites et des arrestations. C'est peu de temps après que nos machines ont été trouvées, quand Bastard est tombé »<sup>690</sup>. Emile Bastard est arrêté par la Gestapo le 10 janvier 1941, à la gare Montparnasse. Après une perquisition chez lui et la découverte des machines, il est accusé de propagande communiste et conduit à la prison de la Santé. Il y sera guillotiné le 28 août suivant.*

Quatre jeunes Kremlinois, quatre amis, Lucien Baillon (21 ans), André Brier (23 ans), Léon Brugniaud (23 ans) et André Lamarre (22 ans), victimes d'une dénonciation, seront fusillés au Mont-Valérien le 5 avril 1944. Victimes aussi peut-être de leur jeunesse, ils ne craignaient pas la mort, la défiaient, elle sera vainqueur. Ils avaient pris l'habitude de se retrouver dans un restaurant, *La Provence*, avenue d'Italie, où ils aimaient boire et jouer aux cartes. « *Peut-être fumons-nous notre dernière cigarettes* » se plaisaient-ils parfois à dire à leurs amis. Cette dernière cigarette, ils la fumeront à cause du patron de ce restaurant, un mouchard, un dénommé Grenier, qui après avoir gagné leur confiance, les dénonce à la police. Arrêtés le 16 décembre 1943 avec trois autres jeunes résistants de Montrouge, condamnés à mort, ils sont exécutés le 5 avril à 15 heures.

---

<sup>688</sup> Propos recueillis en 1996 pour l'ouvrage *Le Kremlin-Bicêtre, l'identité d'une ville*

<sup>689</sup> De 1962 à 1977.

<sup>690</sup> Propos recueillis en 1984 par Madeleine Leveau-Fernandez. à l'occasion du cinquantième anniversaire de la municipalité communiste de Gentilly.

Des déportés sont revenus, brisés mais plus forts encore. Roger Millang<sup>691</sup> témoigne : « Le 24 septembre 1942 fut pour ces valets (de l'ennemi) une journée de chasse fructueuse. Deux mille arrestations eurent lieu, dans des conditions scandaleuses. Le soir venu, je devais être parmi les victimes. (...)

Il était 19 heures. J'allais franchir le seuil de mon logis, lorsque deux brutes, revolver au poing, collèrent leurs armes sur ma poitrine et m'intimèrent l'ordre de lever les bras. Toujours sous la menace d'être abattu, je fus fouillé par l'un d'eux. Sur une chaise voisine, ma femme était enchaînée et mes enfants, pleurant, s'accrochaient désespérément à leur mère.

Les sinistres serviteurs de Bazaine-Pétain nous mirent des menottes et nous ordonnèrent de les suivre après avoir refusé à ma femme de lui libérer les mains un instant afin qu'elle puisse donner à nos enfants un peu de soupe. Nous fumes donc embarqués, tels des criminels, sous la menace des revolvers, démunis de tout linge et des objets de toilette qui, par la suite, nous auraient été si nécessaires. Ainsi, nos deux petits restaient à l'abandon. La charité, la solidarité des membres de nos familles et d'excellents camarades devaient subvenir à leurs besoins. Braves gens ! Arrivés au commissariat de Gentilly, nous retrouvons beaucoup de camarades de Bicêtre, parmi lesquels Kleinholtz, Boudignon, Cuinet, Giroul, etc. Nous passâmes la nuit dans des cellules. A six heures du matin, départ pour le gymnase Jean-Jaurès. Entassés dans un autobus, nous traversons Paris. Notre moral reste excellent, convaincus que nous sommes de la justesse de notre cause.

Au gymnase, nous sommes gardés par des gendarmes armés. En plus, quatre mitrailleuses sont braquées sur nous. Combien sommes-nous ? Deux mille, hommes, femmes, dont quelques unes sont enceintes, enfants, vieillards, infirmes, même un malade qui a été transporté en ces lieux sur une civière et qui devait mourir deux jours plus tard.

Enfin, toujours en autobus, nous sommes partis à la gare d'Austerlitz. Naturellement, pour nous, pas de wagons-salons, ni de troisième classe, mais le wagon à bestiaux dont les portes sont refermées et plombées. C'est dans cet équipage que nous arrivons à Pithiviers. Pithiviers ! Un camp d'une saleté repoussante. Nous pataugeons dans une boue qui monte à la hauteur des mollets. Les baraques en bois sont pleines de détritiques et la vermine y grouille.

(...) Le camp est constitué de locaux en bois. Nous allons pouvoir mesurer la somme de nos souffrances morales et matérielles. Nous vivons en promiscuité constante avec les rats qui, dans nos heures de sommeil, organisent sur nos corps des courses folles. Les punaises, puces, poux, règnent en maîtres. Chasser cette vermine, se gratter sans cesse, tel est notre lot. Bientôt, les uns et les autres, avons le corps couvert de plaies. Certains camarades doivent être envoyés à l'infirmerie. Les autres, ceux qui résistent, ont les nerfs épuisés et manifestent souvent une surexcitation que nous avons beaucoup de peine à vaincre.

Pour ajouter à notre malheur quotidien, la nourriture est infecte et en quantité notoirement insuffisante. Rutabagas, betteraves à vache, carottes cuites à l'eau se succèdent. Des camarades, obsédés par la faim, vont ramasser des épluchures sur les tas d'immondices. Cuissons clandestines. Ils mangent. C'est alors que se développent des cas de gale et de dysenterie. Misère !

(...) Enfin, le 8 août 1944, grâce à l'action héroïque de nos amis de la Résistance, glorieux F.F.I. et F.T.P., nous pouvons enfin quitter ce camp du malheur. L'insurrection nationale approche. Mes camarades et moi nous mettons à la

---

<sup>691</sup> Un Kremlinois dont les propos ont été recueillis en 1996, pour le livre *Histoire du Kremlin-Bicêtre, l'identité d'une ville* – opus cité

*disposition de notre parti et participons à Bicêtre à l'érection des barricades et à la lutte contre le boche maudit qui va payer enfin tant de crimes et d'atrocités. (...)».*

Parmi les dizaines de victimes de la répression nazie sur le Val de Bièvre, un nom revient fréquemment au fil des noms de rues de nos communes, celui du docteur Ténine. Militant communiste, médecin à l'état civil de Fresnes où il est aussi conseiller municipal en 1937, médecin au dispensaire municipal de Gentilly dès sa création en 1935, mais aussi à Antony, organisateur de la Résistance du corps médical français, Maurice Ténine est incarcéré par les nazis d'abord à Clairvaux le 17 février 1941, puis en mai à Châteaubriant. À la suite de la mort d'un officier allemand abattu par un résistant à Nantes, des otages français sont fusillés en représailles. Choisis arbitrairement parmi les communistes ou les sympathisants communistes détenus dans le camp Choisel à Châteaubriant, 27 hommes vont être passés par les armes, à la carrière de La Sablière, le 22 octobre 1941. Parmi ceux que l'on appelle « Les 27 de Châteaubriant », Guy Moquet, 17 ans, Jean-Pierre Timbaud et le docteur Maurice Ténine. Avant son exécution, Ténine adresse une dernière lettre à sa femme, sa fille et ses parents. Il écrit : « (...) *Au moment où vous recevrez cette lettre, je ne serai déjà plus, exécuté par les Allemands pour un crime que je n'ai pas commis. J'irai à la mort bravement, sans rien regretter de ma vie ni de mes actes. Ce n'est pas à moi que je pense en ces derniers instants, c'est à vous tous, les êtres qui me sont chers. Acceptez ma mort avec courage, sans résignation, je meurs victime de mon idéal et cela rend ces derniers instants calmes, extraordinairement calmes. Je sais aussi que l'histoire s'écrit en ce moment et le sang de nous autres ajoutera quelques mots, quelques lignes à cette histoire.* »<sup>692</sup> Son épouse, Annette, est également arrêtée et internée à Drancy en 1943. Elle meurt à Auschwitz.

Comme dans les autres villes, à Fresnes la répression frappe les résistants, communistes et gaullistes. militants et anciens conseillers municipaux communistes sont arrêtés par les autorités française, le 5 octobre 1940, puis par les Allemands, le 24 septembre 1942. Ceux de la première vague d'arrestations, arrêtés sur ordre du préfet, sont d'abord internés en France, puis envoyés à Auschwitz-Birkenau ou Oraniensbourg d'où ils ne reviendront pas. La seconde série d'arrestations, en 1942, intervient après les lois du printemps et de l'été 1942 qui renforcent la répression exercée contre les terroristes, les étrangers, les juifs et les communistes<sup>693</sup>.

De nombreux résistants connaissent ce même scénario et, s'ils ne sont pas arrêtés, doivent quitter leur ville pour des régions où ils ne sont pas connus en tant que militants. Les archives ne sont pas toujours simples à faire parler ou à interpréter. C'est pourquoi la résistance locale demeure parfois peu ou mal connue car elle est le fait de résistants étrangers à la commune qui, à la Libération, sont repartis chez eux. Quant aux militants connus, ils ont exercé des faits de résistance dans les maquis ou dans d'autres villes, là où personne ne les connaissait. Mais aussi, des habitants de nos communes du Val de Bièvre que personne ne soupçonnait d'être engagés et qui se ont révélés au grand jour au moment de la Libération. Ces anonymes qui collaient ou distribuaient des tracts, cachaient des résistants ou les aidaient au quotidien (vivres, argent, matériel) ; tous ces hommes de l'ombre doivent être salués.

Le Val de Bièvre a payé un lourd tribut à ces années noires. Aux 31 militaires arcueilais tombés lors des hostilités en 1939 et 1940, s'ajoute une longue liste de

---

<sup>692</sup> Extrait de la lettre de Maurice Ténine à sa femme, sa fille Nadia, à ses parents et à sa sœur, rapportée dans *Fresnes dans la tourmente* – opus cité – page 55.

<sup>693</sup> Voir *Fresnes dans la tourmente* – pages 51 et 52.

victimes. Neuf personnes sont mortes dans des camps de concentration<sup>694</sup> d'où une vingtaine d'Arcueillais sont revenus. Certains ne survivront que très peu de temps aux sévices et aux privations endurés pendant leur déportation. Six hommes<sup>695</sup> ont été arrêtés puis fusillés ou pendus pour faits de résistance. D'autres Arcueillais sont tombés dans les maquis, lors des combats de la Libération ou sur le front de la fin 1944 à mai 1945. Neuf déportés du travail, neuf déportés raciaux, sept prisonniers de guerre ont aussi trouvé la mort durant cette période.

Au Kremlin-Bicêtre, plus de 100 Kremlinois ont été les victimes, civiles et militaires de la Seconde Guerre mondiale. 36 d'entre eux ont été fusillés, 62 sont morts en déportation. À L'Haÿ-les-Roses, une trentaine de L'Haÿssiens sont arrêtés, emprisonnés, déportés. Vingt d'entre eux meurent dans les camps de concentration ou des suites de leur déportation. Parmi les six fusillés gentilliens, Victor Marquigny n'a que 18 ans lorsqu'il tombe sous les balles nazies, les autres ont 21, 39 et 46 ans, deux en ont 27. Dans les entreprises, la grève et le sabotage prennent le relais du combat et certains paient de leur vie leur participation à cette lutte souterraine. Nous avons déjà évoqué la lutte des employés de l'hôpital de Bicêtre. À Gentilly, les travailleurs de l'entreprise Sanders, où des 13 personnes arrêtées, 9 sont déportées à Auschwitz et 8 ne reviendront pas, mais aussi les ouvriers de chez Allinquant en sont les témoins<sup>696</sup>. La résistance dans les entreprises a joué un rôle essentiel dans la lutte contre l'ennemi : distribution de tracts, ralentissement de la production, sabotages... Moins souvent évoquée, la lutte à l'intérieur des entreprises a pourtant été à l'origine de nombreuses arrestations et déportations.

Pendant que certains luttent, d'autres s'adaptent à la situation. À L'Haÿ-les-Roses, le directeur de la briqueterie Lepage, route de Chevilly, envoie un courrier au maire, daté du 30 mars 1939, proposant de louer son usine ou bien de la faire travailler lui-même pour la fabrication de matériel de guerre<sup>697</sup>. À Gentilly, deux employés municipaux prennent une part directe à la collaboration. Hélène Edeline raconte<sup>698</sup> : « À Gentilly, on a eu à souffrir de deux personnes : Moreau qui était chef de service et Damade, un appariteur. Ils connaissaient parfaitement bien la ville et ont fait une liste complète de tous les membres du parti communiste et de leurs familles. La plupart d'entre eux ont du partir, les autres ont été arrêtés et/ou déportés. Ils ont sur la conscience la déportation d'un certain nombre de gens. (...) D'ailleurs, cela devait peser lourd sur leur conscience : Damade s'est suicidé à la Libération. Moreau a essayé de se tirer, mais malheureusement pour lui, je suis rentrée à Gentilly ce jour-là. (...) C'est moi qui suis allé l'arrêter avec deux autres copains. Il était en train de faire sa valise. On l'a arrêté et ça nous a fait un de ces plaisirs ! Il n'a pas été beaucoup puni, mais enfin, il a quand même fait dix-huit mois de prison. » La collaboration, qu'elle soit industrielle, au simple niveau municipal, voire de voisinage, existe dans toutes les communes pendant ces années.

Durant cette sinistre période, la prison de Fresnes est utilisée par les nazis comme « gare de triage » d'où des milliers de Français mais aussi d'étrangers partent vers de macabres destinations comme Buchenwald, Dora-Mittelbau ou Ravensbrück. Les registres ont été détruits ou emportés et l'on ignore presque tout de ces femmes et

---

<sup>694</sup> Parmi celles-ci Maï Politzer, l'épouse du philosophe Georges Politzer et qui fut la secrétaire de Marius Sidobre. Arrêtée en février 1942, elle meurt à Auschwitz en mars 1943.

<sup>695</sup> Dont Georges Politzer.

<sup>696</sup> Pour plus de renseignements sur cette période à Gentilly, voir *Guerre, Résistance et Libération à Gentilly* – Madeleine Leveau-Fernandez – SHG – 2005 – 48 pages

<sup>697</sup> Serge Wolikow – Tome 1 – page 59.

<sup>698</sup> Propos recueillis en 2005 à l'occasion de la réalisation de *Guerre, Résistance et Libération à Gentilly* – opus cité

de ces hommes dont beaucoup sont morts. Pourtant des signes demeurent, ceux qu'ils ont gravés sur les murs. Eux aussi se sont effacés, rongés par le salpêtre ou recouverts par les dessins obscènes des détenus qui les suivirent.

Le Ministère des prisonniers de guerre et déportés a effectué un relevé d'une partie de ces *graffitis*. Même incomplet, il a permis de retrouver la trace de disparus et demeure un témoignage émouvant. Des noms, des prénoms, des dates, des adresses, des « *Editz nous a trahis* » aux « *N'avoue jamais Marcel* », en passant par les mots d'amour, « *Rolande, mon seul amour* », des messages en anglais, des cœurs transpercés de flèches, ici une faucille et un marteau, là une croix de Lorraine entourée d'étoiles, tous ceux qui croyaient au ciel comme ceux qui n'y croyaient pas sont passés par les cellules humides de Fresnes<sup>699 700</sup>.

Dès septembre 1940, la prison de Fresnes est occupée par les Allemands et ceux-ci se partagent les divisions avec l'Administration pénitentiaire (l'AP). Les détenus sont regroupés selon trois statuts : les détenus dépendant directement de l'AP, ceux dépendant des autorités allemandes mais remis à l'AP par ces dernières et les détenus entièrement sous contrôle allemand et dont le sort est bien différent.

L'infirmerie centrale des prisons est régie par le règlement allemand sous la direction d'un personnel de surveillance français et d'un personnel médical qui ne sera pas sans jouer un rôle important dans l'engagement résistant. L'AP assure le contrôle de la maison d'éducation et la maison des nourrices où se trouvent les détenues ayant des enfants de moins de 18 mois sous la surveillance des sœurs de prison<sup>701</sup>.

Les restrictions alimentaires, la faim et le froid sévissent pour tous, mais le sort réservé aux prisonniers politiques de la troisième division va au-delà, notamment pour ce qui concerne les détenus communistes<sup>702</sup>. La chasse aux communistes est menée au sein même de la prison, y compris chez le personnel de surveillance. Pourtant, certains bravent le danger et des surveillants, des sous-directeurs, voire l'économiste, Monsieur Boche<sup>703</sup>, et participent à la résistance au sein de la prison ou à l'extérieur. Mélangés aux droits communs, ils font l'objet de mesures de détention particulières, régime alimentaire restreint et interdiction de visites. Le 25 octobre 1941, il y a à Fresnes 114 détenus écroués pour activité communiste dont 16 mineurs : 6 ont 18 ans, 6 en ont 17, un est âgé de 16 ans et 3 ont à peine 15 ans. Les prisons sont surpeuplées et les détenus politiques s'entassent à 3, 4 voire 5 par cellule<sup>704</sup>.

La liste est longue de celles et ceux, résistantes et résistants, qui sont passés par Fresnes et ne saurait être exhaustive. Pourtant, pour mémoire rappelons les noms de Geneviève De Gaulle, Henri Krasucki, Juliette Gréco, Bertie Albrecht, Germaine Tillon, Honoré d'Estienne d'Orves Léon Maurice Nordman ou bien encore Madeleine Rifaud. Les combattants étrangers n'ont pas été épargnés, dont la plupart des combattants de la MOI (Main d'œuvre Immigrée) et, bien sûr, ceux du groupe Manouchian dont les portraits ont été placardés sur les murs sur la fameuse Affiche

---

<sup>699</sup> Pour plus d'informations sur ce thème, voir *Les murs de Fresnes 1945* – Henri Calet – Viviane Hamy – 130 pages – 1993.

<sup>700</sup> La guerre d'Algérie apportera aussi son lot de prisonniers. On considère que 12% des Algériens de l'immigration de ces années ont été à un moment ou à un autre incarcérés à Fresnes, autrement dit la presque totalité des militants ayant exercé des responsabilités. Cf *Fresnes la prison* – Juliette Spire – page 100 et suivantes.

<sup>701</sup> Pour plus de précisions sur la prison pendant la seconde guerre, voir Françoise Wasserman dans *Fresnes la prison*, opus cité.

<sup>702</sup> Françoise Wasserman – *Fresnes la prison* - page 84.

<sup>703</sup> *Fresnes dans la tourmente* – page 62

<sup>704</sup> *Fresnes la prison* – page 84



rouge : Marcel Rayman, Missak Manouchian, Thomas Elek, Golda Bencic, Georges Cloarec, Emeric Glasz, Willy Szapiro et Maurice Fingerwajg<sup>705</sup>.

Quelques témoignages nous sont parvenus à travers les lettres de détenus ou des publications, tel le *Journal de prison*<sup>706</sup> de Boris Vildé, co-fondateur du réseau du Musée de l'Homme<sup>707</sup>, interné à Fresnes ainsi que trois des femmes appartenant à ce même réseau, Yvette Oddon, Sylvette Leleu et Alice Simonet<sup>708</sup>.

En 1990, Françoise Wasserman a rencontré et recueilli les souvenirs de Renée Haultecœur, résistante, internée à Fresnes de juillet 1943 à janvier 1944. Elle témoigne : « *On m'a tout d'abord mise dans un petit cagibi où l'on m'a fouillée, déshabillée et pris tous mes objets personnels, bijoux y compris, sauf mon alliance. De là, après m'avoir fait traverser des souterrains on m'a conduite au dernier bâtiment (aucune communication n'existait entre les trois divisions, seuls les souterrains permettaient l'accès à la troisième division où se trouvaient incarcérés les détenus sous juridiction allemande), là, après avoir monté un petit escalier, on me mit dans une cellule au premier étage, la cellule 91. Les vitres étaient obscurcies en bleu, on n'y voyait à peine, à gauche, une paille, à droite une petite table accrochée au mur, un wc avec un robinet au-dessus, une planche dans un coin. J'allais y passer six mois... (...)*

« *Nous réussissions à communiquer de cellule en cellule, soit en tapant, soit en criant ou en chantant. Les nouvelles nous parvenaient, un tel est parti..., une telle n'est pas revenue de l'interrogatoire, un tel a été fusillé. La cellule 90 était occupée par « Yvonne ». J'appris par la suite qu'il s'agissait d'Yvonne de La Rochefoucault qui travaillait pour les services secrets anglais. Tous les matins à travers le guichet on nous portait un breuvage qui remplaçait le café, puis vers midi, une soupe faite de navets, de carottes et de rutabagas où grouillaient des asticots. La première fois, je jetais tout dans les wc, puis, la faim... (...) Je continuai à avoir mes périodes menstruelles contrairement à beaucoup de femmes incarcérées (la plupart des femmes souffrent d'aménorrhée), on m'avait apporté un bout de chiffon dont je dus me servir pendant six mois... détail insignifiant mais ô combien pénible pour la dignité d'une femme.*

« *À la fin du mois de janvier 44, un soldat allemand (...) ouvrit ma cellule et me conduisit avec d'autres détenues dans une autre cellule où entassées à une douzaine nous passâmes la nuit. (...) le lendemain matin lorsque nous fûmes conduites jusqu'aux cars qui allaient nous emmener à Compiègne, c'étaient des dizaines de femmes qui arpentaient en colonne les souterrains de Fresnes en chantant la Marseillaise »<sup>709</sup>*

Renée Haultecœur a fait partie de l'un des convois qui ont emmené des milliers de femmes, dans des wagons à bestiaux, au camp de Ravensbrück. Elle y retrouva Yvonne de La Rochefoucault, Germaine Tillon, Geneviève De Gaulle, Marie-Claude Vaillant-Couturier et tant d'autres. Jusqu'à 45 000 femmes, parfois même avec leurs enfants, juives, tsiganes, roms, Témoins de Jéhovah ou résistantes, étaient détenues en janvier 1945, dans ce camp concentrationnaire. Fresnes en a été l'anti-chambre pour certaines d'entre elles. « *La prison de Fresnes fut et demeure pour les*

<sup>705</sup> *Fresnes dans la tourmente* – page 63

<sup>706</sup> Boris Vildé – *Journal et lettres de prison (1941-1942)* – Cahiers de l'IHTP – n°7 – février 1988

<sup>707</sup> Exécuté au Mont Valérien le 23 février 1942 avec six autres de ses camarades. – *Fresnes dans la tourmente* – page 63

<sup>708</sup> Elles furent ensuite déportées au camp de Ravenbrück.

<sup>709</sup> Extraits de l'entretien publié dans *Fresnes dans la tourmente* – page 69.

*Résistants le symbole de l'oppression allemande, de la répression vichyste, celui de la mort et de la lutte », écrit Françoise Wasserman dans Fresnes la prison<sup>710</sup>.*

### **Du débarquement à la Libération dans nos villes**

« *Les sanglots longs des violons de l'automne blessent mon cœur d'une langueur monotone.* » Par cette strophe d'un poème de Verlaine, émise le 5 juin 1944, à 20 heures 15, la B.B.C. informe la Résistance que l'offensive pour la libération de la France est lancée. Tandis que le maréchal Pétain se rend « *au chevet des villes meurtries par les raids terroristes anglo-américains* »<sup>711</sup>, l'opération Overlord, « Seigneur suprême », dirigée par Eisenhower sur les cotes normandes démarre.

Le 6 juin 1944, les Alliés débarquent sur les plages normandes. Dès le débarquement, l'effervescence grandit dans la population. Dans nombres d'usines, des milices patriotiques se mettent en place et les sabotages continuent. De son côté, la CGT multiplie les appels à la lutte revendicative. Les résistants de toutes tendances s'organisent en structurant les Forces Françaises de l'Intérieur (les FFI) et en créant des Comités locaux de Libération. Sur le plan militaire, c'est sous la direction de l'état major régional Ile-de-France, commandé depuis le 5 juin par Henri Rol-Tanguy, que, d'une part, les F.F.I. se sont structurés à partir des différents groupes de résistants des localités de la région, et, d'autre part, les unités FTP, majoritaires dans la banlieue dite « rouge » étant donné le poids de la résistance communiste, constituent l'essentiel de l'organisation.

Le 14 juillet, les organisations résistantes et le Comité parisien de Libération appellent la population à célébrer la fête nationale. Cette célébration prend une ampleur spectaculaire dans toute la banlieue sud : rassemblement et prise de parole à Villeneuve-Saint-Georges, manifestations le matin sur les marchés d'Ivry, Gentilly et du Kremlin-Bicêtre. Pour le Kremlin-Bicêtre, c'est Pierre Georges (le colonel Fabien) qui met au point le plan d'opération : préparation du rassemblement, déroulement du meeting, repli, riposte éventuelle des groupes de combat. « *Le 14 juillet 44, il y a eu un défilé de la mairie de Bicêtre jusqu'à presque la mairie de Gentilly. Il y avait pas loin d'un millier de personnes. On s'est dispersé un peu avant la mairie de Gentilly parce qu'on savait que les Allemands allaient arriver* ». L'après midi, des cortèges convergent de ces villes vers le cimetière d'Ivry et fleurissent le carré des fusillés. Une manifestation de deux mille personnes repartent du cimetière en empruntant l'avenue de Fontainebleau, au Kremlin-Bicêtre, et se dirigent vers la place Rouget-de-L'Isle à Choisy le roi. L'armée allemande ouvre le feu. Vingt-cinq personnes sont arrêtées dont plusieurs seront déportées ou fusillées.

À Arcueil, un grand drapeau tricolore est installé pendant la nuit sur l'aqueduc. Le bruit court que c'est la résistance qui l'a installé. « (...) *Bientôt, une foule immense se rassemble au pied de l'arche sur laquelle claque joyeusement les trois couleurs interdites depuis quatre ans, se souvient André Luzi*<sup>712</sup>. *Le soleil est de la fête. Les jeunes arborent nombreux le bleu, le blanc et le rouge sur leurs vêtements. Nous rions heureux et bouleversés de l'audace des résistants, de ce défi à « la hauteur » lancé aux hitlériens et aux collaborateurs à leur service. La folle ambiance qui règne, le drapeau largement déployé sur l'aqueduc, au cœur de la cité-jardins, et visible de la vallée d'Arcueil et de Cachan, préfigure la libération prochaine.* »

---

<sup>710</sup> *Fresnes, la prison* - Page 90.

<sup>711</sup> *Paris-Midi* du mardi 6 juin 1944.

<sup>712</sup> Propos recueillis par Jacques Varin pour son ouvrage sur Arcueil – page 144.

Arcueil est la première ville du Val de Bièvre (et même du département) à être libérée puisque sa Libération intervient, comme à Bagneux et Chevilly-Larue, le 17 août 1944. Montrouge et Gentilly le seront le 19, Cachan, le 21, L'Haÿ-les-Roses le 24, le Kremlin-Bicêtre le 25, juste avant Paris. La mairie de Villejuif est occupée par le Comité Local de Libération le 18 août, mais une section allemande la reprend le 20 et la reprend le soir même. Les troupes allemandes en retraite multiplient les exactions.

« *Avis à la population ! Les hommes valides sont invités à se rendre d'urgence au pied de l'aqueduc, rue Emile Raspail et avenue de la Convention pour renforcer les barricades élevées pour entraver la marche des troupes allemandes. Prière d'apporter des pioches.* » Cet appel du Comité local de Libération d'Arcueil est déclamé dans toutes les rues de la commune par le tambour municipal. Deux autres barricades sont montées devant le 31 de la rue Berthollet et sous l'arche de l'aqueduc de la rue François-Vincent Raspail. Ce 19 août, Georges Colin, Président de la Délégation spéciale nommé par Vichy, et son premier adjoint Henri Blondy sont arrêtés. Marcel Moine, en liaison avec les mouvements de résistance assure l'intérim de la direction de la municipalité jusqu'au 25 août 1944. À Gentilly, le Comité local de Libération avec, à sa tête, Charles Frérot, prend possession de la mairie le 20 août, en lieu et place de la délégation spéciale.

Les combats de la Libération font de nombreux morts. Journées de folle exaltation où se mêlent la liesse délirante de la liberté retrouvée et la terreur des nouvelles plus ou moins exactes. La Libération, c'est l'explosion de colère à la découverte des dernières atrocités nazies, c'est aussi l'épuration spontanée, incontrôlable, les premiers emprisonnements des suspects de collaboration (la prison de Fresnes change de population), les vengeances faciles et les femmes tondues.

À la mairie du Kremlin-Bicêtre, le maire Georges Gérard tient conseil avec quelques amis. Des bruits, des cris, un groupe de FTP fait irruption dans le bureau, mitraille au poing. Ils demandent le maire. Gérard se désigne, il est abattu.

Le mouvement de conquête des mairies, amorcé les 18 et 19 août, s'amplifie les jours suivants. Dans le secteur sud, la défense des ponts sur la Seine engendre de sérieux combats, notamment à Choisy, le 25 août. Depuis le 20 août, le harcèlement des FFI et les barricades qui encombrant la traversée des villes entravent la circulation des convois en retraite sur la N7 et les autres voies conduisant à Paris. Le secteur banlieue sud, sous le commandement du colonel Rivière, regroupe les différents mouvements de résistance. Le 23<sup>ème</sup> sous-secteur, sous les ordres du commandant Lorent, dit Parizot, comprend les groupes locaux de Gentilly, Arcueil, Kremlin-Bicêtre, Villejuif, L'Haÿ-les-Roses, Chevilly-Larue et Fresnes. Les principales opérations dans notre secteur se tournent vers le fort de Bicêtre et la prison de Fresnes, mais aussi le harcèlement des convois sur la route d'Orléans (la N20) et la route de Fontainebleau (N7).

Fort de ces nouvelles, le personnel de l'hôpital de Bicêtre, avec son directeur en tête, hisse le drapeau tricolore. Les Allemands, embusqués sur les hauteurs du fort, tirent. Un vieux pensionnaire de l'hospice qui regardait la scène par la fenêtre est tué. Plusieurs personnes sont blessées. On doit redescendre le drapeau. Du 20 au 25, Choisy, Ivry et Vitry sont libérés. La garnison du fort de Bicêtre se rend finalement aux Américains et aux FFI.

Le 24 août, des barricades sont édifiées sur les grands axes de L'Haÿ-les-Roses par la population. Une cinquantaine de F.F.I. effectuent des opérations de harcèlement des troupes allemandes et fait 60 prisonniers<sup>713</sup>. Ils prennent contact à Fresnes, le 24

---

<sup>713</sup> *Autrefois L'Haÿ* – page 11.

août au soir avec des éléments de la 2<sup>ème</sup> Division Blindée du général Leclerc dont une avant garde légère traverse L'Haÿ et fonce vers Paris. Elle entre à Rungis puis à Fresnes.

Vers 16 heures, François Claes, guide de la colonne Leclerc, sous les ordres du colonel Warabiot, reçoit l'ordre d'attaquer la prison<sup>714</sup>. Il existe, à l'intérieur de la prison, des agents pénitentiaires F.F.I. qui tiennent à jour un service de renseignements. Lucien Savry, un Fresnois, centralise les informations F.F.I. et entrepose des armes et des munitions, avec l'aide de jeunes de la ville.

À 22 heures 30, après de sévères accrochages, de nombreuses pertes et la mort du capitaine Dupont<sup>715</sup>, un groupement de soldats de l'armée de Leclerc, secondé par des FFI pénètrent dans le Grand quartier et s'emparent de la prison : les prisons de Fresnes sont libérées ! Six soldats allemands ont été tués dans la bataille, huit soldats de la 2<sup>ème</sup> DB ont perdu la vie et les F.F.I. comptent huit morts et douze blessés dans leurs rangs. Depuis le 17 août, de nombreux prisonniers politiques avaient été déportés, environ 1800 ; 400 avaient été libérés, emmenés par la Croix Rouge, parmi lesquels certains avaient été repris par les Allemands<sup>716</sup>.

« Le combat a été particulièrement meurtrier. Thérèse Dugué, secouriste de la Croix Rouge, reçoit les blessés dans la salle de la Mairie (de Fresnes) reconvertie en poste de secours tandis que dehors le canon tonne et les mitrailleuses crépitent : *"Les deux premiers morts arrivent, un soldat allemand tué par un résistant et un Français tombé sous une rafale de mitrailleuse. Les premiers blessés ensuite; certains mutilés, d'autres brûlés ... ce sont les soldats du char La Marne. Les blessures sont tellement graves que les secouristes ne peuvent faire que des pansements provisoires en attendant de les diriger vers les hôpitaux. Il y a des blessés et des morts tout le long de l'avenue de la République. Le carrefour de la Prison est un véritable champ de bataille: fils électriques arrachés, branchages jonchant le sol, sacs de sable épars et les chars ... et le canon. Le tout dans la nuit, éclairé seulement par les flammes d'une maison qui brûle ... »*<sup>717</sup>

Vingt ans plus tard, en 1966, le cinéaste René Clément réalise l'adaptation cinématographique du livre « Paris brûle-t-il ? » de Dominique Lapierre et Larry Collins, ouvrage relatant la libération de Paris. La scène montrant la destruction du char « La Marne » par un canon allemand, a été tournée à Fresnes, au numéro 28 de l'avenue de la République, sur les lieux même du drame.

Le soir même de la libération de Fresnes, sur ordre de Leclerc, le détachement du capitaine Dronne traverse l'Haÿ-les-Roses, Cachan, Arcueil, emprunte la rue Gabriel Péri pour traverser Gentilly et le Kremlin-Bicêtre. Un détachement de la 2<sup>ème</sup> DB, composé de deux jeeps et trois blindés, traverse Gentilly par l'avenue Raspail et gagne Paris par la poterne des Peupliers. La 2<sup>ème</sup> DB entre dans Paris par la porte d'Italie et atteint l'île de la Cité vers 22 heures. Le lendemain, le groupement Warabiot, parti à 7 heures de Belle-Épine à Rungis, traverse à toute allure Chevilly-la-Rue, Villejuif et le Kremlin-Bicêtre. Venant d'Arcueil, des chars passent avenue Gabriel Péri, entre Gentilly et le Kremlin-Bicêtre, et se dirigent vers la porte d'Italie. Les Gentilléens accourent de toutes les rues avoisinantes. Sur la plage arrière des chars, bouteilles, fruits et fleurs s'entassent. Un blindé fait un détour par la mairie. Le commandant du détachement en descend, salue le Comité local de Libération et son Président, Charles Frérot, qui l'attendent sur les marches de la mairie. Le char repart

<sup>714</sup> *Fresnes dans la tourmente* – page 102 et 103

<sup>715</sup> *Idem* – page 103

<sup>716</sup> *Fresnes la prison* – page 86

<sup>717</sup> Extrait de : *liberation-de-paris.gilles-primout.fr*

aussitôt, la ville est en liesse ! La 2<sup>ème</sup> DB arrive à 7H50 sur le parvis de Notre-Dame. Le colonel Rol-Tanguy et le général Leclerc reçoivent la capitulation sans condition du général allemand Von Choltitz. C'en est fini du cauchemar de quatre années d'occupation.

Dans toutes les municipalités, manifestations, défilés et discours célèbrent la renaissance nationale et les Comités locaux de Libération se mettent en place. Au Kremlin-Bicêtre, le Comité local de Libération s'installe à la mairie à la place de l'ancien conseil municipal. Il est composé de représentants de la SFIO, du Parti communiste (PC), du Parti républicain (PR), du Front national (FN), Groupe Libération, du Mouvement de libération nationale (MLN), l'Union des femmes françaises (UFF), la CGT, le Parti démocrate chrétien, des Jeunes communistes (JC) et de l'Assistance française. Le représentant du MRP est absent car il est encore prisonnier. Le 12 novembre 1944, les membres de la Délégation spéciale, issue du CLL, nommés par arrêté préfectoral du 26 septembre 1944, se réunissent « *sous la présidence d'Emile Dangeville, président de la Délégation spéciale faisant fonction de maire, pour la tenue de la séance ordinaire à laquelle ils ont été convoqués* ». Aucune séance du conseil municipal ne s'est tenue depuis le 20 juin précédent. Marc Neymark est 1er adjoint et Gabriel Brion, deuxième adjoint.

Dans sa séance du 23 septembre 1944, la commission d'épuration siégeant à la mairie du Kremlin-Bicêtre, décide de proposer la révocation sans pension de messieurs Ménegaux et Jousse, employés communaux, « *pour propagande en faveur de la collaboration et menaces envers un patriote* ». La mesure, légèrement adoucie, est acceptée par le préfet. Le 2 décembre 1944, devant une assistance nombreuse, le CLL vote à l'unanimité une motion demandant l'application immédiate du programme du Comité National de la Résistance<sup>718</sup>, approuvé par le général De Gaulle.

Le 27 janvier 1945, une discussion s'engage à propos de la demande de participation au Comité local de Libération du Kremlin-Bicêtre du groupe « Libération-Vengeance », représenté par M. boucher. « *Nous précisons que l'exclusive n'est jetée sur aucune organisation résistante, mais nous ne saurions admettre une organisation dont certains adhérents ont appartenu à l'ancienne municipalité ratifiée par Vichy et dont les membres n'ont pas désapprouvé l'attitude publique prise par son maire en date du 12 août 1943 qui témoignait « une affectueuse et fidèle amitié » au sinistre Laval* ». M. Boucher, qui refuse de dévoiler le nom de ses adhérents, reconnaît avoir dans ses rangs M. Ménegaux, ex-militant socialiste, exclut de son Parti et « épuré » de la mairie en conformité avec les instructions du préfet de la Seine. La demande est rejetée à l'unanimité. Au cours de cette même séance, le représentant du Front national lance un appel pour la constitution d'une liste unique à l'occasion des prochaines élections municipales. Les organisations présentes sont d'accord sur le principe, à l'exception du groupe Libération, du Parti socialiste, de Démocrate chrétien, qui attendent les décisions de leurs organismes centraux.

Cette union sera difficile. Finalement, elle ne se fera pas et lors des premières élections municipales d'après guerre, le 29 avril 1945, deux listes principales s'affrontent : la liste d'Union Républicaine et Antifasciste (qui rassemble le Parti communiste, le Parti radical socialiste, l'UFF, le FN, l'ARAC, des représentants des Jeunes, des Vieux, des Indépendants, les sportifs, les victimes du nazisme) et la liste

---

<sup>718</sup> Le resserrement des liens entre Résistance intérieure et Résistance extérieure devient impératif face à la politique des Alliés. Durant l'hiver 1942/1943, les rapprochements se multiplient, activés par Jean Moulin qui assure le lien avec le général De Gaulle. Ce processus aboutit à la création du Conseil National de la Résistance (CNR), véritable gouvernement provisoire, où sont représentés mouvements, syndicats et partis. Le printemps 1944, avec l'adoption en mars du programme du CNR, est une grande étape de rassemblement national.

d'Action Socialiste et Démocratique. Ce scrutin se déroule selon le mode majoritaire. La liste d'Union Républicaine et Antifasciste est élue avec 3689 voix pour Raymond Guyot, le candidat tête de liste, alors que le candidat de la liste d'Action Socialiste et Démocratique ayant obtenu le plus de voix en rassemble 2551.

Le 8 mai, les membres du conseil municipal kremlinois se réunissent pour la première fois et élisent leur maire. Raymond Guyot, communiste, est élu avec 27 voix sur 27. Mais, « *en raison des lourdes tâches qui lui incombent déjà* (il est député du canton et membre de l'Assemblée consultative), *M. R. Guyot estime qu'il ne pourra assurer cette nouvelle fonction. Il remercie vivement ses collègues de leur confiance et décline la fonction de maire* ». Gabriel Brion, lui aussi communiste, est élu avec 27 voix sur 27. Denise Conynck est 1<sup>ère</sup> adjointe (27 voix), Raoul Isambert est deuxième adjoint (27 voix). Un élément essentiel apparaît dans ce nouveau conseil municipal : sur 27 conseillers municipaux, 5 sont des femmes ! Il s'agit de mesdames Conynck, Ménerville, Jugel, Cléry et Merssemann. Pour la première fois en effet, en France, les femmes ont eu le droit de voter et, par ce fait, sont devenues éligibles. Le gouvernement du général de Gaulle qui comprend des ministres MRP<sup>719</sup>, des socialistes et des communistes, leur a accordé le droit de vote. Le rôle des femmes dans la Résistance a contribué à cette décision.

À Gentilly, lors de la séance plénière du 7 septembre 1944, les groupements de résistance sont présents. Au total, douze représentants aux côtés desquels se trouvent les membres de la municipalité élus lors des élections du 12 mai 1935 et, dit la délibération<sup>720</sup>, « *ayant conservé une attitude particulièrement digne et patriotique* »<sup>721</sup>. Il s'agit de Messieurs Frérot, Bonnissant, Gérard, Gueury et Obertin. Lucien Albert n'est pas encore revenu du camps de Pithiviers, il reprendra sa place au conseil dès son retour. Après l'installation du maire et de ses adjoints, Charles Frérot prend la parole. Il commence son allocution en saluant les femmes présentes. En effet, il se passe des choses étranges dans ce premier conseil municipal. Deux femmes ont été élues : Madame Badia, en tant qu'adjointe, et Madame Cogné, conseillère municipale. Charles Frérot fait remarquer que cette présence révèle la volonté « *d'établir les droits d'égalité* ».

Mobilisé dès le début des hostilités, le maire communiste de L'Haÿ-les-Roses, Raymond Baudin, avait ensuite été déchu de son mandat le 15 février 1940 et remplacé par Joseph Ismaël Boiseau, nommé par le pouvoir central. À la Libération, Roger Jean Couvidou, militant communiste est nommé par le CLL à la tête du conseil municipal. Puis, Raymond Baudin<sup>722</sup> est à nouveau élu lors des élections de 1945.

Quelques jours avant la libération de Fresnes, les groupes de résistance de la ville créent un Comité local de Libération constitué des anciens conseillers présents dans la commune, sous la présidence de Théodore Rossat, militant communiste, ancien conseiller municipal. Le soir même de la Libération de la ville, Maurice Catinat, dans l'illégalité durant toute la guerre parce que recherché pour être arrêté, prend la tête du Comité local de Libération qui instaure une gestion provisoire des affaires

---

<sup>719</sup> Parti d'inspiration chrétienne, le MRP rassemble quelques hommes de gauche issus de la Résistance, mais, pour l'essentiel, des hommes se réclamant d'option centriste ou de droite.

<sup>720</sup> Archives municipales de Gentilly - Délibérations municipales – registres papier de 1941 à 1970.

<sup>721</sup> Cette allusion est dirigée contre Georges Beaugrand, le maire communiste élu en 1934 et réélu en 1935, qui, après avoir été démobilisé s'éloigne de Paris et ne s'engage pas dans la Résistance. Cet éloignement ne lui sera pas pardonné et il sera déclaré « traître au Parti et à la France » par *L'Humanité* du 26 octobre 1944. Source : *Le Maitron* – page 68

<sup>722</sup> Il est maire de L'Haÿ-les-Roses de 1945 à 1947 et de 1953 à 1954, conseiller général puis sénateur de la Seine de 1958 à 1959.

communales. Les membres du CLL décident de laisser leur place de conseillers à leurs collègues internés et déportés au fur et à mesure de leur retour<sup>723</sup>.

Lors de l'installation du CLL fresnois à la mairie, Maurice Catinat signifie à Gaston Dubernay, administrateur nommé par la préfecture sous les ordres du gouvernement de Vichy, qu'il est « relevé (de ses fonctions) par décision du gouvernement provisoire de la République française présidé par le général de Gaulle et par la volonté de la population »<sup>724</sup>. De plus, il est reproché à Dubernay son attitude de collaborateur car, « pendant son mandat de maire, il avait présidé à une fête organisée par Doriot, au stade municipal »<sup>725</sup>. Après avoir nié, Gaston Dubernay reconnaît les faits, arguant avoir agi sur décision préfectorale. Il est gardé à vue pendant deux jours puis finalement libéré.



Le char « La Marne » 24 août 1944 – Coll. Part. Ecomusée de Fresnes

---

<sup>723</sup> *Fresnes dans la tourmente* – opus cité – page 108

<sup>724</sup> *Idem*

<sup>725</sup> *Idem*

## XII – LES TRENTE GLORIEUSES

Malgré le second conflit mondial, le potentiel économique et les ressources humaines du Val de Bièvre permettent un redressement économique rapide. La population de nos communes explose et de nouveaux arrivants, Parisiens ou provinciaux, sont attirés par le capital travail de nos communes. Cet accroissement démographique incite, ou contraint, à de nouveaux aménagements.

Nombreux sont les secteurs d'activités qui font la preuve de leur efficacité et de leur compétitivité dans des domaines aussi divers que l'agro-alimentaire, la chimie, la biochimie, l'audiovisuel et tout particulièrement la santé liée notamment au fort secteur de la fonction publique. C'est le plein emploi et les « Trente Glorieuses » ! Cependant, la délocalisation des entreprises va engendrer une mutation du secteur économique qui s'orientera vers le tertiaire et les nouvelles technologies.



La roseraie du Val-de-Marne à L'Haÿ-les-Roses - DR

### **La vie politique pendant les Trente Glorieuses**

Les retombées de la Résistance sont sensibles dans la société civile dès le lendemain de la Libération. Le 17 septembre 1944, une Assemblée Générale du syndicat des blanchisseurs d'Arcueil-Cachan est convoquée. Le secrétaire, Monsieur Lazardeux, expose l'ordre du jour de la séance au cours de laquelle doit s'effectuer l'élection du conseil d'administration et déclare que « *cinq membres sur douze doivent faire partie de la Résistance* ». Cette « nouvelle règle » étonne et Monsieur



Bertin, président depuis 1937, menace d'abandonner son poste. Finalement, le scrutin a lieu et Messieurs Lazardoux, résistant, et Bagot, membre du Comité local de libération, emportent une majorité de voix. L'un et l'autre remercient l'assistance et aussi, « *au nom de la Résistance, quelques personnes présentes* », sans mentionner de noms. Monsieur Bagot décline le poste de président, « *ayant déjà une responsabilité au sein de la Résistance et à l'organisation de la mairie* ». Le bureau est alors constitué de Monsieur Lazardoux, président, Monsieur Bagot, vice-président, Monsieur Bertin, trésorier et Monsieur Deleplanque, secrétaire. Trois mois plus tard, le syndicat est en crise : Monsieur Lazardoux démissionne pour « *des raisons de santé, des contacts assez durs avec les organisations de la corporation et parce qu'il n'est pas assez soutenu par ses collègues, alors que sa place de Résistant le mettait à même d'aller plus loin qu'un autre dans la défense des blanchisseurs* ». Finalement, Monsieur Bagot acceptera d'être le président du syndicat, « *malgré ses charges écrasantes à la municipalité et au conseil de la Résistance* »<sup>726</sup>

Les premières élections municipales de 1945 sont marquées par une très forte poussée communiste. De 1945 à 1947, les Français ne cessent de voter. D'élections en référendums, un intense travail d'élaboration de la Constitution aboutit aux institutions de la IV<sup>e</sup> République. Parmi les modifications, l'élection au scrutin proportionnel des conseils municipaux provoque de nouvelles élections municipales. Cette nouvelle échéance se présente dans un contexte politique différent de celui de 1945. En janvier 1946, le général de Gaulle a démissionné et, le 5 mai 1947, le président du Conseil socialiste, Paul Ramadier, a renvoyé les ministres communistes du Gouvernement. C'est la scission au sein de la CGT et la création de Force Ouvrière.

Avec les municipales d'octobre 1947, un nouveau rapport des forces politiques va se fixer durablement. Sur le plan national, le maintien global du PCF s'accompagne d'une forte poussée du RPF, le Rassemblement du peuple français, premier grand parti politique gaulliste de l'après guerre. Alors que le pays vient d'entrer dans la guerre froide, l'élection des maires donne lieu à une très vive bataille politique, champs clos de combinaisons politiques diverses, souvent pratiquées par toutes les forces politiques, de la SFIO au RPF, et dont l'objectif est de chasser les maires communistes chaque fois que cela peut se faire<sup>727</sup>.

C'est à ce scénario que l'on assiste au Kremlin-Bicêtre. Alors que le PCF constitue la force politique principale, avec à sa tête Gabriel Brion maire de la ville de 1945 à 1947, le jeu des alliances lui enlève la mairie. La liste communiste obtient 3091 voix et 13 élus, la liste SFIO menée par un (presqu') inconnu, le docteur Antoine Lacroix, 922 voix et 3 élus, la liste RPF 2579 voix et 11 élus. Le Parti communiste lance plusieurs appels à l'union aux socialistes qui font la sourde oreille. Lors de la réunion du conseil municipal et de l'élection du maire, les socialistes avec le Dr Lacroix se rangent aux côtés des RPF, créant une alliance avec la droite. Antoine Lacroix est élu maire du Kremlin-Bicêtre.

Les Kremlinois, venus nombreux pour assister à l'élection de leur premier magistrat, ne l'entendent pas de cette oreille. Une véritable émeute éclate dans la salle. Les conseillers municipaux eux-mêmes en viennent aux mains. Chaises et tabourets volent à travers la salle du conseil. La police intervient et fait évacuer la salle. Tandis que la foule, massée sur la place de la mairie, proteste et réclame la démission du

---

<sup>726</sup> Cf *Les chroniques du Val de Bièvre* – 2012 – n°74 – Marcel Breillot : *Les blanchisseurs et la guerre de 1939/1945.0*,

<sup>727</sup> Cf Roger Bourderon in *Histoire du Val-de-Marne* – Opus cité – page 311

« mal élu », Gabriel Brion rédige un texte de protestation contre « la trahison socialiste ». Le docteur Lacroix restera maire de la commune durant 37 ans.

Même scénario à L'Haÿ-les-Roses où Raymond Beaudin, cimentier, militant communiste élu maire en 1935, puis maire de 1945 à 1947, est battu par Fernand Chapotot, socialiste<sup>728</sup>. À Fresnes, Maurice Catinat, communiste, élu en 1945, est battu par René Pujo, droite non gaulliste, même tendance politique qu'Alphonse Melun à Cachan, élu en 1947. En revanche, à Arcueil, Marius Sidobre, communiste, élu en 1945 est reconduit en 1947. Idem pour Charles Frérot à Gentilly ou Louis Dolly à Villejuif.

### Les « événements » d'Algérie

En pleine guerre froide, un événement international concentre les attentions. La guerre de Corée, commencée en 1946, focalise l'anti-communisme vers l'Extrême-Orient. Ce conflit dont les enjeux apparaissent de moins en moins clairement provoque une certaine indifférence sur le sol national. La France fait en Indochine une guerre avec les dollars et le matériel américains ainsi que le sang des légionnaires et des troupes d'Afrique, et mène une guerre s'inscrivant maintenant dans le cadre de la guerre froide. Le conflit s'achève en 1954 avec la signature des accords de Genève<sup>729</sup>. Mais la guerre de Corée est à peine terminée, qu'un nouveau conflit éclate : l'Algérie.

Du fait de sa forte industrialisation, la banlieue parisienne abrite une importante concentration d'Algériens au moment des « événements », comme a été longtemps nommée la guerre d'indépendance de l'Algérie. Ils représentent, en 1956, un tiers de la migration totale, estimée à 100 000 personnes<sup>730</sup> et sont autant à Paris<sup>731</sup>. Les réalisations de foyers en banlieue dans le département de la Seine sont bien inférieures à la demande, déficit que pallie en quelque sorte un vaste réseau hôtelier, le plus souvent insalubre, qui abrite un grand nombre d'Algériens<sup>732</sup>. Au regard de la carte ci-dessous, deux critères pourraient expliquer la présence d'une population algérienne dans le Val de Bièvre. A Arcueil, Cachan, Gentilly et le Kremlin-Bicêtre, les travailleurs algériens sont probablement attirés par la présence d'entreprises dans ces villes. Ils sont absents de Fresnes pas ou très peu industrialisée à cette époque.

La seconde raison, dont témoigne leur présence à Villejuif et L'Haÿ-les-Roses, tient dans les lieux d'habitation. En effet, ces deux communes sont aussi peu industrialisées que Fresnes, mais il existe un bidonville à L'Haÿ-les-Roses et quatre sur Villejuif où résident des Algériens<sup>733</sup>.

Le Front de libération nationale (FLN) est créé en novembre 1954 pour obtenir de la France l'indépendance de l'Algérie, alors un département français. Le FLN et sa branche armée, l'Armée de Libération Nationale (ALN), commencent alors la lutte contre le gouvernement français, d'abord sur le territoire algérien avec des attaques

---

<sup>728</sup> Et suivants : Wolikow Serge – *La seconde guerre mondiale à travers les archives du Val-de-Marne* – Tome 1 = 1939-1942 – Tome 2 = 1942-1945 – Le Cherche midi Editeur – 2004

<sup>729</sup> Le 22 juillet 1954.

<sup>730</sup> Fathia Lounici – *Les foyers de travailleurs nord-africains en banlieue parisienne : une politique de logement social d'exception (1945-1962)* – Cahiers d'Histoire – Revue d'histoire critique – 2006 – mis en ligne en 2009

<sup>731</sup> La France compte alors environ 400 000 Algériens (à 90% des hommes) dont la moitié vit à Paris et dans le département de la Seine, selon Emmanuel Blanchard : *Manifestations et mobilisations algériennes en région parisienne* – Conférence du 16 novembre 2012 à l'auditorium du Petit Palais.

<sup>732</sup> Idem

<sup>733</sup> *Paris en guerre d'Algérie* – Exposition organisée par le Comité d'Histoire de la Ville de Paris – Couvent des Cordeliers – 7 décembre 2012 à 10 janvier 2013.

contre l'armée française, installations militaires, commissariats, entrepôts, équipements de communications, et des bâtiments publics. Une trentaine de ces attaques, plus ou moins désordonnées, ont lieu le jour de la Toussaint sur tout le territoire algérien ce qui fit donner le nom de *Toussaint rouge* à ces actions. Le bilan est de sept morts. Le conflit se radicalise et le départ des appelés provoque un tournant chez les Français qui, jusqu'alors n'affrontaient pas la réalité de la guerre. Lancée très tôt par des militants de gauche, des chrétiens et des universitaires, la question de la torture enflamme les débats. Le FLN désormais bien organisé sur le territoire français lance « la guerre des cafés », distribution de tracs, fusillades et attentats se perpétuant dans les cafés tenus ou fréquentés par des Algériens. Les combattants se heurtent à une répression sévère. En France, comme en Algérie, les autorités répondent à la lutte pour l'indépendance par une répression judiciaire. A partir de 1958, des milliers d'Algériens ainsi que des Français engagés à leurs côtés sont emprisonnés. En région parisienne, ils sont internés à Vincennes et Versailles, à Paris au vélodrome d'hiver, au gymnase Jappy, à la Petite Roquette, au dépôt du quai de l'Horloge, mais c'est à Fresnes que se trouve le principal lieu de détention des condamnés algériens en région parisienne. A la Santé, maison d'arrêt, sont détenus les condamnés à mort ainsi que les prévenus dont les affaires sont en cours d'instruction et les accusés pendant leur procès. Le premier condamné à mort algérien exécuté en France, Abdallah Bellil, l'a été le 27 septembre 1958 à la Santé après avoir été détenu à Fresnes depuis le 27 août 1957<sup>734</sup>. En 1960, tous les détenus du FLN sont transférés à Fresnes.

« *Fresnes devient peu à peu une prison algérienne* », écrit Juliette Spire<sup>735</sup>. « *La prison de Fresnes abritera jusqu'à 1600 Algériens à la veille du cessez le feu* » auxquels « *se joindront une trentaine de Français ayant soutenu et aidé la cause algérienne, « porteurs de valises », militants de la gauche révolutionnaire, chrétiens, communistes ou ex-communistes, ralliés avec plus ou moins de divergences à la cause du FLN* »<sup>736</sup>. Les détenus s'organisent et créent un comité de détention (CD) qui sera à l'origine de plusieurs grèves de la faim au sein de la prison dont l'une durera 21 jours. Un large mouvement de solidarité des principales prisons françaises où la grève sera également suivie aboutira à la reconnaissance de statut de prisonniers politiques des détenus algériens et à l'application du régime politique intégral.

À l'intérieur de la prison, la vie se structure. Un comité de soutien d'aide aux détenus et le collectif des avocats assurent une liaison avec l'extérieur. Le FLN organise des cours scolaires et des conférences politiques. La cuisine est assurée par des cuisiniers musulmans qui observent les pratiques musulmanes. Le culte y est toléré et officiellement autorisé à partir d'août 1959 et le ramadan y est respecté. Finalement, les relations entre détenus et surveillants sont quasi inexistantes. Selon Juliette Spire, « *la prison de Fresnes de 56 à 62 constitue un modèle de ce qu'une force politique organisée peut obtenir par la pression et l'organisation collective* »<sup>737</sup>

Les accords d'Evian, signés le 18 mars 1962, se traduisent par un cessez le feu immédiat. Ils permettent la libération des prisons françaises de la grande majorité des détenus liés à la guerre d'indépendance de l'Algérie. En moins de deux mois, ce sont plus de cinq mille personnes qui sortent de prison. La prison de Fresnes abrite alors 760 détenus politiques algériens. Après leur libération, des détenus

<sup>734</sup> Abdallah Bellil a été condamné à mort le 12 juin 1958 pour « homicide volontaire »

<sup>735</sup> Juliette Spire – *La détention à Fresnes durant la guerre d'Algérie* – in *Fresnes la prison* – opus cité – page 100.

<sup>736</sup> idem

<sup>737</sup> Idem page 111.

appartenant à l'OAS prendront leur place et bénéficieront d'emblée du statut de détenus politiques. Les derniers prisonniers militants de l'OAS seront amnistiés en 1968 par une loi que fera voter de Gaulle.

Pendant ce temps-là, à l'automne 1958, la Ve République a introduit des changements majeurs avec le retour au scrutin majoritaire et le redécoupage de circonscriptions dans le but d'assurer une majorité à la droite. Dans la région parisienne, les nouvelles circonscriptions préfigurent le futur découpage départemental de l'ancienne Seine qui se fera en 1964. Il suffira, par exemple, de raccorder 8 nouvelles circonscriptions de 1958 (7 de la Seine et une de Seine-et-Oise) pour créer le Val-de-Marne.

En 1958, le système fonctionne parfaitement et, arrivés quatre fois en tête et seconds partout ailleurs<sup>738</sup>, les communistes n'ont qu'un seul élu au terme du second tour. Dans la circonscription Arcueil-Villejuif, Marie-Claude Vaillant-Couturier en tête au premier tour avec 40,6% devant le candidat socialiste (21,8%) est battue par celui-ci au second tour.

Les consultations électorales qui suivent la création des nouveaux départements en 1964 donnent le ton politique du Val de Marne. Le processus unitaire entre parti communiste et gauche non communiste aboutit à de bons résultats aux municipales de 1965 où trois maires communistes sont élus, trois maires socialistes et un apparenté : Arcueil : Marcel Trigon PCF ; Gentilly : Hélène Edeline PCF ; Villejuif : Louis Dolly PCF ; Cachan : Jacques Carat SFIO ; L'Haÿ-les-Roses : Pierre Tabanou PS ; le Kremlin-Bicêtre : Antoine Lacroix SFIO ; Fresnes : André Villette (apparenté socialiste).

Les élections des 24 septembre et 1er octobre 1967, bien « qu'historiques » puisqu'elles mettent en place le premier conseil général ne passionnent pas les électeurs val-de-marnais et l'abstention est très élevée. Toutefois, l'électorat communiste reste mobilisé et le conseil général est composé de 13 élus communistes et 4 élus pour la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste (FGDS), donnant un siège de majorité à la gauche à la nouvelle assemblée départementale. Le communiste Gaston Viens, un maraîcher de 43 ans, devient le premier président du Conseil général.

### **Une expansion démographique explosive**

La décennie suivant la Seconde Guerre mondiale connaît des mutations démographiques importantes. Ces mutations se poursuivent jusqu'à la fin des années 1970. Le rôle de la réforme administrative de 1964 concernant les départements de l'Île-de-France et, surtout, sa mise en œuvre en 1967 avec les premières élections des conseils généraux, n'est pas sans incidences sur la vie des citoyens et des collectivités territoriales. En réunissant en un seul département des communes de banlieue jusque là éclatées entre la Seine et la Seine-et-Oise, la réforme de 1964 provoque des transformations économiques profondes mais aussi des bouleversements du paysage politique. Selon Roger Bourderon<sup>739</sup>, « *Deux données majeures traversent alors projets et directives : décentralisation industrielle et priorité au tertiaire. C'est dire les modifications structurelles essentielles que de telles orientations allaient apporter au Val-de-Marne* » et donc, au Val de Bièvre.

Nos villes qui connaissent déjà une croissance démographique importante depuis les années 1930, continuent à exploser. La banlieue sud-est se peuple et nos sept

---

<sup>738</sup>Sauf à Créteil-Saint-Maur

<sup>739</sup> *Histoire du Val-de-Marne : l'irruption des hommes* – opus cité – page 301.

communes participent à cette expansion, provoquant parfois la dégradation de l'habitat jusqu'à sa taudification, voire l'apparition de bidonvilles. Elles y participent toutefois de façon différenciée.

#### Évolution de la population du Val de Bièvre de 1936 à 1968<sup>740</sup>

communes	1931	1936	1954	1962	1968
Arcueil	16 200	16 590 + 2,35%	18 067 + 8,17%	20 224 +10,66%	21 877 + 7,55%
Cachan	12 790	14 567 +12,19%	16 965 +14,13%	23 282 +27,13%	26 187 +11,09%
Fresnes	5 239	6 023 + 1,29%	7 750 +22,28%	21 527 +63,99%	26 847 +19,81%
Gentilly	15 623	18 172 +14,02%	17 497 - 3,85%	19 221 + 8,96%	18 812 - 2,74%
L'Haÿ	6 369	7 707 +17,36%	10 270 +24,95%	17 968 +42,84%	24 352 +26,21%
Villejuif	5 836	27 540 +78,80%	29 280 + 5,94%	46 116 +36,50%	51 120 + 9,78%
Kremlin-Bicêtre	11 830	17 038 +30,56%	15 618 - 9,09%	18 834 +17,07%	20 798 + 9,44%

Comme cela a déjà été évoqué dans ce travail<sup>741</sup> plusieurs facteurs marquent particulièrement la démographie des années 1945-1975, celles que l'on nomme les « Trente Glorieuses ». Tout d'abord, la fin du malthusianisme qui engendre une croissance de la natalité accompagnée d'une baisse importante de la mortalité infantile. D'autre part, avec l'allongement de la moyenne de vie, la France n'a jamais connu une démographie aussi rapide.

Mais le baby boom n'est pas le seul responsable de cette augmentation. Le processus de décolonisation de l'Indochine, de la Tunisie, du Maroc, puis la fin de la guerre d'Algérie, en 1962, ramène en France deux millions de Français expatriés. Les accords d'Evian fournissent le plus fort contingent avec l'arrivée des « pieds noirs » et des « harkis ».

À Fresnes, la société HLM Toit et Joie construit, de 1960 à 1963 rue Auguste Daix, un immeuble de 250 logements réservé à l'origine à des fonctionnaires et qui, finalement, devra accueillir près de 20% de rapatriés d'Algérie. D'autre part, une cité de transit, les Fournières<sup>742</sup>, édifiée en 1962, accueille les occupants d'un ancien bidonville<sup>743</sup> majoritairement peuplé de travailleurs nord-africains.

Cet apport important de main-d'œuvre qualifiée est malgré tout insuffisant pour répondre aux besoins de l'expansion économique. Aussi, fait-on appel durant une vingtaine d'années, 1954-1974, à l'immigration étrangère et tout particulièrement aux Algériens. Les entreprises vont sur place, dans les villages, embaucher de jeunes hommes à qui l'on promet du travail, un bon salaire et... un logement. En fait de logement, cette immigration fournira le contingent des occupants, au mieux, des hôtels meublés, au pire, des bidonvilles. Composée pour l'essentiel de travailleurs célibataires dans un premier temps, cette immigration devient vite familiale et contribue à l'essor de la natalité. Nous avons également évoqué le rôle du développement des transports<sup>744</sup> qui, ajouté à tous ces facteurs, contribue à une redistribution de la population sur le territoire au détriment des campagnes, la vie

<sup>740</sup> Selon diverses données communales et Jean Bastié

<sup>741</sup> Partie VIII – *Métamorphose du paysage urbain – Agir soi-même : le mouvement des castors.*

<sup>742</sup> Elle a été démolie à la fin des années 1980.

<sup>743</sup> En 1965, il y aura encore 5 bidonvilles dans le Val de Bièvre : 1 à L'Haÿ-les-Roses et 4 à Villejuif.

<sup>744</sup> Partie IX – *Moyens de communication et développement économique en Val de Bièvre.*

urbaine devient l'une des aspirations de la nouvelle génération. Il en résulte une importante poussée urbaine pour nos communes.

Au regard du tableau ci-dessus, nous constatons que cet essor est diversifié et que les communes restées en retrait jusque là subissent la plus forte hausse. Les communes connaissant le plus fort taux de croissance sont celles qui étaient les moins urbanisées du fait de leur vocation agricole. Fresnes augmente sa population de 64% entre 1954 et 1962, L'Haÿ-les-Roses de près de 43% et Villejuif de 36,50%. En chiffres absolus, Villejuif, (qui avait déjà augmenté sa population de près de 79% entre 1931 et 1936) arrive largement en tête avec 16 836 habitants supplémentaires en huit ans. Ce sont des communes relativement peu peuplées où ont été implantés de grands ensembles. Au sein même des villes, des nuances sont à apporter. Ainsi à Villejuif, les quartiers nord restent longtemps à l'écart de l'urbanisation intensive ainsi que le bas-Villejuif qui reste figé jusque dans les années 1980<sup>745</sup>.

En revanche, les villes les plus proches de Paris comme Gentilly, le Kremlin-Bicêtre et Arcueil ayant déjà subi l'apport d'une nouvelle population dans leurs grands ensembles construits dès les années 1950, marquent le pas. Gentilly qui a déjà perdu près de 4% entre 1936 et 1954, et le Kremlin-Bicêtre, moins 9% dans la même période, continuent à régresser entre 1962 et 1968 après le sursaut des années 1954/1962 liées à leurs constructions de logements sociaux. Il est probable aussi que ces communes aient une déperdition de population du fait de la destruction de certains quartiers insalubres et dont la reconstruction n'est pas encore achevée comme le quartier Victor Hugo à Gentilly ou l'îlot Raspail à Arcueil.

Ainsi, sauf l'exception de Gentilly et du Kremlin-Bicêtre, l'augmentation de la population depuis la fin de la guerre est continue. Mais, quelle est la part du mouvement naturel dans cette augmentation ? Selon Jean Bastié<sup>746</sup>, la natalité la plus faible et la mortalité la plus forte se concentrent dans les communes à peuplement ancien, comme Gentilly mais aussi Arcueil ou le Kremlin-Bicêtre, tandis que la natalité la plus forte et la mortalité la plus faible se trouvent dans les communes à lotissements, comme L'Haÿ-les-Roses (où seulement 7% de la population a plus de 60 ans à la fin des années 60 - début des années 70<sup>747</sup>), du fait de la présence majoritaire de jeunes adultes. Même si isoler un seul facteur peut sembler contestable, Jean Bastié tend à penser « *qu'à l'habitat individuel soit liée une natalité plus forte* »<sup>748</sup>.

D'où provient cette nouvelle population ? De Paris, bien sûr, mais pas seulement. Les six départements arrivant en tête dans l'origine de cette nouvelle population sont, par ordre décroissant, la Seine-et-Marne, les Côtes du Nord, le Nord, le Finistère, l'Oise et la Seine-Maritime. Avec l'ensemble du Bassin parisien, la Bretagne connaît une migration croissante depuis 1901 vers la région parisienne<sup>749</sup>. Le capital travail est, bien entendu, la motivation la plus importante pour ces migrants avec de meilleurs salaires et un plus grand choix d'emplois et d'entreprises, mais sont prises en compte aussi les perspectives de débouchés scolaires pour les enfants et les distractions plus nombreuses.

## L'économie de l'après guerre avec et malgré la Reconstruction

---

<sup>745</sup>Du fait de projets d'intérêt général qui, finalement, ne seront pas réalisés.

<sup>746</sup>Opus cité – pages 408 et 409.

<sup>747</sup>Journal paroissial de L'Haÿ – *Cités qui chantent* – n°200 – mars 1974

<sup>748</sup>Opus cité – page 409

<sup>749</sup>Idem – page 409

Malgré le marasme dans lequel les années de la seconde guerre mondiale plongent nos communes, un certain nombre d'entreprises demandent l'autorisation soit de s'y installer, soit de s'agrandir et d'adjoindre à leurs bâtiments un nouvel atelier. Entre le 14 décembre 1942 et le 15 février 1946, soixante-douze demandes sont présentées pour le seul territoire de Gentilly<sup>750</sup>. Seules deux sont refusées. Les rejets ne sont jamais accompagnés d'explications. L'administration communale ne possède aucun pouvoir en la matière. Elle ne peut que transmettre les lettres de demandes à la préfecture de police, à la Direction de l'hygiène, du Commerce ou du Travail, selon le cas, en attirant particulièrement l'attention de l'administration concernée sur les arguments présentés<sup>751</sup>. En revanche, les décisions doivent être affichées en mairie (en plus de leur parution au Journal Officiel).

L'industrialisation et l'urbanisation massive qui suivent la Seconde Guerre mondiale sont fatales aux maraîchers dans toute la banlieue proche de Paris. Nos communes changent de statut et cette période détermine leur passage de villages agricoles à celui de communes de banlieue, de manière moins évidente pour Fresnes et L'Haÿ-les-Roses du moins dans la première décennie.

Les efforts du secteur industriel s'orientent vers la reconstruction. La région parisienne connaît, durant ces années, un essor industriel spectaculaire et dans le département de la Seine, de 1944 à 1960, les établissements de plus de 200 salariés augmentent de 46% (22% pour Paris et 14% au niveau national)<sup>752</sup>. Ce phénomène résulte d'une volonté économique : la décentralisation.

À la Libération, l'action est engagée, avec des moyens précaires, par le ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme. Dès 1950, dans une communication au gouvernement, il définit la décentralisation industrielle ou, plus exactement, « l'expansion décentralisée de l'industrie », comme l'un des objectifs prioritaires d'une politique d'aménagement du territoire, visant à organiser dans le pays une meilleure répartition des ressources et des hommes.

Le manque de place dans la capitale favorise l'implantation de grandes unités dans la petite couronne. Pourtant, même si de nouvelles entreprises s'implantent, l'expansion réelle, pour ce qui concerne le Val de Bièvre, s'effectue sur les bases industrielles existantes, comme Alcatel à Arcueil ou Géo au Kremlin-Bicêtre. La proximité de Paris demeure un facteur essentiel de la localisation des activités industrielles. En 1954, la densité d'établissements dits « classés »<sup>753</sup> pour 10 000 habitants est de 101 à Gentilly, 57 au Kremlin-Bicêtre et 40 à Villejuif.

Le dépouillement du recensement de 1954 nous permet de connaître les effectifs et les pourcentages de la population active par catégories socioprofessionnelles. Ces renseignements doivent être utilisés avec beaucoup de précautions car les regroupements socioprofessionnels de cette époque sont en réalité peu homogènes. Ils comprennent des individus et des familles de niveau économique parfois très différents. Malgré tout, par rapport à Paris et à la moyenne française, les communes de banlieue présentent deux types principaux : d'une part, les communes à majorité ouvrière comme Gentilly, Villejuif, le Kremlin-Bicêtre, voire Arcueil (mais aussi Ivry, Vitry, Choisy, etc.) et, d'autre part, les communes à plus fort pourcentage de patrons

---

<sup>750</sup> Archives municipales de Gentilly – F56Ba à F56Bd – Documents divers – Statistiques locales – Etudes diverses

<sup>751</sup> Décret du 9 septembre 1939 concernant la création ou l'extension des établissements commerciaux, industriels ou artisanaux.

<sup>752</sup> Connaissance du Val de Marne – *de patrimoine en patrimoine* – numéro spécial – 1980 – page 78.

<sup>753</sup> Classés « dangereux et incommodes » depuis la loi de 1810.

et de cadres, telle L'Haÿ-les-Roses et Cachan dans une certaine mesure<sup>754</sup> (Ablon, Epinay ou Juvisy).

À titre d'exemple, regardons la structure professionnelle de Gentilly en 1954<sup>755</sup>, en la comparant à celle de la Seine, de Paris et de l'ensemble de la France.

1954	1 Ouvriers et cadres	2 Patrons	3 Employés	4 Agricul- teurs	5 Fonction- naires	6 Etran- gers
Gentilly	54,1%	10,6%	18,9%	0,2%	18%	4,1%
Seine Banlieue	47%	15,4%	19,5%	0,55%	17,1%	3,3%
Paris	30,4%	21,6%	21,9%	0%	17,8%	4,8%
France	33,8%	10,1%	10,9%	26,8%	16,7%	3,6%

1-2-3-4-5 : correspondent au pourcentage par rapport à la population active

2 – exclus les artisans et les petits patrons classés dans 1

4 – agriculteurs et salariés agricoles confondus

5 – Etat, services publics et collectivités territoriales

6 – pourcentage par rapport à la population totale

La proportion d'ouvriers y est largement supérieure à celle de la Seine et c'est encore plus probant pour la comparaison avec Paris ou la France. Pourtant, quelques années plus tard, en 1960, Paris concentrent toujours majoritairement les établissements industriels importants de plus de 200 salariés.

Pour ce qui concerne le pourcentage des fonctionnaires, ou assimilés, dans la population résidante active varie très largement d'une commune à l'autre : de 14% à 33,3%. Il est le plus faible dans les communes les plus ouvrières (Gentilly) ainsi que dans les lotissements les plus pauvres. En dehors de Géo, au Kremlin-Bicêtre, avec ses 1250 employés, seuls les établissements publics ou assimilés sont des entreprises de plus de 500 employés en 1962, avec 1300 pour l'hospice du Kremlin-Bicêtre, 800 pour l'hôpital psychiatrique de Villejuif et 700 pour le centre anticancéreux de cette même ville. Villejuif n'a jamais été une commune très industrielle et, en 1962, les emplois industriels ne représentent qu'un tiers des emplois de la ville.

Les établissements de taille moyenne (de 20 à 50 employés) et les petits établissements (moins de 20 salariés) sont les plus nombreux dans les communes les moins industrielles comme le Kremlin-Bicêtre ou Villejuif. Les établissements de moins de 11 personnes sont majoritairement des commerces, des garages ou des artisans réparateurs.

On observe également certaines localisations préférentielles comme les industries du cuir à Gentilly, pourtant en voie de disparition mais qui, avec ses trois établissements, emploient 250 personnes ; à Villejuif, 27 établissements fournissent du travail à 1300 personnes et, dans la même localité, 250 salariés du bois et du papier sont employés dans 7 entreprises.

La localisation des industries qui se faisait autrefois en fonction des terrains disponibles, de la proximité du chemin de fer, des réseaux routiers ou de la présence de la Bièvre, est désormais moins diffuse. Cela résulte de la réglementation et des plans d'urbanisme qui prévoient des zones industrielles, créant une concentration des entreprises. De 1954 à 1960, l'augmentation des entreprises de 21 à 50 salariés est quasi générale.

<sup>754</sup>Son urbanisme majoritairement pavillonnaire fait, pendant longtemps, apparaître Cachan comme le quartier résidentiel d'Arcueil.

<sup>755</sup>Archives communales de Gentilly – I 162 Bc - Documents divers – Statistiques locales – Etudes diverses.



**Nombre d'établissements par tranche de salariés hors services publics<sup>756</sup>**

<u>Communes</u> <u>Et années</u>	1001 à 2000	501 à 1000	201 à 500	101 à 200	51 à 100	21 à 50	Total
<u>Kremlin-Bicêtre</u>	(GEO)						
1954	1			1	5	17	24
1958	1			1	4	15	21
1960	1				5	20	26
<u>Gentilly</u>							
1954		1	1	8	5	17	32
1958			7	9	4	16	36
1960			7	8	5	26	46
<u>Villejuif</u>							
1954			1	2	1	9	13
1958			1	3	6	19	29
1960			1	2	5	20	28

À partir de la fin des années cinquante, le secteur de pointe concerne les emplois du service public. Villejuif offre majoritairement des emplois liés à ses pôles hospitaliers (800 à l'hôpital psychiatrique et 700 au centre anti-cancéreux<sup>757</sup>), Fresnes à sa maison d'arrêt et Cachan à son École des Travaux Publics. C'est au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, en 1957, qu'il est décidé de réunir à Cachan sur un terrain d'une vingtaine d'hectares situé aux lieux-dits la "Belle-Image" et la "Prairie de Cachan", plusieurs établissements liés à l'enseignement technique avec, en son centre, une école normale supérieure. De nombreux architectes participent à l'édification des différents bâtiments de l'École normale supérieure de Cachan et nombre de plasticiens y laissent leur empreinte comme le peintre Villon (l'une des fresques du grand hall) ou , parmi d'autres, les sculpteurs Belmondo, Cornet ou Germaine Richier dont les œuvres ornent le parc.

Le secteur public est également important au Kremlin-Bicêtre où l'hospice de vieillards emploie 1300 personnes en 1962<sup>758</sup>. Quant à Fresnes, l'implantation de la fondation de recherche en hormonologie, en 1969, offre 320 emplois, dont 30 sont des postes de chercheurs<sup>759</sup>.

**Délocalisation, désindustrialisation, et tertiarisation : transformation du paysage économique**

Le mouvement d'opinion en faveur de la « mise en valeur des économies régionales » aboutit, en juin 1955, à un premier train de mesures : création de zones industrielles, primes à la décentralisation, développement des axes de circulation inter banlieues. Les mesures d'aides financières et fiscales à la décentralisation étaient renforcées en 1958, aboutissant à un important développement de l'ensemble de la périphérie parisienne en général et du Val-de-Marne en particulier qui, jusqu'alors était resté en retrait. Durant cette période, beaucoup de grandes sociétés connaissent une croissance rapide et choisissent d'installer dans ce département leur principale unité de production. Mais ce phénomène va rapidement

<sup>756</sup> D'après les chiffres de l'INSEE – Jean Bastié – page 446

<sup>757</sup> Jean Bastié – opus cité – page 438

<sup>758</sup> idem – page 436

<sup>759</sup> Le bâtiment rond et imposant de la fondation qui se trouvait, jusqu'en 2000, à l'angle des rues de Verdun et du boulevard Pasteur, à l'emplacement des résidences Le Prieuré et Les Capucines, est aujourd'hui démoli.

se retourner et, la loi du 2 août 1960<sup>760</sup>, renforce encore le dispositif, apportant une aide complémentaire aux transferts d'usines en province. Ces transferts se font au détriment de la banlieue parisienne qui entame sérieusement à cette époque sa désindustrialisation.

De nombreuses entreprises se substituent, sur le même emplacement à d'autres, parties pour se décentraliser, voire ayant totalement disparues. C'est le cas à Gentilly pour Parizot, fabrique de jouets, et de Nicolle, fabrique d'emballages plastiques pour la pharmacie, qui occupent les locaux d'anciennes mégisseries. Paradoxalement, malgré la désindustrialisation, le nombre d'emplois industriels augmente dans certains secteurs. À Gentilly, de 1950 à 1962, le nombre de salariés progresse chez Clin-Byla (industrie chimique) qui passe de 287 à 324, chez Nicolle, de 194 à 341, chez Walter (transformateurs) de 156 à 247, chez Dagousset (vinaigres et moutardes) de 120 à 207, chez Tesa (bobinages électriques) de 122 à 185<sup>761</sup>.

La nature des industries décentralisées appartient principalement au secteur de la mécanique en général et la construction mécanique en particulier (automobiles, cycles, mécaniques diverses) mais aussi à l'industrie chimique. En revanche, ce que l'on nommait alors les « nouvelles technologies » sont en pleine expansion. Il s'agit notamment des matériels électriques, l'électronique et les constructions radioélectriques (Cit-Alcatel à Arcueil ou Sitintel et Intertéléphonie à Gentilly). Cette période connaît une phase de plein emploi durant laquelle les entreprises rencontrent quelques difficultés à recruter et plus particulièrement pour les emplois qualifiés. La main-d'œuvre féminine est de plus en plus nombreuse et à Gentilly, par exemple, chez Clin-Byla elle atteint 65% des effectifs, ou chez Nicolle où 95% des employés sont des femmes. Chez Géo, au Kremlin-Bicêtre, 50% des salariées sont des femmes. Cette main d'œuvre féminine le plus souvent non qualifiée, mais aussi la main d'œuvre nord africaine, tout aussi peu qualifiée, tendent à tirer vers le bas les salaires et les conditions de travail.

Au milieu des années soixante-dix, le Kremlin-Bicêtre est à l'image de toutes les villes moyennes de la première couronne : elle est à la fois une excroissance de la capitale et une ville autonome. Si l'urbanisme de ces années ne marque la ville que modérément, le bouleversement provient davantage des grandes décisions liées à l'aménagement du territoire. La construction de l'autoroute A6, à la fin des années soixante, sépare, physiquement et de manière lourde, le Kremlin-Bicêtre de sa ville-mère, Gentilly, et le développement du trafic sur la N7 accentue la coupure de la ville. De ce fait, la ville semble perdre sa continuité urbaine.

Avec la loi du 2 août 1960 qui favorise le transfert des entreprises vers la province, la banlieue parisienne entame sérieusement sa période de désindustrialisation. Le Kremlin-Bicêtre subit la même évolution, parfois avec des effets démultipliés. Si l'on excepte les services publics importants (le fort et l'hôpital), la commune est, jusqu'en 1975, une ville de production. On y trouve de l'ameublement, des briqueteries, de la charcuterie industrielle, des imprimeries. Sa population est essentiellement composée d'employés et d'ouvriers. La désindustrialisation qui intervient dans ces années a comme effet premier, comme chez ses voisines, la disparition des industries de production. Le site de Géo, premier employeur privé de la ville, connaît, avec les progrès techniques, des diminutions d'emplois. Parmi les entreprises les plus importantes qui disparaissent, citons les imprimeries de la NCP, Chènes-

---

<sup>760</sup> Loi 60-790 tendant à limiter l'expansion des locaux à usage de bureaux et à usage industriel en Région parisienne par l'instauration d'une redevance sur la construction.

<sup>761</sup> Jean Bastié page 457.

Cazelles et la briqueterie Richard qui s'effacent du paysage de la commune, tournant définitivement une page de son histoire industrielle. La même évolution négative touche l'industrie du meuble qui était la locomotive du commerce local.

Ces départs sont compensés par l'arrivée d'activités économiques de secteur tertiaire. Avec la crise économique et les choix en matière d'aménagement urbain, l'activité économique de la commune se rétrécit : la priorité est donnée au logement.

Entre 1973 et 1977, Arcueil perd près d'un millier d'emplois. L'absorption des laboratoires Anphar par le groupe Rolland aboutit au transfert des activités à Chilly-Mazarin, entraînant plus de 100 licenciements. En 1975, c'est au tour de la Société européenne de brasserie (Valstar) de fermer son usine d'Arcueil pour se replier sur celle d'Ivry. Puis, deux ans plus tard, CIT -Alcatel réduit son personnel de 370 personnes. L'imprimerie Victor-Michel, qui emploie 280 salariés, est démantelée en 1979.

Même une ville comme Villejuif, peu industrialisée, subit malgré tout l'impact de la décentralisation : disparition d'établissements industriels, licenciements partiels, augmentation des migrations pendulaires, changement progressif de la composition sociale<sup>762</sup>. La majorité des entreprises y sont des PME, de 10 à 50 salariés, spécialisées dans le BTP, la mécanique et les industries de précision. D'une manière générale, les PMI des branches de la mécanique, de la métallurgie, de la construction électrique et de l'industrie de précision, emploient de la main d'œuvre qualifiée. Le nombre des établissements de plus de 10 salariés passe de 23 en 1962 à 28 en 1970, et tombe à 25 en 1977. Pour ce qui concerne le BTP, le nombre d'établissements importants (plus de 50 salariés) passe de 8 en 1962 à 2 en 1977. D'une manière générale, 20% des établissements industriels de Villejuif comptaient plus de 50 salariés en 1962. Ce chiffre tombe à 10% en 1977<sup>763</sup>. La décentralisation n'est pas la seule responsable. Deux entreprises importantes, ARD et SEIV Automation, certes décentralisent, mais de nombreuses entreprises font faillites, déposent le bilan avant leur liquidation, tandis que d'autres recréent une activité sous une forme différente. Il semblerait qu'à Villejuif les créations d'entreprises ne compensent pas le déficit et les entreprises du secteur tertiaire, commerces et services, prennent la place des emplois industriels. Le nombre d'emplois sur la ville pour 100 salariés était de 57 en 1962, 58 en 1968, 53 en 1975<sup>764</sup>. Cette situation tend à faire de Villejuif une « ville dortoir » et les Villejuifois sont de plus en plus nombreux à travailler à l'extérieur de la commune. C'est la fin des Trente Glorieuses et le début de la crise des années 70 !

Si la situation est préoccupante à la fin des années 1970, la décentralisation ne présente pas que des effets négatifs dans le Val de Bièvre. Cette évolution des activités dans notre région a tendu à précipiter le glissement naturel de la population active vers les emplois tertiaires du secteur industriel et à accélérer la croissance des activités tertiaires en général. Selon Jean Bastié, il semble toutefois « *difficile d'isoler les effets des mesures de décentralisation de ceux du progrès technique, de l'augmentation de la productivité et des évolutions naturelles qui en découlent : spécialisation, reconversions, concentration ou desserrement.* »<sup>765</sup> Pour autant, cette tendance a permis de maintenir le nombre global des emplois de nos communes au début des années 1980.

---

<sup>762</sup> Etude sur la désindustrialisation à Villejuif réalisée par le service Etude et Urbanisme de la ville – 1979 – 9 pages – Archives municipales de Villejuif : 62 w 47 – page 5

<sup>763</sup> Idem

<sup>764</sup> Idem

<sup>765</sup> Page 364

De plus, le potentiel scientifique du Val-de-Bièvre demeure un atout majeur. Situé à la croisée des chemins, le territoire du Val de Bièvre est à l'articulation des grands pôles d'intérêt régional : Paris, le M.I.N. de Rungis, l'aéroport d'Orly et le plateau de Saclay. Entre le Val-de-Seine et la Seine Amont, la vallée de la Bièvre contribue activement à la croissance économique de l'Île-de-France.

Son intégration récente à l'un des grands projets franciliens actuels, le développement de la Vallée Scientifique de la Bièvre, reprend en fait une longue tradition, liée là encore à une identité territoriale. En effet, de la Pyramide de Cassini, élevée en 1742 à Villejuif, à l'Institut de Physique Nucléaire, créé à Arcueil à la demande de Marie Curie, en passant par l'École Spéciale des Travaux Publics et le Centre d'Enseignement Technique de Cachan, l'Institut du cancer de Villejuif ou le CHU de Bicêtre, nos communes ont souvent été le berceau d'activités de pointe.

### **L'Haÿ-les-Roses et Fresnes, le paradoxe économique**

L'un des aspects intéressants de la communauté d'agglomération du Val-de-Bièvre concerne, pendant longtemps, sa représentativité de l'évolution générale de la banlieue proche, à savoir une industrialisation et une urbanisation différentes selon les villes mais qui, à terme, se rejoignent. Deux communes se démarquent.

Alors que le reste du Val de Bièvre est, depuis la période de l'entre-deux-guerres, urbanisé, voire industrialisé, Fresnes et l'Haÿ-les-Roses demeurent des communes rurales. Ces deux communes, les plus au sud, conservent l'aspect agreste de bourgs ruraux avec notamment de larges surfaces toujours consacrées à la grande culture mais aussi aux pépinières et à l'horticulture. La vocation rurale de ces deux villes ne disparaît que progressivement et très tardivement, à partir de la fin des années cinquante.

Le grand événement de l'histoire de Fresnes demeure la construction de la prison départementale. Pourtant, jusque dans les années cinquante, la commune reste très champêtre et ce, malgré les quelques lotissements qui s'installent dans les années 1930. Georges Poisson, dans son ouvrage sur le Val de Marne<sup>766</sup>, rapporte le tableau dressé par l'abbé Popot, au moment où celui-ci est nommé aumônier de la prison : « *En 1952, la commune, ceinturée de vastes champs de blé et de cultures diverses, ne comptait guère plus de 5000 habitants. Il y avait encore trois grosses fermes. Les voitures de paille passaient dans les rues traînées par des chevaux de labour. La batteuse restait en place de longs jours. On oubliait que l'on était aux portes de Paris. Des villas et une quantité de maisonnettes à l'architecture très discutables parvenaient cependant à garder un aspect agréable grâce aux jardins débordants d'arbres fruitiers qui les entouraient. Chaque habitant avait son chien, son chat, ses lapins. Le chant du coq nous éveillait.*<sup>767</sup> » Poisson, dont l'ouvrage paraît en 1968, parle encore de « village » à propos de Fresnes à une période où l'urbanisation, à défaut d'industrialisation, s'intensifie alentour.

En fait, les traces de la première industrialisation ont complètement disparu à Fresnes, en 1930, avec la fermeture définitive de la cimenterie et de la fabrique de colle de la route de Choisy<sup>768</sup>, puis de la tuilerie en 1937. Dans les années 1950-1960, seuls quelques commerces sont disséminés sur le territoire de la commune.

---

<sup>766</sup> Georges Poisson – *Le Val de Marne, art et histoire* – Les Editions de Minuit – 1968 – 570 pages – page 203.

<sup>767</sup> Chanoine Jean Popot – *J'étais aumônier à Fresnes* – Perrin - Paris – 1962

<sup>768</sup> *Construction de la banlieue : les années 60 à Fresnes* – CAUE 94 – sd -catalogue d'exposition – page 6.

Une vue aérienne de 1961<sup>769</sup> montre une partie nord encore vierge de toute construction. La ferme de Cottinville, la plus grande de la commune, est ceinte de champs et le cimetière est encore (presque) totalement isolé. Dans les années soixante-dix, le propriétaire de la ferme, installé depuis 1940, pratique toujours la culture de la pomme de terre. Lors de la construction de la Peupleraie, au début des années 1960, les immeubles de la cité avoisinent avec les meules de foin et le matériel agricole<sup>770</sup> tandis que les femmes et les enfants pratiquent encore le glanage traditionnel.

En 1968, la ville de Paris acquiert un terrain, au-delà de l'autoroute, sous l'actuel parc d'activité Médicis. Elle y implante les pépinières de la porte d'Auteuil, expropriées lors de la construction de l'échangeur d'Auteuil et du périphérique. Aujourd'hui, le Centre Horticole de Paris occupe 45 hectares des 200 de la plaine de Montjean<sup>771</sup> dont environ 28 ha sur Fresnes, renouant ainsi avec l'une des activités traditionnelles de la ville. Par ailleurs, aux alentours de la ferme de Cottinville, quelques bâtiments, transformés en habitations, témoignent de ce passé rural avec d'anciennes fermes de pailleux, dont les hautes portes cochères permettaient le passage des charrettes de paille.

Au début des années 70, des efforts sont entrepris afin d'implanter des zones d'activités et, en 1972, la ZAC de la Cerisaie est créée. En dehors de la Cerisaie, Fresnes ne compte, en 1973, que quatre entreprises.

Ces remarques valent pour sa voisine L'Haÿ-les-Roses. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, L'Haÿ est encore une commune très agricole : plus des 9/10 du territoire (375 sur 390) sont consacrées à la grande culture, aux pépinières et forceries de lilas. Pourtant, dès le milieu des années vingt, les grandes propriétés et les terres agricoles avaient commencé à se lotir, ébauchant un début d'urbanisation. Les dernières briqueteries cessent toute activité dans les années 1950. Si quelques petites entreprises s'installent ensuite, c'est surtout le commerce qui se développe parallèlement à l'accroissement de la population<sup>772</sup>.

Une vue aérienne, datée de 1959<sup>773</sup>, montre un village toujours peu urbanisé et flanqué, de part et d'autre de l'autoroute en cours de percement, de larges parcelles en lanières consacrées à l'horticulture. Pour ce qui concerne l'industrie, quasiment absente, Georges Poisson parle d'une fabrique d'instruments chirurgicaux<sup>774</sup>. En revanche, les établissements horticoles se maintiendront jusque dans les années 1970.

Si l'horticulture a finalement disparu du paysage de L'Haÿ-les-Roses, son souvenir perdure grâce à la roseraie départementale à qui la commune doit l'ajout de « les Roses » à son nom depuis 1914. Née en 1894 de la passion pour les roses d'un homme, Jules Gravereaux, l'un des fondateurs du fameux magasin parisien « Au Bon Marché », et dessinée en 1899 par l'architecte-paysagiste Edouard André, la roseraie de L'Haÿ-les-Roses possède une collection unique de roses, à la réputation mondiale. En 1936, le département de la Seine achète la roseraie de Jules

---

<sup>769</sup> Les Amis de l'Ecomusée de Fresnes – *Fresnes – Mémoire en image* - Alan Sutton - 128 pages – 2004 - page 36

<sup>770</sup> Idem - page 48

<sup>771</sup> La plaine de Montjean est un vaste espace naturel couvert de bois, cultures et pépinières qui s'étend sur 200 hectares. Elle a pour particularité de se situer sur les deux départements de l'Essonne et du Val-de-Marne et de s'étendre sur trois communes : Rungis : « plaine sud » agricole, vallée du ru de Rungis, serres des pépinières de la ville de Paris ; Wissous : château et parc communaux de Montjean, entreprises Chèze et Cobater et Fresnes, sur une moindre surface, environ 28m<sup>2</sup>, avec les plantations des pépinières de la ville de Paris.

<sup>772</sup> *Autrefois L'Haÿ* – opus cité – page 33.

<sup>773</sup> *Les Amis du Vieux L'Haÿ* – décembre 2012 – n° 32 – page 8

<sup>774</sup> Opus cité - page 230

Gravereaux, décédé depuis 1916. Avec la création des nouveaux départements autour de la capitale, le Val-de-Marne hérite de la roseraie en 1967. Cinq années plus tard, le Conseil général agrandit le domaine de seize hectares avec l'aménagement de la plaine de la Bergère. Désormais, la roseraie départementale c'est aussi un vaste parc planté de platanes, de hêtres pourpres et de pins sur près de la moitié de sa superficie. Un espace boisé constitué d'espèces peu fréquentes, un jardin thématique, des aires de jeux, des points d'eau et des aménagements pour les visiteurs en font un lieu de promenade idéal. Des chemins sinueux créés sur le terrain vallonné permettent la découverte de jolies perspectives sur la vallée de la Bièvre.

Véritable conservatoire de roses anciennes, la roseraie offre plus de trois mille espèces et variétés différentes. Outre les concerts et les animations diverses qui permettent de faire vivre le site, la roseraie est également un lieu permanent de rencontres et d'échanges entre scientifiques, botanistes, roséristes et spécialistes de l'hybridation. Des recherches expérimentales y sont organisées et les spécialistes y présentent leurs derniers travaux.

Ces observations nous poussent à constater que, malgré une apparente homogénéité, le découpage administratif de la communauté d'agglomération recouvre, en fait, une réalité mouvante et vivante, dépendante de l'attraction et de l'influence de Paris. L'organisation centrifuge de la région parisienne se retrouve dans les nouveaux paysages et la structure sociale de la communauté d'agglomération de Val de Bièvre. Dans l'aire d'influence directe de la capitale, au plus près de Paris, l'industrialisation précoce a façonné son propre type de paysage constitué d'établissements industriels et d'immeubles à étages. Le manque de logements pousse la population de ces communes (Gentilly, le Kremlin-Bicêtre, Arcueil) à investir ceux des communes voisines lorsque leur politique sociale le permet (Cachan, Villejuif, puis Fresnes). Quant aux communes plus rurales, la grande culture permet les lotissements de grandes surfaces et la prolifération du pavillon. Ainsi, à L'Haÿ-les-Roses, où le recensement de 1975 fait apparaître 3 300 pavillons contre seulement 510 immeubles de trois logements et plus<sup>775</sup>, constituant une densité urbaine moindre que chez ses voisines. Les migrations pendulaires ne cessent de s'accroître entre nos communes et Paris et d'une commune à l'autre, l'inégale distribution des emplois et des logements étant à l'origine de ce phénomène.

Selon une étude sur *Paris et ses banlieues*<sup>776</sup>, l'urbanisation des communes plus éloignées de Paris obéissent à un mécanisme différent de celles qui jouxtent la capitale : « *Les processus d'occupation de l'espace (y) sont divers : transformation de résidences secondaires en résidences principales, réutilisation de l'habitat rural, implantation spontanée de pavillons individuels qui détermine un véritable mitage de l'espace rural, lotissements* »<sup>777</sup>. Là, nous touchons à l'intérêt de notre étude qui, malgré une spatialité relativement exiguë, celle de nos sept communes, et peut-être même à cause de leurs avatars, reflète le cheminement de l'expansion de l'ensemble de la région parisienne.

## La fin du monde rural en Val de Bièvre

---

<sup>775</sup> *Cités qui chantent* – Journal paroissial de L'Haÿ-les-Roses – n° 200 – mars 1974 -

<sup>776</sup> Documentation photographique n° 6093 – *Paris et ses banlieues* – Février 1988.

<sup>777</sup> Page 41

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les mutations démographiques qui se sont produites ont été irréversibles et se sont poursuivies jusqu'à la fin des années soixante-dix. Elles ont bouleversé les paysages, urbains et ruraux, d'autant que la réforme administrative de 1964, mise en œuvre en 1967 avec les premières élections du conseil général, ont également infléchi les conditions de la vie citoyenne. Ces bouleversements sont inséparables des transformations économiques, mais aussi du paysage politique.

Les municipalités de l'après seconde guerre ont moins le loisir de se pencher sur les pratiques sportives et culturelles que celles qui les ont précédées : la reconstruction et la crise aiguë de logement sont à l'ordre du jour ! La modernisation et la diversification des structures déjà existantes sont toutefois entreprises.

Ainsi à Arcueil, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, des stades et des gymnases sont construits et les équipements socio-culturels s'y développent. C'est en 1961 que le « Cercle culturel d'éducation populaire » voit le jour à Arcueil. Quelques années plus tard, ce sont le Conservatoire municipal de musique, l'École municipale de dessin, la bibliothèque Louis-Pergaud et la salle Jean-Vilar. Viendront ensuite l'Office municipal des Sports et le club omnisports municipal d'Arcueil ou le centre culturel communal Erik-Satie. De nombreuses associations de quartiers, d'artistes et d'activités diverses se multiplient.

À L'Haÿ-les-Roses, le premier stade municipal est inauguré en 1967, tandis que la piscine ouvre ses portes l'année suivante. Si la section football de l'Association amicale sportive de Fresnes existe depuis 1903, l'équipe de basket féminine est créée en 1947. Le conservatoire de musique débute, en 1960, sous la forme d'une association. Il sera municipalisé en 1968 et implanté à la ferme de Cottinville en 1988. Le premier conservatoire d'arts plastiques de France est créé à Fresnes en 1974 et l'écomusée en 1979.

Tout au long des années soixante et soixante-dix, le sport et la culture continuent d'occuper une place déterminante dans le tissu associatif municipal et paroissial et, par extension, dans la société civile de nos villes.

Sur le plan politique, la structuration des aspirations au changement se fait, dès le début des années soixante-dix, autour du programme commun de la gauche. La tertiarisation de la population, les bouleversements dans les modes de vie, les mécontentements liés notamment à la vie dans les grands ensembles et, surtout, la crise qui s'amorce dans la seconde décennie des années 1970 avec la montée du chômage qui l'accompagne, provoque une montée politique vers le parti socialiste qui aboutira à l'élection de François Mitterrand en 1981.

Ce balayage de l'histoire du Val de Bièvre nous aide à percevoir les changements qui sont intervenus en les insérant dans un ensemble d'apparentes constantes. La constante de l'eau, bien sûr, l'importance des voies de communications dans le développement urbain et économique, même si elles ont pu occuper, parfois, une place agressive dans la vie quotidienne, et le dialogue incessant avec Paris.

Le bouleversement capital du territoire réside en la quasi disparition de l'agriculture, de la « campagne », avec le déclin des maraichers. S'il fallait en choisir une, cette disparition du monde rural nous semble la mutation la plus essentielle du Val de Bièvre durant les Trente Glorieuses.

## TABLE DES MATIERES

<b>AVERTISSEMENT</b>	<b>PAGE 3</b>
<b>I – PAYSAGES DE LA VALLEE DE LA BIEVRE</b>	<b>PAGE 6</b>
- La vallée de la Bièvre et le plateau de Longboyau : un relief contrasté	
- Les premières implantations humaines	
- L'aqueduc gallo-romain de Lutèce	
- L'aqueduc Médicis	
- De l'eau au robinet pour les Parisiens : l'aqueduc de la Vanne	
- Les ponts aqueducs : des monuments paysages	
<b>II - HEURS ET MALHEURS DES PAYSANS DU VAL DE BIEVRE</b>	<b>PAGE 20</b>
- Retour sur l'histoire : prospérité et calamités	
- La vaine tentative d'union entre bourgeois des villes et vilains des campagnes : la Jacquerie	
- La paix de Vincestre	
- La route du pain de Villejuif pendant la Fronde	
- Les enfants assistés de Vincent de Paul à Bicêtre	
- Mauvaises coutumes et jugement de Dieu : les justices seigneuriales de la banlieue	
- Les grands domaines fonciers encore visibles	
<b>III – LA FIN DE L'ANCIEN REGIME</b>	<b>PAGE 37</b>
- Photographie du Val de Bièvre au XVIII <sup>e</sup> siècle	
- Une certaine prospérité pour nos communes	
- « Tous les paysans de France... »	
- Les doléances du Val-de-Bièvre	
<b>IV – UNE NOUVELLE GESTION DU TERRITOIRE</b>	<b>PAGE 51</b>
- Décembre 1789 : nos paroisses deviennent des communes	
- Les communes de Val de Bièvre intégrées au département de Paris	
- La vente des biens nationaux et la propriété foncière en Val de Bièvre	
- La campagne de Paris préserve les anciens fiefs dans son paysage	
<b>V - L'EMERGENCE DE LA BANLIEUE</b>	<b>PAGE 64</b>
- La banlieue : une naissance annoncée	
- Un ballon d'expansion pour la capitale : prisons et hôpitaux hors les murs	
- Le mur murant Paris rend Paris murmurant	
- Des fortifs au périphérique : de limites en frontières	
- Fin du monde rural et naissance d'une question ouvrière : Evolution du Val de Bièvre	
<b>VI – DEPUIS LE MOYEN-AGE L'INDUSTRIE FAÇONNE LE PAYSAGE</b>	<b>Page 88</b>
- Les moulins de la Bièvre	
- L'exploitation du sous-sol	
- Des tuileries aux champignonnières : apport et évolution des carrières	



- Lavandières et blanchisseuses remontent le lit de la rivière
- L'industrie des cuirs et des peaux en banlieue sud
- Le maraîchage extra-muros

**VII – DE GUERRES EN REVOLUTIONS : SURVOL DU XIX<sup>E</sup> SIECLE** **PAGE 112**

- Le XIX<sup>e</sup> siècle : un siècle mouvementé
- La fin du XIX<sup>e</sup> siècle : la Grande Guerre
- Le Val de Bièvre au quotidien pendant le conflit
- La défense passive au son du clairon
- L'hôpital auxiliaire militaire n°88
- Croissance ou perte démographique ?

**VIII - METAMORPHOSES DU PAYSAGE URBAIN** **PAGE 132**

- Le cadre législatif se met en place : les premiers Offices d'HBM
- Le désir de vivre mieux : lotissement ou cité-jardin ?
- Agir soi-même : le mouvement des Castors
- Des HBM aux HLM : un changement de sigle sans incidence
- Les premières cités de nos villes sortent de terre

**IX – MOYENS DE COMMUNICATION ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE EN VAL DE BIEVRE** **PAGE 158**

- La rivière de Bièvre : une disparition annoncée
- Vers un nouvel essor économique : l'arrivée des structures autoroutières
- Le maillage des transports en commun en Val de Bièvre
- Une industrialisation intensive mais inégale à l'aune de nos villes

**X – VERS UNE « BANLIEUE ROUGE » !** **Page 179**

- La vie politique et syndicale après la Grande guerre
- Les expériences de la modernité
- Une culture nouvelle où se croisent vie associative et goût de la fête
- La crise économique et l'explosion de chômage
- Vers le Front populaire
- La solidarité avec le peuple espagnol

**XI – LES ANNEES NOIRES** **PAGE 207**

- La seconde guerre mondiale et l'occupation allemande
- Le Val de Bièvre dans la Résistance
- Du débarquement à la Libération dans nos villes

**XII – Les Trente Glorieuses** **Page 226**

- La vie politique pendant les Trente Glorieuses
- Une expansion démographique explosive
- L'économie de l'après guerre avec et malgré la Reconstruction
- Délocalisation, désindustrialisation et tertiarisation : transformation du paysage économique
- L'Haÿ-les-Roses et Fresnes, le paradoxe économique
- La fin du monde rural en Val de Bièvre